

Indicateurs trimestriels du marché du travail



Statistiques, budget et études

Situation au 31 mars 2017

Préambule

L'ONEM publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée vers la fin du mois suivant.

L'ONEM publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, interruption de carrière et crédit temps, titres-services et autres mesures en faveur de l'emploi...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précitées.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'ONEM. Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus large et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et le dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Là où cela est possible, le trimestre en question est situé dans une perspective historique qui remonte jusqu'à 2007, l'année précédant le début de la récente crise économique-financière. Ceci permet de suivre les conséquences de la crise et de la reprise qui a suivi. Pour éliminer quelque peu les effets saisonniers et dans un souci de clarté, l'accent est mis sur les trimestres correspondants des années précédentes jusque 2007 inclus. Dans un souci de complétude, un certain nombre de tableaux sont dès lors repris à la fin de la publication. Ceux-ci contiennent des séries de données plus larges à partir du 1^{er} trimestre de 2007.

Par conséquent, la publication est constituée des 9 chapitres suivants :

- Evolution de la conjoncture
- Evolution des chômeurs temporaires
- Evolution des chômeurs complets indemnisés
- Evolution des mesures en faveur de l'emploi
- Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques
- Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique
- Aperçu général
- Comparaison internationale
- Annexe statistique

L'ONEM continue bien sûr à publier sur son site internet www.onem.be :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'ONEM à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'administrateur général,



Georges CARLENS

Table des matières :

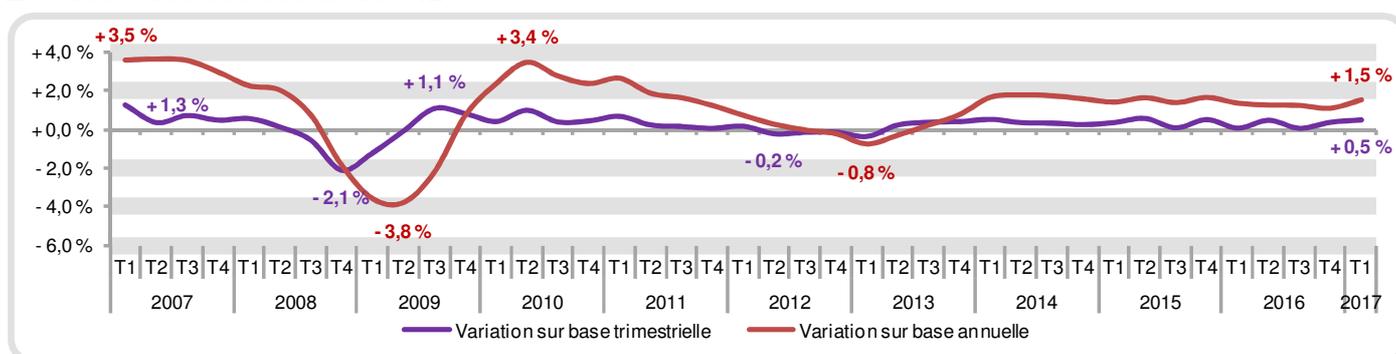
1	EVOLUTION DE LA CONJONCTURE	1
1.1	1.1 PIB	1
1.2	1.2 Baromètre conjoncturel	3
1.3	1.3 Offres d'emploi	4
1.4	1.4 Travail intérimaire	5
1.5	1.5 Évolution de la création d'entreprises	6
1.6	1.6 Evolution des faillites	7
1.6.1	1.6.1 Avec ou sans perte d'emplois	7
1.6.2	1.6.2 Avec perte d'emplois.....	8
1.6.3	1.6.3 Emplois perdus à la suite de faillites	9
1.7	1.7 Evolution des licenciements collectifs	10
2	EVOLUTION DES CHÔMEURS TEMPORAIRES	11
2.1	2.1 Chômage temporaire par Région (en unités physiques)	11
2.2	2.2 Chômage temporaire par Région (en unités budgétaires)	12
2.3	2.3 Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)	13
2.4	2.4 Par branche d'activités (en unités budgétaires)	15
3	EVOLUTION DES CHOMEURS COMPLETS INDEMNISES	16
3.1	3.1 Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)	16
3.1.1	3.1.1 Selon le régime.....	16
3.1.2	3.1.2 Par Région.....	18
3.1.3	3.1.3 Par sexe.....	19
3.1.4	3.1.4 Par classe d'âges.....	20
3.1.5	3.1.5 Par durée de chômage.....	21
3.1.6	3.1.6 Par catégorie familiale.....	22
3.2	3.2 Evolution des chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE)	23
3.3	3.3 Synthèse	25
4	EVOLUTION DU NOMBRE DE PAIEMENTS DANS LE CADRE DES MESURES POUR L'EMPLOI	28
4.1	4.1 Evolution générale selon le régime	28
4.2	4.2 Evolution à la lumière du transfert de compétences dans le cadre de la sixième réforme de l'État	31
5	EVOLUTION DE L'INTERRUPTION DE CARRIERE, DU CREDIT-TEMPS ET DU CONGE THEMATIQUE	32
5.1	5.1 Evolution générale	32
5.1.1	5.1.1 Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique	32
5.1.2	5.1.2 Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique (en ce compris les régimes sans allocations)	35
5.2	5.2 Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique selon le type d'interruption	37
5.3	5.3 Evolution des allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique selon le régime	38

6	EVOLUTION DES MESURES PRISES DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU STATUT UNIQUE	39
7	APERÇU GÉNÉRAL	41
8	COMPARAISON INTERNATIONALE	43
	<i>8.1 Taux de chômage</i>	43
	<i>8.2 Evolution de l'emploi</i>	44
9	ANNEXE STATISTIQUE	45
	<i>9.1 Evolution de la conjoncture</i>	45
	<i>9.1.1 PIB et baromètre de la conjoncture</i>	45
	<i>9.1.2 Offres d'emploi</i>	46
	<i>9.1.3 Travail intérimaire</i>	47
	<i>9.1.4 Créations d'entreprises</i>	48
	<i>9.1.5 Faillites avec ou sans perte d'emplois</i>	49
	<i>9.1.6 Faillites avec perte d'emplois</i>	50
	<i>9.1.7 Emplois perdus à la suite de faillites</i>	51
	<i>9.1.8 Licenciements collectifs</i>	52
	<i>9.2 Evolution des chômeurs temporaires</i>	53
	<i>9.2.1 Chômeurs temporaires par Région en unités physiques</i>	53
	<i>9.2.2 Chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires</i>	54
	<i>9.2.3 Chômeurs temporaires par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)</i>	55
	<i>9.2.4 Chômeurs temporaires par branche d'activités (en unités budgétaires)</i>	56
	<i>9.3 Evolution des chômeurs complets indemnisés</i>	57
	<i>9.3.1 CCI-DE selon le régime</i>	57
	<i>9.3.2 CCI-DE selon la Région</i>	58
	<i>9.3.3 CCI-DE selon le sexe</i>	59
	<i>9.3.4 CCI-DE selon la classe d'âge</i>	60
	<i>9.3.5 CCI-DE selon la durée du chômage</i>	61
	<i>9.3.6 CCI-DE selon la catégorie familiale</i>	62
	<i>9.3.7 CCI-NDE selon le régime</i>	63
	<i>9.3.8 DEI-NI selon le régime</i>	64
	<i>9.4 Evolution des mesures pour l'emploi</i>	65
	<i>9.4.1 Paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi</i>	65
	<i>9.4.2 Evolution à la lumière du transfert de compétences dans le cadre de la Sixième Réforme de l'Etat</i>	66
	<i>9.5 Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques</i>	67
	<i>9.6 Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut unique</i>	68
	<i>9.7 Comparaison internationale de l'emploi</i>	69

Evolution de la conjoncture

1.11.1 PIB

Graphique 1
Evolution des variations du PIB



Source : BNB Statistiques online (stat. bnn.be) - PIB de l'économie totale en millions d'euros chaînés (année de référence 2013) - corrigées des variations saisonnières et calendaires + communiqué de presse - ICN - Flash estimate et comptes trimestriels (trimestre le plus récent)

L'examen des variations du PIB sur une base annuelle et trimestrielle depuis le T1 2007 révèle clairement le 'double dip' qui a caractérisé la récente crise économico-financière. La forte diminution de la conjoncture économique à partir de la seconde moitié de 2008 a été suivie d'une reprise qui, à son tour, a de nouveau ralenti, stagné et évolué vers de nouvelles diminutions sur une base trimestrielle et annuelle en 2012 et 2013.

Depuis le T3 2013, une nouvelle reprise de la conjoncture qui entraîne une croissance continue tant sur une base trimestrielle que sur une base annuelle peut toutefois être constatée. Cette croissance sur une base annuelle fluctue entre 1,0 % et 1,5 %. Au T1 2017, la croissance est de 0,5 % sur une base trimestrielle et de 1,5 % sur une base annuelle.

Tableau 1
Evolution du PIB

	PIB en millions euros chaînés	Evolution
2007	382 849	+ 3,4 %
2008	385 704	+ 0,7 %
2009	376 900	- 2,3 %
2010	387 058	+ 2,7 %
2011	394 012	+ 1,8 %
2012	394 552	+ 0,1 %
2013	394 306	- 0,1 %
2014	400 797	+ 1,6 %
2015	406 714	+ 1,5 %
2016	411 564	+ 1,2 %
2017*	416 914	+ 1,3 %
	417 737	+ 1,5 %
2018*	422 334	+ 1,3 %
	424 003	+ 1,5 %

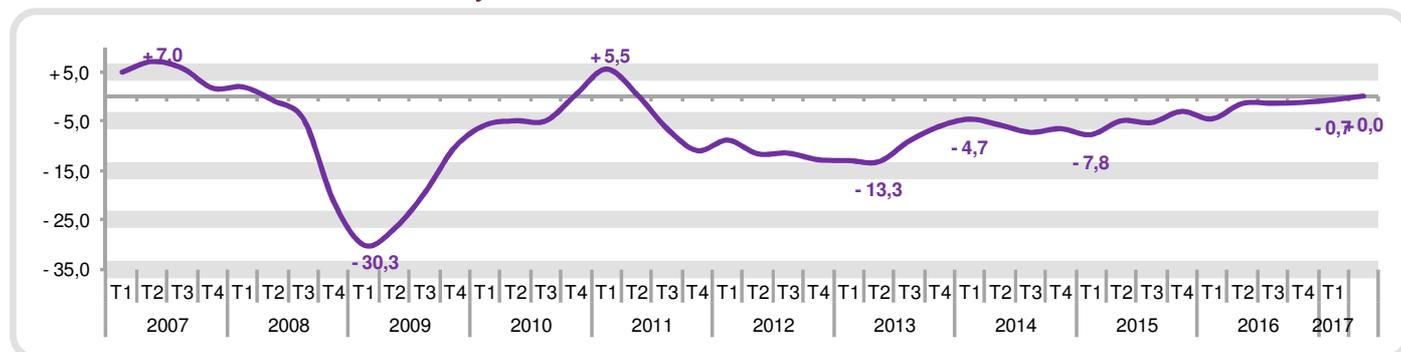
* Prévisions basées sur le Budget économique du Bureau Fédéral du Plan, les projections économiques et le Belgian Prime News de la Banque nationale, les Regards économiques de l'IRES, World Economic Outlook du FMI, les Economic forecasts de la Commission Européenne et l'Economic Outlook de l'OCDE. Le tableau indique la croissance minimale et maximale estimée sur la base de ces différentes prévisions.

Selon la Banque nationale de Belgique, en 2016, le PIB a augmenté de 1,2%. Les dernières prévisions tablent sur une croissance du PIB située entre + 1,3 % et + 1,5 % pour 2017.

1.2 Baromètre conjoncturel

Le baromètre de la conjoncture, basé sur une enquête effectuée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs, donne une image de la manière dont le monde économique perçoit les évolutions conjoncturelles. Si le baromètre est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 2
Evolution du baromètre de la conjoncture



Source : BNB Statistiques online (stat.bnb.be) - Enquête mensuelle de conjoncture : courbe synthétique corrigée des influences saisonnières

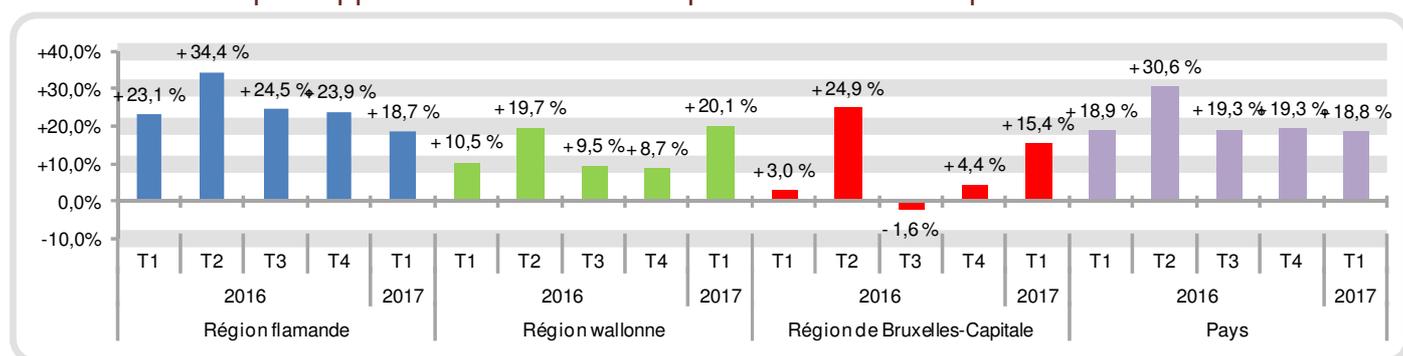
Le baromètre de la conjoncture a fortement réagi à la crise. À l'exception d'un pic limité au T1 2011, il reste depuis lors généralement en dessous de zéro. Durant la période qui suit ce pic jusqu'au T2 2013, il présente plutôt une tendance à la baisse pour finalement atteindre - 13,3 points. Ensuite, la confiance entrepreneuriale recommence toutefois à augmenter. Depuis le T3 2013, une tendance globale plutôt à la hausse peut être constatée. Au T1 2017, le baromètre de la conjoncture indique - 0,7 points, soit le niveau le plus élevé depuis le T2 2011.

1.3 Offres d'emploi

Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	53 058	18 174	3 392	74 624	1	2017	2008	2017	2017
2008	53 232	20 045	3 866	77 143	2	2016	2011	2012	2011
2009	40 648	18 879	3 854	63 381	3	2011	2009	2016	2008
2010	42 230	18 060	4 348	64 638	4	2008	2012	2015	2016
2011	53 425	19 867	4 860	78 152	5	2007	2007	2011	2007
2012	48 860	18 644	5 305	72 809	6	2012	2010	2013	2012
2013	41 058	14 660	4 706	60 424	7	2015	2017	2014	2010
2014	42 420	14 065	4 567	61 052	8	2014	2016	2010	2015
2015	45 066	13 567	4 976	63 609	9	2010	2013	2008	2009
2016	55 489	14 995	5 125	75 609	10	2013	2014	2009	2014
2017	65 868	18 003	5 915	89 786	11	2009	2015	2007	2013
Evol. 2007-2017	+ 24,1 %	- 0,9 %	+ 74,4 %	+ 20,3 %					

Graphique 3
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sources : VDAB, FOREM, Actiris, ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Les offres d'emploi communiquées au VDAB par le biais de bureaux de recrutement ou de sélection ne sont plus reprises, de sorte que la série historique n'est pas la même que celle des publications précédentes.

Pour l'ensemble du pays, des augmentations toujours plus importantes du nombre d'offres d'emploi sont constatées sur une base annuelle durant les trimestres écoulés. Pour le T1 2017, il s'agit d'une augmentation de 18,8 %.

Pour la Région flamande, on enregistre au T1 2017 le nombre le plus élevé d'offres d'emploi pour un premier trimestre depuis le début de la période considérée, à savoir 65 868 offres d'emploi. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, il s'agit également du meilleur résultat de ces dix dernières années. En Région wallonne, le nombre d'offres d'emploi reçues augmente de nouveau depuis un certain temps déjà, et ce après un recul considérable au cours de la période 2013-2015. Au T1 2017, on enregistre en Région wallonne 18 003 offres d'emploi, ce qui se rapproche peu à peu du nombre d'avant la crise économique.

1.4 Travail intérimaire

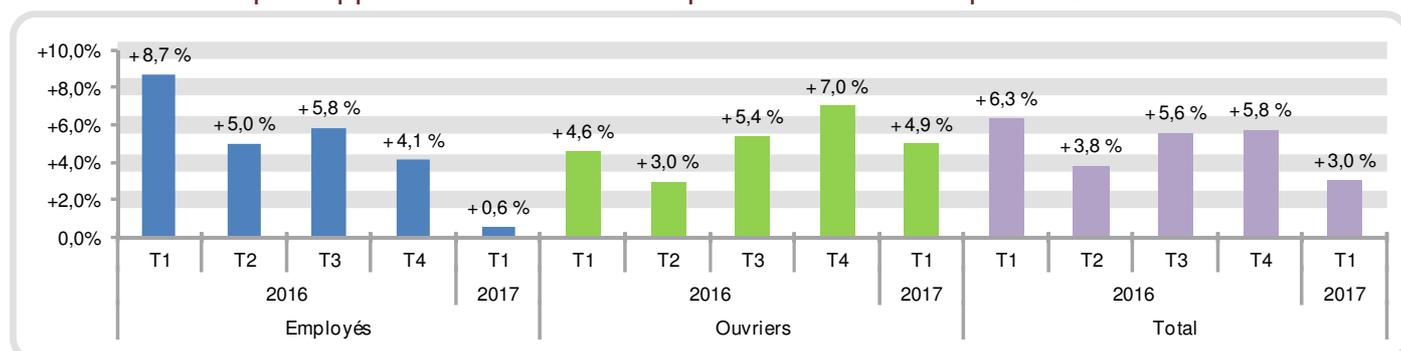
Tableau 3

Evolution du nombre moyen d'heures journalières prestées dans le cadre du travail intérimaire selon le statut

T1	Employés	Ouvriers	Total		Employés	Ouvriers	Total
2007	202 984	354 577	557 561	1	2017	2007	2017
2008	225 510	351 362	576 871	2	2016	2008	2008
2009	202 263	234 668	436 931	3	2015	2017	2016
2010	191 144	250 924	442 068	4	2008	2016	2007
2011	210 367	314 400	524 768	5	2011	2011	2015
2012	206 790	284 259	491 049	6	2012	2015	2011
2013	205 755	252 942	458 698	7	2013	2012	2012
2014	203 394	275 504	478 898	8	2014	2014	2014
2015	225 808	304 478	530 286	9	2007	2013	2013
2016	245 457	318 478	563 935	10	2009	2010	2010
2017	246 822	334 224	581 046	11	2010	2009	2009
Evol. 2007-2017	+ 21,6 %	- 5,7 %	+ 4,2 %				

Graphique 4

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Federgon

NB : la moyenne journalière par trimestre se base sur les moyennes journalières par mois.

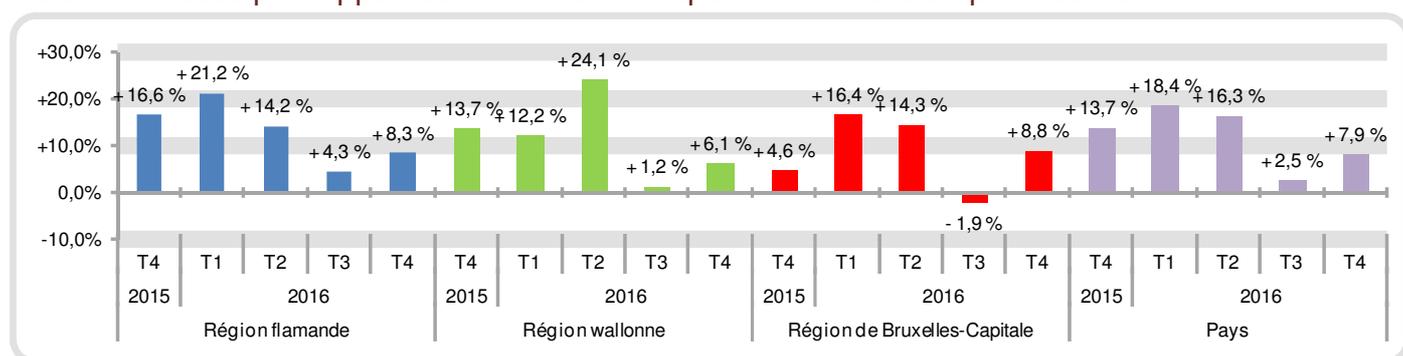
Au T1 2017, la moyenne journalière des heures prestées dans le cadre du travail intérimaire en Belgique augmente pour le quinzième trimestre consécutif sur une base annuelle. On preste en moyenne 4,2 % d'heures de travail intérimaire en plus au T1 2017 qu'au T1 2007. Cette augmentation est à attribuer aux employés, chez qui l'on note une hausse de 21,6 % au cours de la même période. Chez les ouvriers, le nombre d'heures intérimaires au T1 2017 est effectivement encore de 5,7 % en deçà du niveau du T1 2007.

1.5 Évolution de la création d'entreprises

Tableau 4
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand¹

T4	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	4 778	1 616	1 440	7 837	1	2016	2011	2016	2016
2008	4 558	1 526	1 190	7 282	2	2010	2010	2007	2010
2009	4 695	1 533	1 282	7 515	3	2011	2016	2013	2011
2010	5 202	1 792	1 361	8 357	4	2015	2015	2011	2015
2011	4 979	1 848	1 422	8 253	5	2007	2007	2015	2007
2012	3 376	1 314	1 134	5 825	6	2009	2009	2010	2009
2013	3 807	1 480	1 425	6 712	7	2008	2008	2014	2008
2014	4 168	1 479	1 302	6 949	8	2014	2013	2009	2014
2015	4 859	1 681	1 362	7 902	9	2013	2014	2008	2013
2016	5 264	1 784	1 482	8 530	10	2012	2012	2012	2012
Evol. 2007-2016	+ 10,2 %	+ 10,4 %	+ 2,9 %	+ 8,8 %					

Graphique 5
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : SPF Économie

Le nombre de créations d'entreprises augmente au 4^e trimestre de 2016 de 7,9% sur une base annuelle. La tendance positive des trimestres précédents se poursuit, quoique dans une moindre mesure. Le nombre de 5 264 nouvelles entreprises affiché par le T4 2016 est le plus élevé des dix dernières années, et ce pour un quatrième trimestre.

L'augmentation sur une base annuelle est de 8,3% en Région flamande, de 6,1% en Région wallonne et de 8,8% en Région de Bruxelles-Capitale. Au moment de la rédaction, les données relatives au 1^{er} trimestre de 2017 ne sont cependant pas encore disponibles.

¹ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique : il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

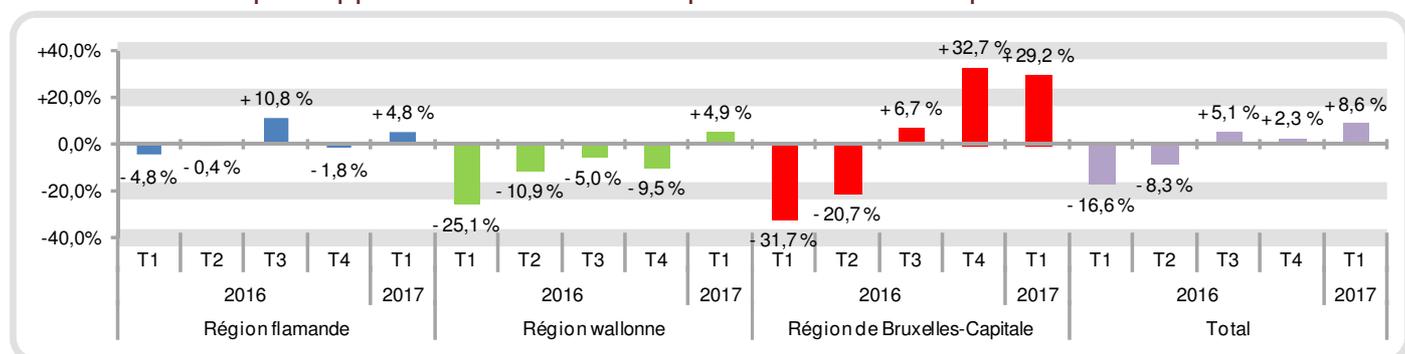
1.6 Evolution des faillites

1.6.1 Avec ou sans perte d'emplois

Tableau 5 Evolution du nombre des faillites d'entreprises avec ou sans personnel par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total
2007	997	546	373	1 924	1	2008	2007	2007	2007
2008	943	587	416	1 952	2	2007	2008	2016	2008
2009	1 306	737	417	2 466	3	2009	2016	2008	2016
2010	1 329	714	504	2 554	4	2016	2010	2009	2009
2011	1 318	770	496	2 592	5	2011	2017	2012	2010
2012	1 319	763	473	2 560	6	2012	2009	2011	2012
2013	1 444	926	626	3 002	7	2010	2012	2010	2011
2014	1 446	996	536	2 984	8	2017	2011	2017	2017
2015	1 383	927	597	2 912	9	2015	2013	2014	2015
2016	1 316	694	408	2 429	10	2013	2015	2015	2014
2017	1 379	728	527	2 637	11	2014	2014	2013	2013
Evol. 2007-2017	+ 38,3 %	+ 33,3 %	+ 41,3 %	+ 37,1 %					

Graphique 6 Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Étant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés. Le total comprend aussi un nombre restreint de faillites d'entreprises dont le siège social est situé à l'étranger.

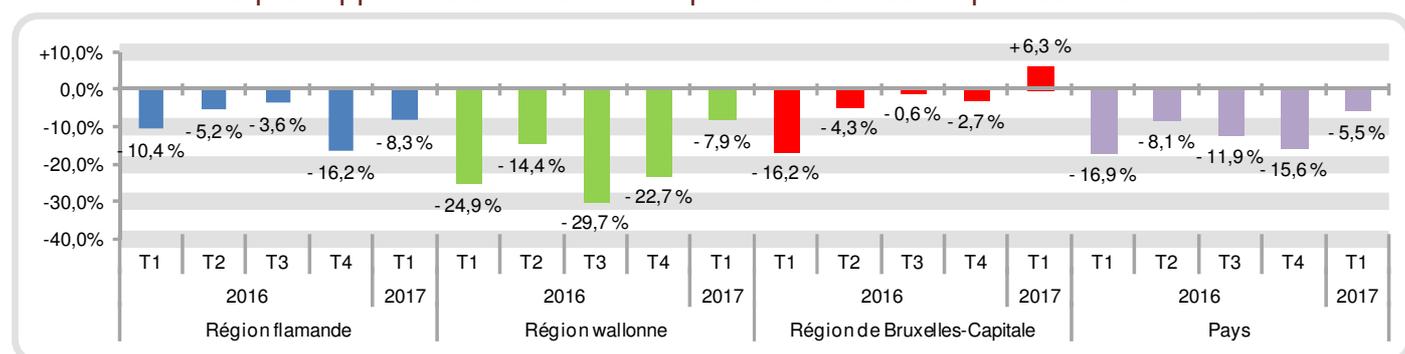
Au T1 2017, le nombre total de faillites a diminué de 8,6 % sur une base annuelle. Cette diminution se vérifie dans chacune des trois Régions. Par rapport au T1 2007, le nombre de faillites au T1 2017 est supérieur de plus d'un tiers.

1.6.2 Avec perte d'emplois

Tableau 6
Evolution du nombre de faillites des entreprises avec personnel, par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	367	242	131	740	1	2008	2007	2007	2007
2008	352	250	147	749	2	2007	2008	2011	2008
2009	495	320	152	967	3	2017	2017	2008	2017
2010	478	318	164	960	4	2016	2016	2009	2016
2011	478	335	141	954	5	2015	2010	2016	2011
2012	507	361	173	1 041	6	2014	2009	2010	2010
2013	524	437	190	1 151	7	2010	2011	2017	2009
2014	475	431	194	1 100	8	2010	2012	2012	2012
2015	473	405	191	1 069	9	2009	2015	2013	2015
2016	424	304	160	888	10	2012	2014	2015	2014
2017	389	280	170	839	11	2013	2013	2014	2013
Evol. 2007-2017	+ 6,0 %	+ 15,7 %	+ 29,8 %	+ 13,4 %					

Graphique 7
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Étant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés.

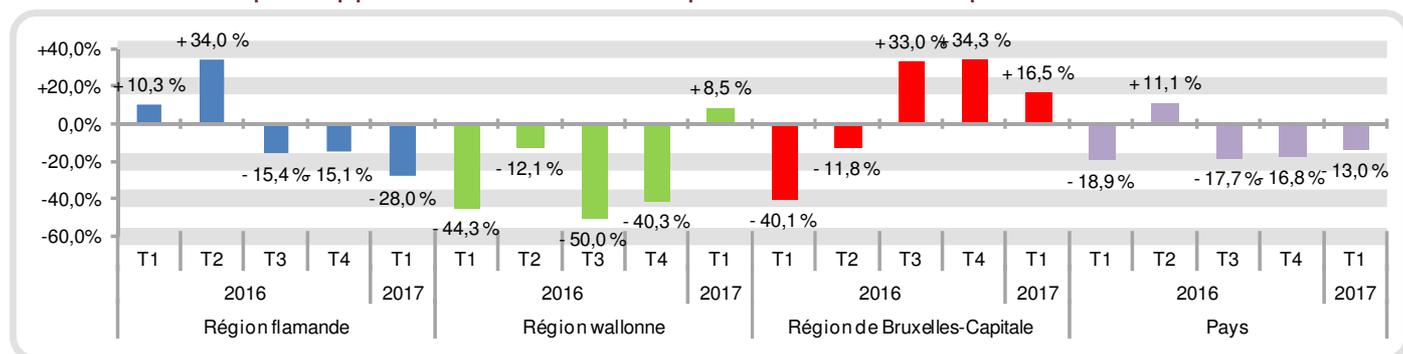
Si nous tenons compte uniquement des faillites d'entreprises avec personnel, nous constatons cependant une baisse sur une base annuelle au T1 2017, hormis pour la Région de Bruxelles-Capitale. Ce n'est qu'en 2007 et en 2008 que le nombre de faillites avec perte d'emplois au premier trimestre était moins élevé qu'en 2017.

1.6.3 Emplois perdus à la suite de faillites

Tableau 7
Evolution du nombre d'emplois perdus par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	2 636	1 979	1 286	5 901	1	2017	2016	2016	2017
2008	2 974	1 746	1 143	5 863	2	2007	2017	2017	2016
2009	3 704	1 914	919	6 537	3	2008	2008	2009	2008
2010	3 058	2 835	1 035	6 928	4	2012	2009	2010	2007
2011	3 378	2 441	1 336	7 155	5	2010	2007	2008	2009
2012	2 994	3 123	1 222	7 339	6	2015	2011	2015	2010
2013	4 098	2 685	1 226	8 009	7	2011	2013	2012	2015
2014	3 610	3 102	1 428	8 140	8	2016	2015	2013	2011
2015	3 204	2 689	1 191	7 084	9	2014	2010	2007	2012
2016	3 535	1 498	714	5 747	10	2009	2014	2011	2013
2017	2 545	1 625	832	5 002	11	2013	2012	2014	2014
Evol. 2007-2017	- 3,5 %	- 17,9 %	- 35,3 %	- 15,2 %					

Graphique 8
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

Le nombre d'emplois perdus à la suite de faillites reflète l'évolution décrite précédemment et la diminution ici est encore plus nette. En effet, cette évolution montre que non seulement le nombre de faillites d'entreprises avec personnel mais aussi le nombre moyen d'emplois perdus par faillite est en baisse. Au T1 2017, 5 002 emplois au total pour le pays ont été perdus à la suite d'une faillite, ce qui constitue le nombre le moins élevé de tous les premiers trimestres considérés.

La Région de Bruxelles-Capitale s'écarte cependant de cette évolution positive. Le nombre d'emplois perdus à la suite de faillites y a augmenté de 16,5 % sur une base annuelle au T1 2017.

1.7 Evolution des licenciements collectifs

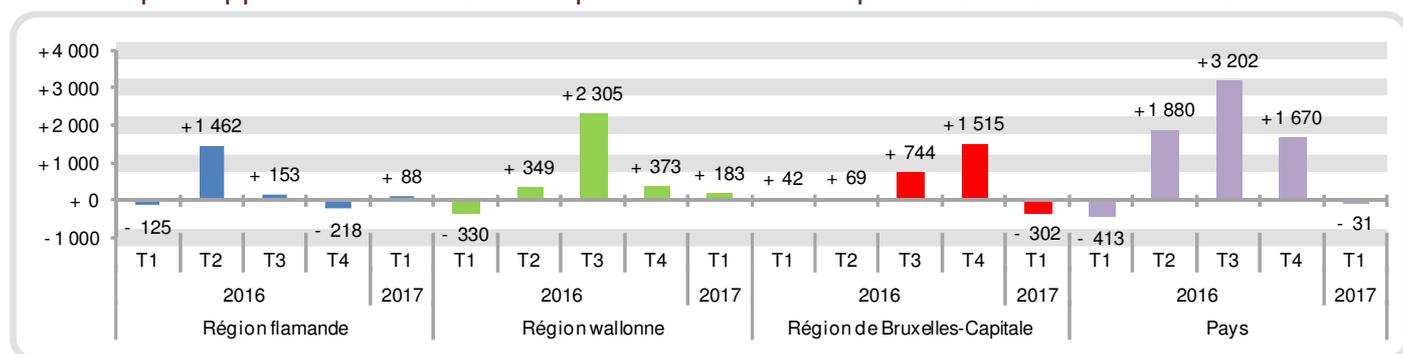
Tableau 8

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	1 848	20	146	2 014	1	2016	2009	2014	2017
2010	3 776	291	4 805	8 872	2	2017	2016	2017	2016
2011	1 065	310	524	1 899	3	2015	2010	2009	2015
2012	1 553	1 420	216	3 189	4	2011	2017	2012	2011
2013	1 129	4 698	344	6 171	5	2013	2011	2015	2009
2014	1 416	944	30	2 390	6	2014	2015	2013	2014
2015	1 049	450	328	1 827	7	2012	2014	2016	2012
2016	924	120	370	1 414	8	2009	2012	2011	2013
2017	1 012	303	68	1 383	9	2010	2013	2010	2010
Evol. 2009-2017	- 45,2 %	+ 1415,0 %	- 53,4 %	- 31,3 %					

Graphique 9

Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente en chiffres absolus



Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Licenciements collectifs - Longue série

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de licenciements annoncés donne une première estimation de l'ampleur d'une restructuration. Le nombre réel de licenciements peut toutefois encore changer jusqu'à la notification qui clôture la procédure.

Nous enregistrons 1 383 licenciements annoncés au T1 2017, ce qui représente une légère diminution par rapport au T1 2016. Il s'agit de la première diminution sur une base annuelle après 3 trimestres consécutifs lors desquels des hausses ont été enregistrées.

Evolution des chômeurs temporaires

2.1

Chômage temporaire par Région (en unités physiques)

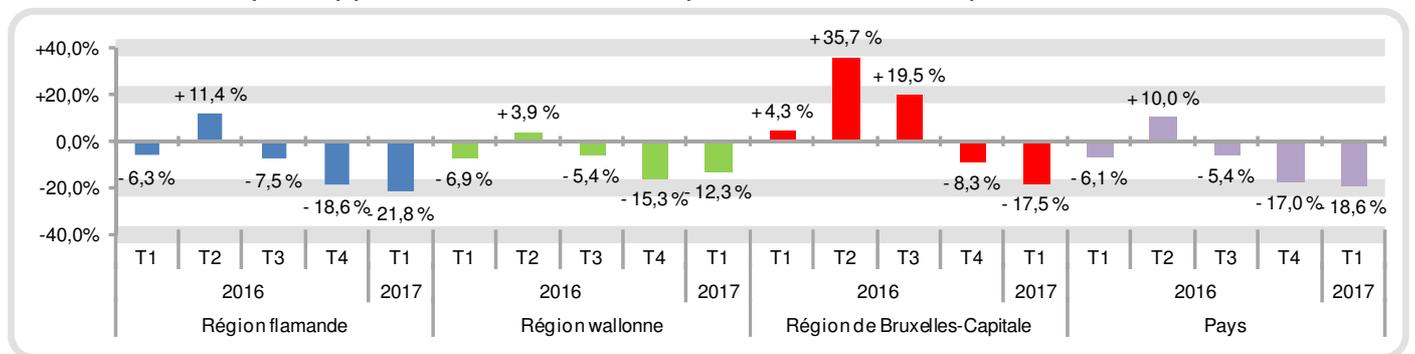
Tableau 9

Evolution des chômeurs temporaires par Région en unités physiques

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	97 184	50 354	6 215	153 753	1	2017	2017	2007	2017
2008	101 974	51 667	6 381	160 021	2	2007	2007	2008	2007
2009	186 704	84 301	8 637	279 643	3	2008	2008	2017	2008
2010	164 447	82 015	9 651	256 113	4	2016	2016	2015	2016
2011	117 140	65 083	8 800	191 023	5	2015	2015	2016	2015
2012	131 133	67 190	9 233	207 555	6	2014	2014	2014	2014
2013	154 753	78 068	9 720	242 541	7	2011	2011	2009	2011
2014	111 494	60 431	8 160	180 085	8	2012	2012	2011	2012
2015	111 479	57 766	7 602	176 847	9	2013	2013	2012	2013
2016	104 434	53 766	7 930	166 130	10	2010	2010	2010	2010
2017	81 635	47 135	6 539	135 310	11	2009	2009	2013	2009
Evol. 2007-2017	- 16,0 %	- 6,4 %	+ 5,2 %	- 12,0 %					

Graphique 10

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lors du 1^e trimestre de 2017, le chômage temporaire a enregistré une baisse en unités physiques de 18,6% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette forte baisse sur base annuelle se retrouve dans chaque région.

Lorsqu'on compare les 1^e trimestres des onze dernières années entre eux, on constate qu'il n'y a jamais eu aussi peu de paiements en Région flamande et en Région wallonne qu'en 2017. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, ce n'est qu'avant la crise économique (soit en 2007 et 2008) que le nombre de paiements s'est avéré être moins élevé pendant le 1^e trimestre.

Au niveau du pays, le nombre de paiements pour chômage temporaire enregistré lors du T1 2017 est inférieur de 12,0% au niveau enregistré avant la crise, soit en T1 2007.

2.2

Chômage temporaire par Région (en unités budgétaires)

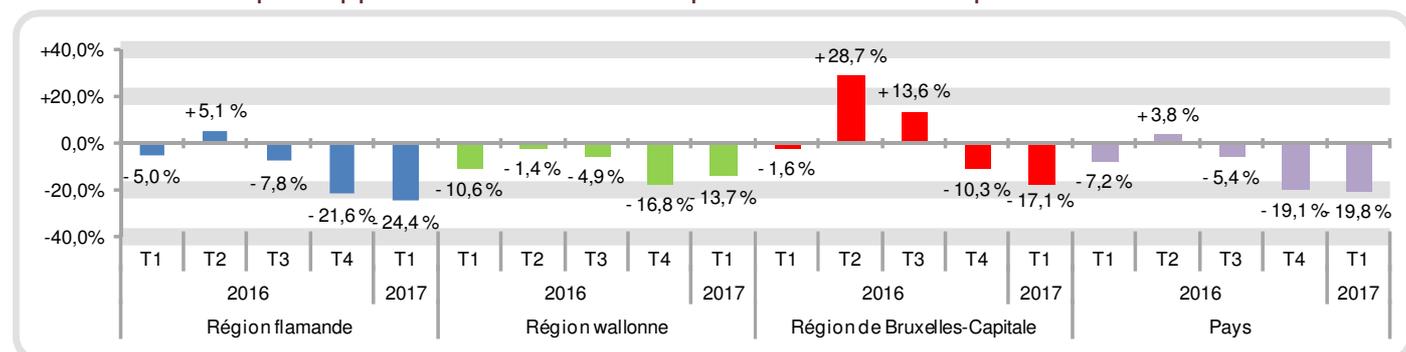
Tableau 10

Evolution des chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	23 661	16 341	2 087	42 089	1	2017	2017	2017	2017
2008	22 708	15 892	2 091	40 691	2	2008	2008	2016	2008
2009	54 960	31 368	2 987	89 315	3	2016	2007	2015	2016
2010	50 973	33 122	3 481	87 577	4	2007	2016	2007	2007
2011	30 777	22 232	2 709	55 717	5	2015	2014	2008	2015
2012	34 851	23 800	2 727	61 378	6	2014	2015	2014	2014
2013	43 154	28 725	3 000	74 879	7	2011	2011	2011	2011
2014	25 157	18 250	2 203	45 610	8	2012	2012	2012	2012
2015	24 399	18 330	1 936	44 665	9	2013	2013	2009	2013
2016	23 172	16 388	1 905	41 466	10	2010	2009	2013	2010
2017	17 514	14 145	1 579	33 238	11	2009	2010	2010	2009
Evol. 2007-2017	- 26,0 %	- 13,4 %	- 24,3 %	- 21,0 %					

Graphique 11

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. C'est pourquoi il convient d'exprimer également le volume du chômage temporaire en équivalents temps plein, c'est-à-dire en unités budgétaires². Cette manière d'illustrer la situation complète et nuance l'évolution en unités physiques.

Pour le pays pris dans son ensemble, en T1 2017, l'évolution sur une base annuelle exprimée en unités budgétaires s'avère être tout aussi importante que l'évolution en unités physiques (- 19,8 % par rapport au T1 2016) ce qui implique que le nombre moyen de jours indemnisés par paiement est resté plus ou moins le même par rapport à l'année dernière.

Pour l'ensemble du pays, le chômage temporaire en unités budgétaires par rapport au niveau d'avant la crise durant le T1 2007 diminue de 21,0%, soit un pourcentage plus élevé que le pourcentage de diminution en unités physiques (-12,0%).

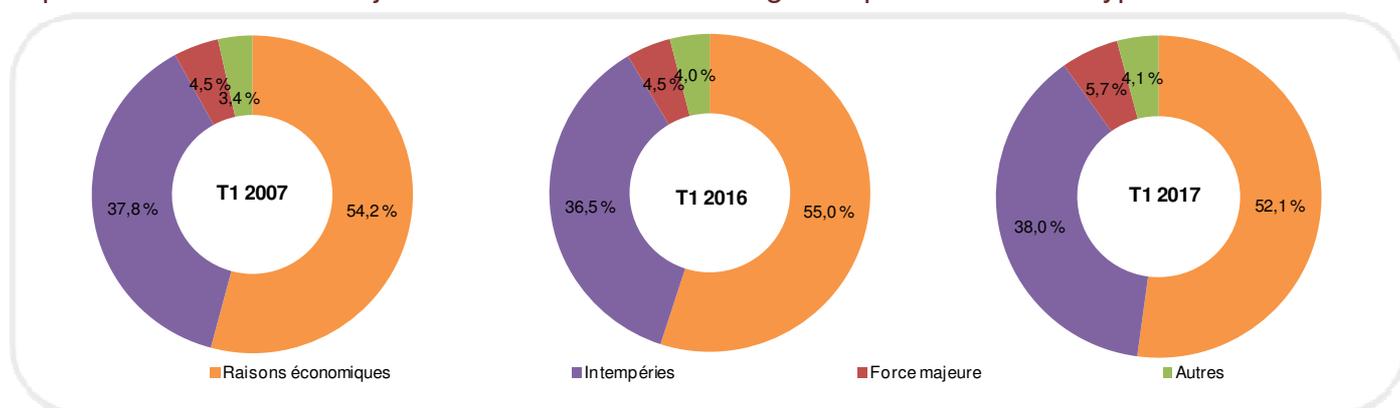
² Il s'agit du nombre de jours indemnisés divisé par le nombre de jours indemnisables du mois de référence (c.-à-d. tous les jours sauf les dimanches). Consulter également le site internet de l'ONEM pour de plus amples informations concernant les unités statistiques.

2.3

Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)³

Graphique 12

Répartition du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le type



Le chômage temporaire pour raisons économiques est de loin le type de chômage temporaire le plus fréquent (52,1% du nombre total de jours indemnisés lors du T1 2017). Sa proportion au T1 2017 a légèrement diminué par rapport à celle enregistrée au T1 2016 (-2,9 points de pourcent).

Tableau 11

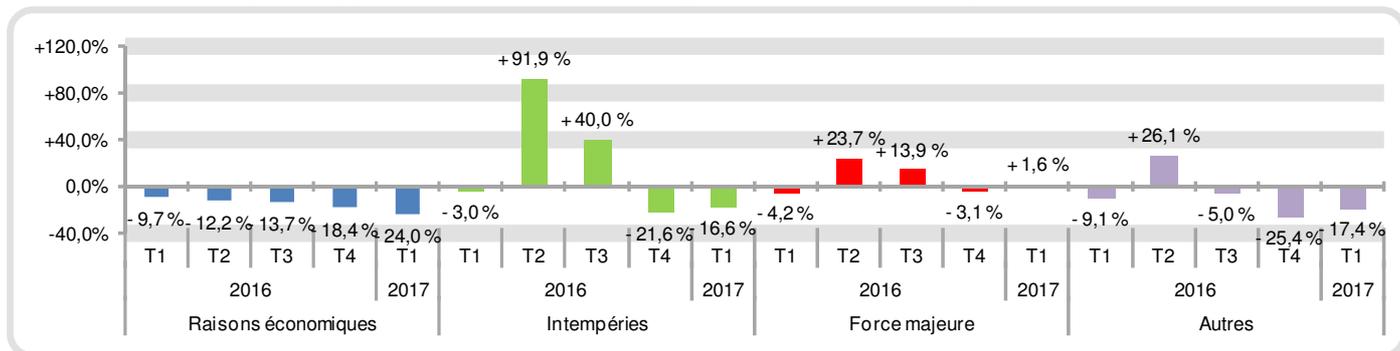
Evolution du nombre de jours de chômage temporaire indemnisés selon le type

T1	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	dont suspension employés	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres
2007	1 753 577	1 224 865	146 921	111 369	0	1	2017	2016	2017
2008	1 821 540	1 083 745	145 360	108 221	0	2	2007	2017	2008
2009	4 487 464	2 048 626	154 829	197 231	0	3	2016	2008	2017
2010	3 524 336	2 715 517	161 885	268 456	150 496	4	2008	2016	2007
2011	2 252 603	1 714 381	166 240	145 477	25 224	5	2015	2015	2015
2012	2 530 785	1 857 472	155 004	153 069	26 935	6	2011	2007	2009
2013	2 702 686	2 642 671	160 165	217 519	66 135	7	2014	2011	2012
2014	2 384 973	784 093	160 549	155 599	61 659	8	2012	2012	2013
2015	1 942 819	1 201 294	150 529	140 876	45 653	9	2013	2009	2014
2016	1 753 989	1 165 249	144 191	128 089	38 945	10	2010	2013	2010
2017	1 332 711	972 111	146 447	105 770	32 920	11	2009	2010	2011
Evol. 2007-2017	- 24,0 %	- 20,6 %	- 0,3 %	- 5,0 %	-				

³ Pour ce qui concerne le nombre de jours indemnisés, les données ne sont, en principe, utilisées qu'une fois vérifiées. Celles-ci ne sont toutefois disponibles qu'avec un retard d'environ 6 mois. Les données utilisées pour la période la plus récente sont par conséquent les données avant vérification.

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de jours de chômage temporaire indemnisés sur une base annuelle pour le motif force majeure a augmenté durant le 1^e trimestre de 2017 : +1,6%.

Les données après vérification (disponibles jusqu'au T3 2016 inclus) indiquent une hausse du nombre de jours indemnisés sur base annuelle, tant pour T2 2016 (+23,7%, +35.100 jours) que pour T3 2016 (+13,9%, +18.585 jours). Cette hausse résulte essentiellement du recours au CT faisant suite à la menace terroriste.

Le nombre de jours de chômage temporaire pour intempéries a diminué au 1^e trimestre 2017 de 16,6 % par rapport au T1 2016.

La baisse du chômage temporaire total est donc due en grande partie à l'évolution de sa principale composante, à savoir le chômage temporaire pour raisons économiques. Cela fait déjà un certain temps que le nombre de jours de chômage temporaire pour raisons économiques indemnisés est en voie de régression et il y a de nouveau eu une baisse importante sur une base annuelle lors du T1 2017 : -24,0%.

2.4

Par branche d'activités (en unités budgétaires)

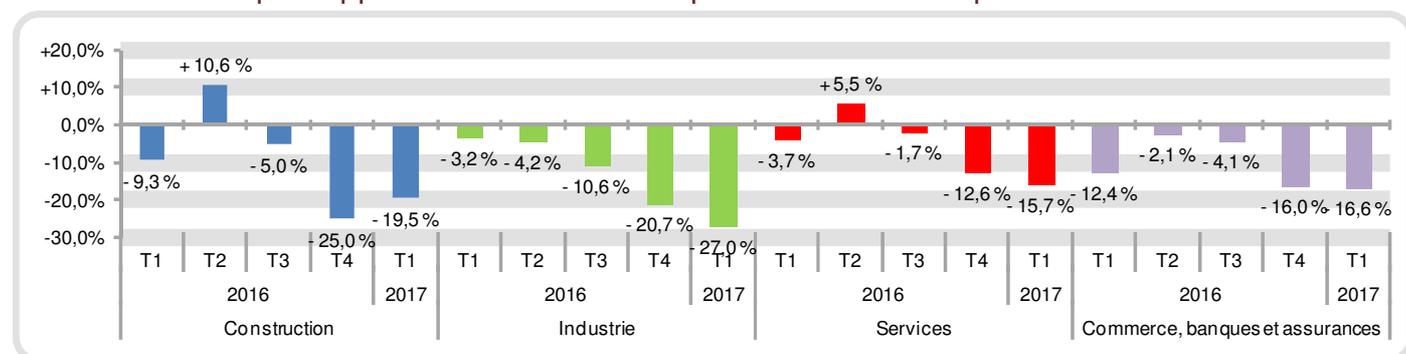
Tableau 12

Evolution du chômage temporaire par branche d'activités en unités budgétaires

T1	Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances	Autres	Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances	
2007	15 465	11 487	8 416	1 131	5 589	1	2017	2017	2017	2007
2008	14 111	10 692	9 134	1 150	5 605	2	2008	2016	2007	2008
2009	23 321	33 785	17 373	1 917	12 919	3	2007	2015	2008	2017
2010	28 992	26 660	17 335	1 845	12 744	4	2014	2008	2016	2010
2011	21 462	13 914	11 727	2 173	6 442	5	2016	2007	2015	2016
2012	26 605	14 788	11 806	2 600	5 578	6	2015	2014	2014	2009
2013	34 760	18 930	12 710	3 033	5 446	7	2011	2011	2011	2015
2014	16 678	13 118	10 014	2 338	3 461	8	2009	2012	2012	2011
2015	19 215	10 247	9 729	2 117	3 357	9	2012	2013	2013	2014
2016	17 435	9 916	9 373	1 855	2 887	10	2010	2010	2010	2012
2017	14 033	7 237	7 898	1 548	2 521	11	2013	2009	2009	2013
Evol. 2007-2017	- 9,3 %	- 37,0 %	- 6,1 %	+ 36,9 %	- 54,9 %					

Graphique 14

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



La baisse générale sur une base annuelle du chômage temporaire en unités budgétaires lors du T1 2017 est perceptible dans chacune des branches d'activités qui enregistrent traditionnellement le plus de chômage temporaire. C'est dans le secteur industriel que la baisse est la plus forte, à savoir -27,0% sur une base annuelle. Dans la construction et dans le secteur du commerce, des banques et des assurances, le nombre d'unités budgétaires diminue sur une base annuelle de respectivement -19,5% et -16,6%. Une baisse légèrement moins importante par rapport au T1 2016 s'enregistre, elle, dans le secteur des services: - 15,7%). Le tableau 12 montre l'évolution du chômage temporaire lors du T1 des 11 dernières années, avec une répartition et un classement par branche d'activités. Dans le secteur industriel, le secteur des services et de la construction, au T1 2017, le chômage temporaire a atteint le niveau le plus bas enregistré durant toute la période considérée.

Evolution des chômeurs complets indemnisés

3.1

Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)

3.1.1

Selon le régime

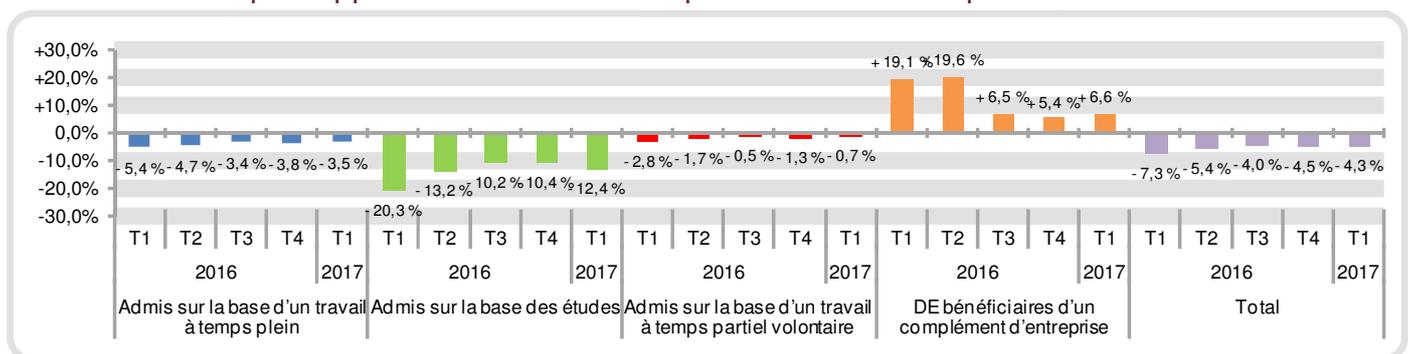
Tableau 13

Evolution des CCI-DE selon le régime

T1	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total		Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total	
2007	327 072	118 441	20 625	0	466 138	1	2008	2017	2009	2007	2017	
2008	306 893	111 082	19 068	886	437 929	2	2017	2016	2008	2008	2016	
2009	320 058	108 156	18 693	1 897	448 804	3	2009	2015	2010	2009	2008	
2010	342 704	110 936	19 940	2 513	476 093	4	2012	2014	2011	2010	2015	
2011	328 408	107 171	20 086	3 740	459 404	5	2007	2013	2012	2011	2009	
2012	323 634	104 081	20 129	4 259	452 102	6	2011	2012	2013	2012	2012	
2013	332 450	103 844	20 465	4 303	461 061	7	2016	2011	2007	2013	2011	
2014	356 161	99 593	22 769	4 684	483 208	8	2013	2009	2017	2014	2013	
2015	349 025	67 886	22 838	5 196	444 945	9	2010	2010	2016	2015	2007	
2016	330 141	54 133	22 200	6 188	412 661	10	2015	2008	2014	2016	2010	
2017	318 672	47 415	22 050	6 597	394 734	11	2014	2007	2015	2017	2014	
Evol. 2007-2017	- 2,6 %	- 60,0 %	+ 6,9 %	-	- 15,3 %							

Graphique 15

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au T1 2017, on a comptabilisé, en moyenne, 394 734 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) par mois, soit 17 927 ou 4,3 % de moins qu'au T1 2016. Depuis 2007, jamais le nombre de CCI-DE n'a été aussi faible durant un 1^{er} trimestre qu'en 2017.

Dans le sous-groupe le plus important, c'est-à-dire celui des CCI-DE sur la base de prestations de travail à temps plein, la baisse sur une base annuelle s'élève à - 3,5 %. C'est uniquement en 2008 que l'on a enregistré un niveau moins élevé pour ce sous-groupe durant un 1^{er} trimestre.

Le nombre de CCI-DE après un travail à temps partiel volontaire, lui, reste relativement stable (- 0,7 % sur une base annuelle).

Le nombre de chômeurs en RCC sans dispense de l'obligation de s'inscrire comme demandeur d'emploi continue, en revanche, à augmenter (+ 6,6 % sur une base annuelle), et ce sous l'influence des possibilités limitées en matière de dispense (voir infra). Avec 6 597 unités physiques, ils continuent cependant de constituer le plus petit sous-groupe des CCI-DE.

On enregistre la diminution la plus importante chez les CCI-DE admis sur la base des études (- 12,4 % sur une base annuelle). C'est depuis 2011 déjà que ce sous-groupe est en régression, et ce principalement sous l'influence d'un certain nombre de mesures (d'activation) axées sur les jeunes ou les bénéficiaires d'allocations d'insertion. Cependant, en 2015, cette baisse s'est encore considérablement accentuée à la suite des premiers cas de fin de droit (et, dans une moindre mesure, des conditions d'admission plus strictes en matière d'âge et de diplôme).

Tableau 14

Le nombre de CCI-DE arrivés en fin de droit aux allocations d'insertion

		Région			Sexe		Age					Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Hommes	Femmes	<25 ans	25-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50 ans et plus	
2015	T1	3 184	13 161	3 478	7 387	12 436	1 949	3 988	8 236	4 672	978	19 823
	T2	564	1 803	398	1 244	1 521	520	826	1 090	290	39	2 765
	T3	730	2 589	518	1 658	2 179	919	1 244	1 240	374	60	3 837
	T4	563	1 642	391	1 187	1 409	697	864	789	221	25	2 596
	Année	5 041	19 195	4 785	11 476	17 545	4 085	6 922	11 355	5 557	1 102	29 021
2016	T1	417	1 118	236	798	973	421	573	589	167	21	1 771
	T2	317	992	187	669	827	362	456	517	132	29	1 496
	T3	504	1 769	242	1 032	1 483	755	786	760	196	18	2 515
	T4	430	1 407	238	992	1 083	698	693	534	126	24	2 075
	Année	1 668	5 286	903	3 491	4 366	2 236	2 508	2 400	621	92	7 857
2017	T1	371	1 071	197	727	912	465	519	501	124	30	1 639
		22,6 %	65,3 %	12,0 %	44,4 %	55,6 %	28,4 %	31,7 %	30,6 %	7,6 %	1,8 %	100 %

Fin 2011, le droit aux allocations d'insertion a été limité à 3 ans ou à 3 ans à partir de l'âge de 30 ans, selon la situation familiale. En raison du fait que seules sont prises en compte les périodes de chômage situées à partir du 1^{er} janvier 2012, les premiers effets ne se sont produits qu'à partir du 1^{er} janvier 2015. La limitation du droit aux allocations d'insertion constitue une mesure structurelle qui donne chaque mois lieu à des cas de fin de droit.

Les données les plus récentes ⁴ indiquent que 1 639 personnes ont vu leur droit aux allocations d'insertion prendre fin durant le T1 2017, soit 132 de moins qu'au cours du T1 2016. Un certain nombre d'entre eux sont toutefois sortis du chômage pour d'autres raisons.

Au T1 2017, le nombre de personnes bénéficiant d'allocations d'insertion a ainsi continué de diminuer sur une base annuelle : - 12,4 % pour atteindre 47 415. Par rapport au T1 2007, le nombre de personnes bénéficiant d'allocations d'insertion a diminué de plus de moitié (- 60,0 %).

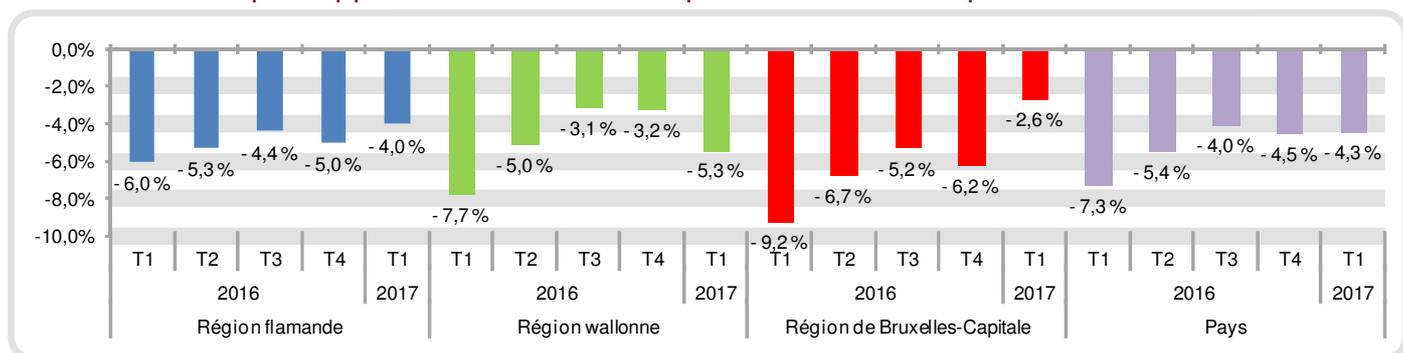
⁴ Pour le mois le plus récent (en l'occurrence mars 2016), l'ONEM ne peut communiquer que des chiffres provisoires qui peuvent encore évoluer en fonction des arriérés de paiement et des délais réglementaires en matière de communication de certains événements qui ont une influence sur le droit. Pour les mois du passé, il se peut que des chiffres dont le calcul a été refait, soient publiés. La différence entre les chiffres provisoires et les chiffres recalculés est relativement faible pour la période cumulée.

3.1.2 Par Région

Tableau 15
Evolution des CCI-DE par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	172 381	217 557	76 200	466 138	1	2008	2017	2017	2017
2008	154 948	208 801	74 179	437 929	2	2017	2016	2016	2016
2009	165 882	207 696	75 226	448 804	3	2009	2015	2008	2008
2010	182 556	211 855	81 682	476 093	4	2012	2012	2009	2015
2011	172 272	205 282	81 851	459 404	5	2016	2013	2015	2009
2012	167 928	202 106	82 069	452 102	6	2011	2011	2007	2012
2013	174 658	205 101	81 301	461 061	7	2007	2009	2013	2011
2014	191 262	208 380	83 566	483 208	8	2013	2014	2010	2013
2015	182 743	186 341	75 861	444 945	9	2010	2008	2011	2007
2016	171 795	171 956	68 911	412 661	10	2015	2010	2012	2010
2017	164 856	162 765	67 113	394 734	11	2014	2007	2014	2014
Evol. 2007-2017	- 4,4 %	- 25,2 %	- 11,9 %	- 15,3 %					

Graphique 16
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le T1 2007, le nombre de CCI-DE en Région wallonne et dans la Région de Bruxelles-Capitale a diminué respectivement de 25,2 % et 11,9 %. En Région flamande, la diminution est moins prononcée (- 4,4 %). Cela s'explique en partie par le fait qu'en Région wallonne et bruxelloise, l'on compte davantage d'allocataires d'insertion dans le groupe de CCI-DE qu'en Région flamande, notamment des chômeurs de longue durée (ce qui équivaut à un chômage de nature structurelle).

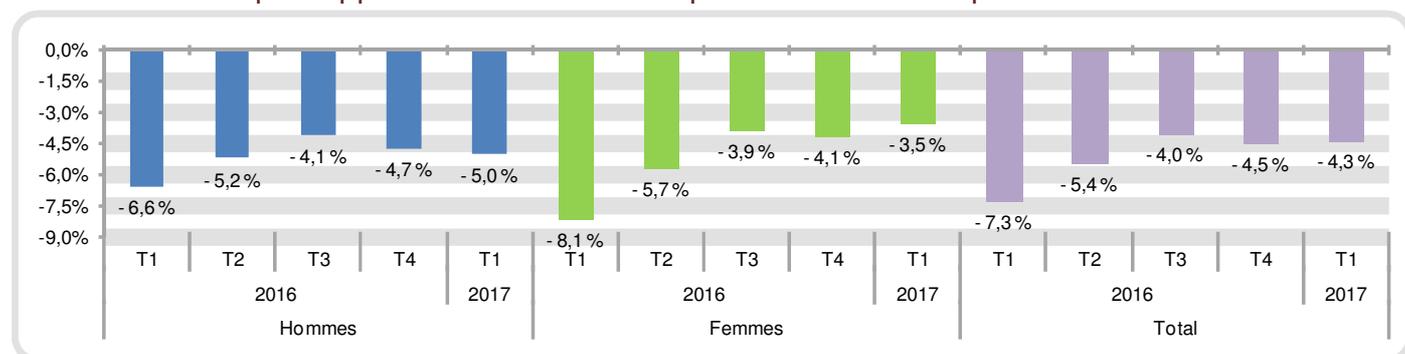
Sur une base annuelle, on enregistre depuis plusieurs trimestres des diminutions dans chacune des trois Régions..

3.1.3 Par sexe

Tableau 16
Evolution des CCI-DE par sexe

T1	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
2007	225 640	240 498	466 138	1	2008	2017	2017
2008	214 914	223 015	437 929	2	2017	2016	2016
2009	229 931	218 873	448 804	3	2007	2015	2008
2010	251 046	225 047	476 093	4	2009	2013	2015
2011	239 755	219 649	459 404	5	2016	2012	2009
2012	237 296	214 806	452 102	6	2012	2009	2012
2013	248 783	212 277	461 061	7	2011	2014	2011
2014	263 618	219 590	483 208	8	2015	2011	2013
2015	246 207	198 738	444 945	9	2013	2008	2007
2016	230 063	182 598	412 661	10	2010	2010	2010
2017	218 554	176 181	394 734	11	2014	2007	2014
Evol. 2007-2017	- 3,1 %	- 26,7 %	- 15,3 %				

Graphique 17
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



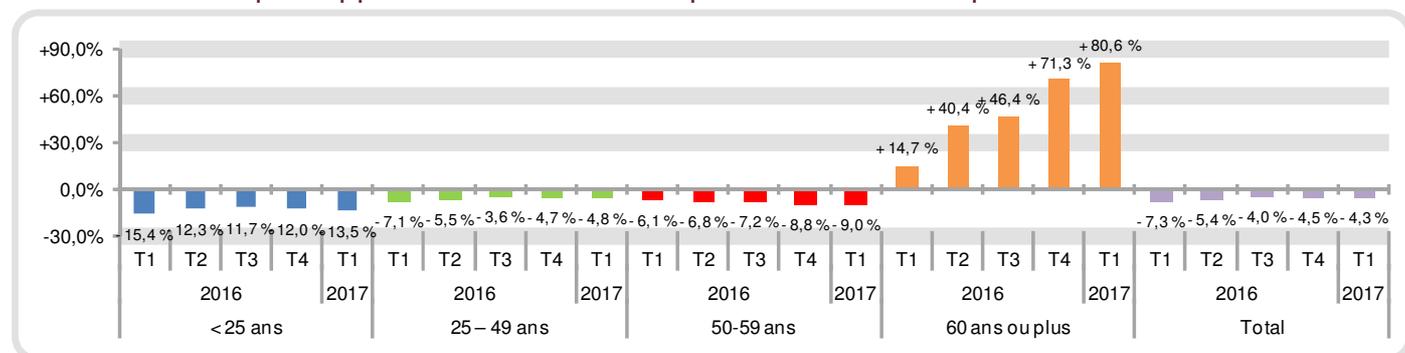
Depuis le T1 2007, le nombre de femmes CCI-DE a diminué de 26,7 %, contre une baisse de 3,1 % pour les CCI-DE masculins. Le fait que la crise a touché des secteurs où l'emploi des hommes était majoritaire et les créations d'emplois essentiellement occupés par des femmes dans les titres services sont des éléments d'explication. Le fait qu'il y ait davantage de femmes qui ont perdu le droit aux allocations d'insertion a aussi joué un rôle dans cette différence d'évolution. Depuis le T2 2016, l'évolution du nombre de CCI-DE est à nouveau plus ou moins la même pour les deux sexes.

3.1.4 Par classe d'âges

Tableau 17
Evolution des CCI-DE par classe d'âges

T1	< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total		< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total
2007	65 548	301 684	95 362	3 544	466 138	1	2017	2017	2007	2009	2017
2008	60 249	274 011	100 043	3 626	437 929	2	2016	2016	2008	2007	2016
2009	64 101	276 531	105 161	3 010	448 804	3	2015	2015	2009	2008	2008
2010	67 732	290 858	113 851	3 651	476 093	4	2012	2012	2017	2010	2015
2011	61 169	278 715	115 205	4 316	459 404	5	2008	2008	2013	2011	2009
2012	59 008	273 184	114 682	5 229	452 103	6	2011	2009	2010	2012	2012
2013	62 358	281 166	110 919	6 618	461 061	7	2014	2011	2012	2013	2011
2014	62 134	290 735	122 666	7 672	483 208	8	2013	2013	2011	2014	2013
2015	50 693	259 045	124 626	10 581	444 945	9	2009	2014	2016	2015	2007
2016	42 865	240 586	117 075	12 136	412 661	10	2007	2010	2014	2016	2010
2017	37 093	229 129	106 597	21 916	394 734	11	2010	2007	2015	2017	2014
Evol. 2007-2017	- 43,4 %	- 24,0 %	+ 11,8 %	+ 518,3 %							

Graphique 18
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Les baisses sur une base annuelle dans les classes d'âges des moins de 60 ans est en premier lieu la conséquence d'évolutions favorables de la conjoncture, bien que les évolutions précitées y jouent également un rôle (surtout dans la classe d'âge inférieure), à savoir l'influence d'un certain nombre de mesures (d'activation) et la limitation du droit aux allocations d'insertion. En revanche, chez les 60 ans et plus, l'évolution est totalement différente.

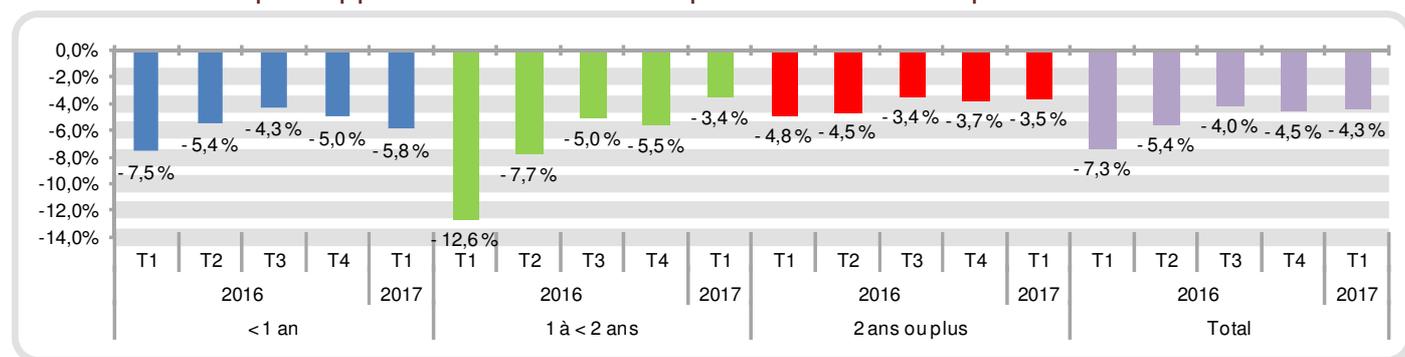
Le relèvement (depuis le 1^{er} janvier 2013) à 60 ans de l'âge pour bénéficier d'une dispense a cessé de faire effet. Depuis le 1^{er} janvier 2015, les possibilités de demander une dispense de l'obligation d'inscription comme demandeur d'emploi ont toutefois été limitées davantage encore pour les nouveaux entrants de 60 ans et plus. Cela entraîne des hausses successives du nombre de CCI-DE de 60 ans et plus (au T1 2017 : + 80,6 % sur une base annuelle).

3.1.5 Par durée de chômage

Tableau 18
Evolution des CCI-DE par durée de chômage

T1	< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total		< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2007	147 851	74 983	243 304	466 138	1	2017	2008	2017	2017
2008	147 214	67 592	223 123	437 929	2	2008	2017	2016	2016
2009	170 452	70 843	207 509	448 804	3	2007	2009	2015	2008
2010	176 008	90 766	209 319	476 093	4	2016	2016	2013	2015
2011	163 822	83 038	212 544	459 404	5	2011	2007	2014	2009
2012	168 427	76 710	206 965	452 102	6	2015	2012	2012	2012
2013	178 956	82 009	200 096	461 061	7	2012	2013	2009	2011
2014	188 684	88 585	205 939	483 208	8	2009	2011	2010	2013
2015	165 442	83 389	196 114	444 945	9	2010	2015	2011	2007
2016	152 973	72 909	186 780	412 661	10	2013	2014	2008	2010
2017	144 034	70 431	180 269	394 734	11	2014	2010	2007	2014
Evol. 2007-2017	- 2,6 %	- 6,1 %	- 25,9 %	- 15,3 %					

Graphique 19
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs de longue durée CCI-DE (2 ans ou plus) a diminué de - 25,9 % depuis le niveau d'avant la crise de 2007. Cette baisse est en partie due à l'impact conjugué du plan d'accompagnement et de suivi, des mesures d'activation et du régime des titres-services, ainsi que (plus récemment) de la limitation du droit aux allocations d'insertion.

L'évolution, depuis 2014, du nombre de chômeurs dont la durée de chômage est inférieure à 1 an montre clairement l'influence de l'amélioration de la conjoncture économique et de la baisse du nombre d'entrants dans le régime des allocations d'insertion (à la suite de la modification des conditions d'accès et du suivi plus strict des jeunes en stage d'insertion). Au T1 2017, on note encore, en moyenne, 144 034 paiements par mois pour les CCI-DE dont la durée de chômage est inférieure à 1 an (- 5,8 % sur une base annuelle), soit le niveau le plus bas de ces 10 dernières années.

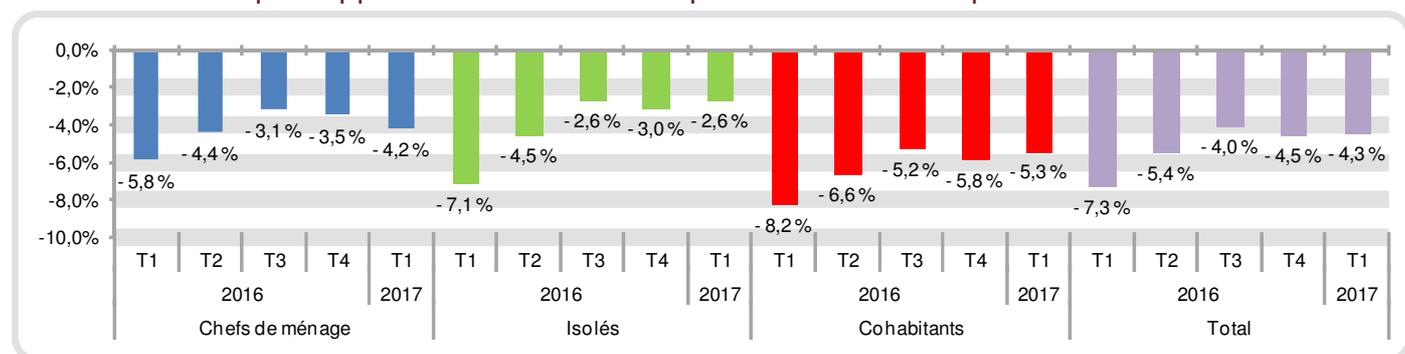
Le nombre de chômeurs dont la durée de chômage est comprise entre 1 et 2 ans connaît une évolution analogue, avec un retard d'un an. Au T1 2017, la baisse s'élève à - 3,4 % sur une base annuelle.

3.1.6 Par catégorie familiale

Tableau 19
Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

T1	Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total	Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total
2007	161 929	110 226	193 829	466 138	1	2017	2017	2017
2008	149 838	105 449	182 483	437 929	2	2016	2016	2016
2009	147 093	108 152	193 433	448 804	3	2015	2008	2009
2010	149 542	117 051	209 333	476 093	4	2013	2009	2007
2011	144 698	114 215	200 486	459 404	5	2014	2015	2016
2012	139 292	112 467	200 339	452 103	6	2012	2007	2012
2013	136 049	112 680	211 633	461 061	7	2011	2012	2011
2014	136 611	117 114	229 472	483 208	8	2009	2013	2010
2015	123 843	109 385	211 712	444 945	9	2010	2011	2013
2016	116 625	101 668	194 345	412 661	10	2008	2010	2015
2017	111 777	98 996	183 961	394 734	11	2007	2014	2014
Evol. 2007-2017	- 31,0 %	- 10,2 %	- 5,1 %	- 15,3 %				

Graphique 20
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



N. B. : le total peut également englober un nombre restreint de CCI-DE appartenant à une autre catégorie familiale que les trois catégories les plus habituelles reprises ci-dessus.

En 2013, on enregistre une hausse assez forte du nombre de chômeurs cohabitants, en particulier à la suite de contrôles plus efficaces sur le plan de la situation familiale et de la convergence des régimes d'indemnisation au sein des différentes catégories familiales.⁵ Chez les isolés, on enregistre plutôt un statu quo en 2013 par rapport à 2012 et on note même une diminution chez les chefs de famille.

Entre le T1 2007 et le T1 2016, le nombre de CCI-DE cohabitants a dès lors seulement baissé de - 5,1 %, alors que pour les isolés et les chefs de famille, la baisse s'élève à respectivement - 10,2 % et - 31,0 %. Les cohabitants sont la seule catégorie familiale n'ayant pas encore atteint le niveau le plus bas de ces 10 dernières années (2008).

À partir de 2015, on enregistre cependant des baisses considérables sur une base annuelle, et ce pour toutes les catégories. Au T1 2017, ces baisses s'élèvent à - 4,2 % pour les chefs de ménage, à - 2,6 % pour les isolés et à - 5,3 % pour les cohabitants.

⁵ Voir l'étude « Évolution récente de la répartition des chômeurs selon la catégorie familiale » – Juillet 2015

3.2

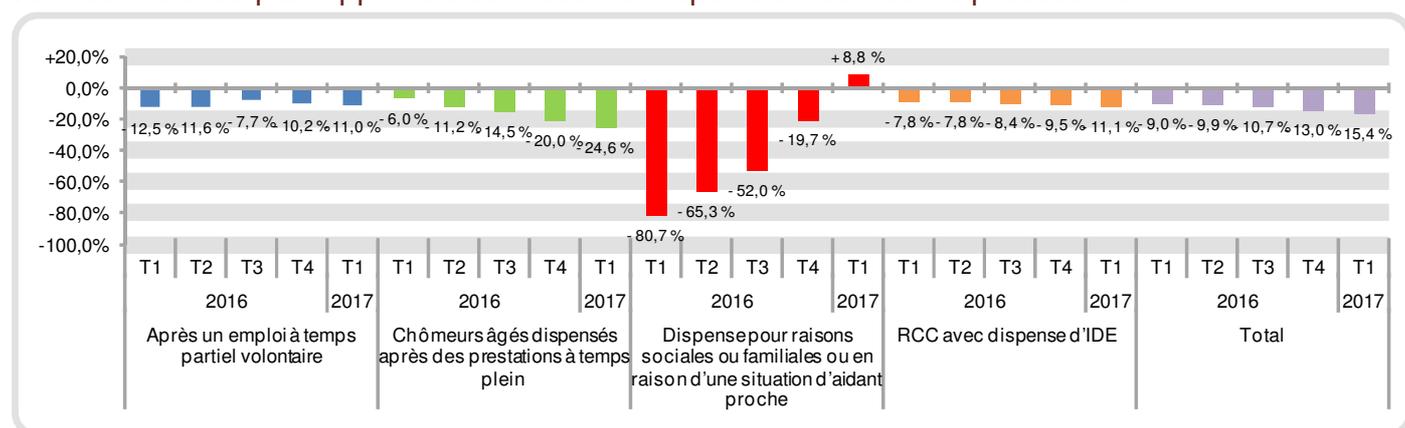
Evolution des chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE)

Tableau 20
Evolution des CCI-NDE par régime

T1	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour raisons sociales ou familiales ou en raison d'une situation d'aidant proche	RCC avec dispense d'IDE	Total	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour raisons sociales ou familiales ou en raison d'une situation d'aidant proche	RCC avec dispense d'IDE	Total
2007	9 239	110 997	10 251	113 508	243 995	2017	2017	2016	2017	2017
2008	9 011	103 241	11 107	114 384	237 742	2016	2016	2016	2016	2016
2009	8 773	96 410	11 148	114 804	231 135	2015	2015	2015	2015	2015
2010	8 833	91 491	10 283	117 944	228 550	2014	2014	2014	2014	2014
2011	8 510	85 400	9 432	117 597	220 938	2012	2013	2013	2013	2013
2012	8 073	78 906	8 538	112 690	208 207	2013	2012	2012	2012	2012
2013	8 086	76 370	7 881	109 260	201 598	2011	2011	2011	2007	2011
2014	7 185	62 760	7 340	105 301	182 586	2009	2010	2007	2008	2010
2015	6 337	50 534	3 582	99 532	159 986	2010	2009	2010	2009	2009
2016	5 546	47 505	692	91 789	145 531	2008	2008	2008	2011	2008
2017	4 935	35 809	752	81 614	123 111	2007	2007	2009	2010	2007
Evol. 2007-2017	- 46,6 %	- 67,7 %	- 92,7 %	- 28,1 %	- 49,5 %					

Graphique 21

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



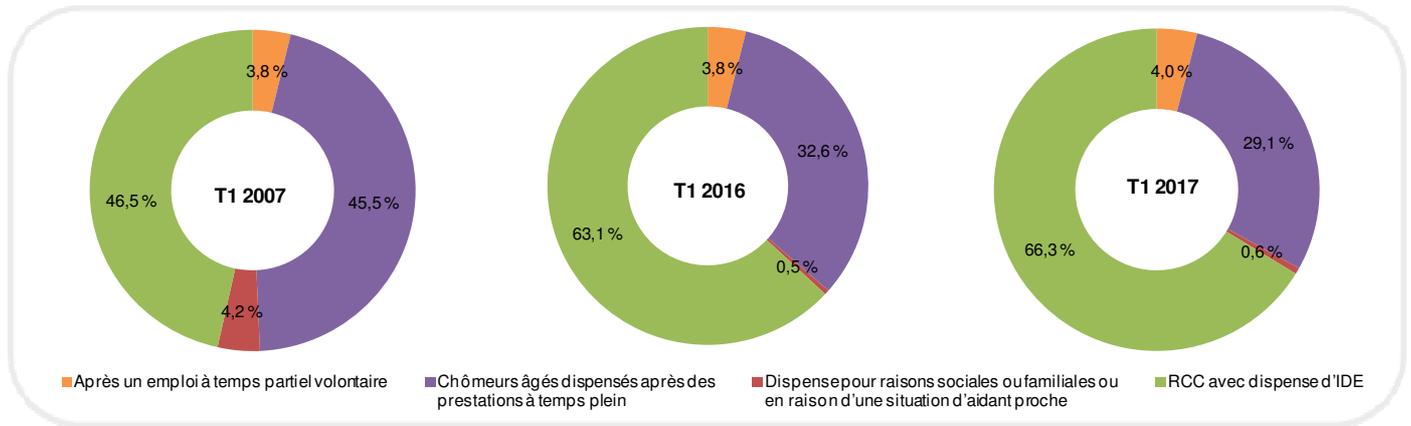
La baisse du nombre de CCI-DE a principalement eu lieu au cours des deux dernières années, tandis que le nombre de CCI-NDE, lui, diminue de manière continue depuis plusieurs années déjà.

Le nombre de chômeurs âgés dispensés après des prestations de travail à temps plein diminue au cours de l'ensemble de la période considérée, et ce consécutivement aux relèvements successifs des conditions d'âge et/ou de passé professionnel. Au T1 2017, leur niveau est de 67,7 % inférieur à celui enregistré au T1 2007.

Le nombre de chômeurs dispensés pour raisons sociales ou familiales ou d'aidants proches enregistre sur une base annuelle une augmentation pour la première fois depuis le T1 2009. Depuis que cette dispense a été limitée aux aidants proches⁶ à dater du 1^{er} janvier 2015, leur nombre a toutefois baissé (on ne compte plus que 752 unités) dans une telle mesure que des variations aussi faibles peuvent être considérées comme peu significatives.

⁶ La dispense pour raisons sociales et familiales a été remplacée par la dispense en qualité d'aidant proche. Les dispenses en cours pour raisons sociales et familiales pouvaient être maintenues durant 1 an maximum.

Graphique 22
Proportion des CCI-NDE selon le régime



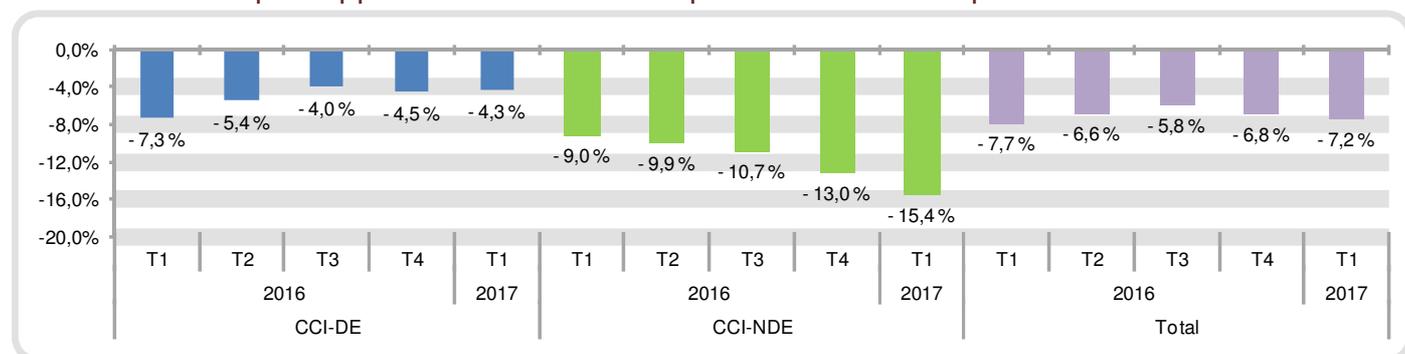
Les CCI-NDE se composent en grande partie de chômeurs âgés dispensés après des prestations de travail à temps plein et de chômeurs en RCC dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi. Les deux groupes restants (les CCI-NDE après un emploi à temps partiel volontaire et les CCI-NDE dispensés pour raisons sociales ou familiales ou les aidants proches) ne constituent à eux deux, au T1 2017, que 4,6 % du nombre total de CCI-NDE. En raison de la diminution plus forte du nombre de chômeurs âgés dispensés, les chômeurs en RCC dispensés d'IDE représentent près de deux tiers des CCI-NDE (66,3 % au T1 2017).

3.3 Synthèse

Tableau 21
Evolution sur 10 ans des CCI (DE et NDE)

T1	CCI-DE	CCI-NDE	Total		CCI-DE	CCI-NDE	Total
2007	466 138	243 995	710 133	1	2017	2017	2017
2008	437 929	237 742	675 671	2	2016	2016	2016
2009	448 804	231 135	679 939	3	2008	2015	2015
2010	476 093	228 550	704 643	4	2015	2014	2012
2011	459 404	220 938	680 343	5	2009	2013	2013
2012	452 102	208 207	660 310	6	2012	2012	2014
2013	461 061	201 598	662 658	7	2011	2011	2008
2014	483 208	182 586	665 794	8	2013	2010	2009
2015	444 945	159 986	604 931	9	2007	2009	2011
2016	412 661	145 531	558 193	10	2010	2008	2010
2017	394 734	123 111	517 845	11	2014	2007	2007
Evol. 2007-2017	- 15,3 %	- 49,5 %	- 27,1 %				

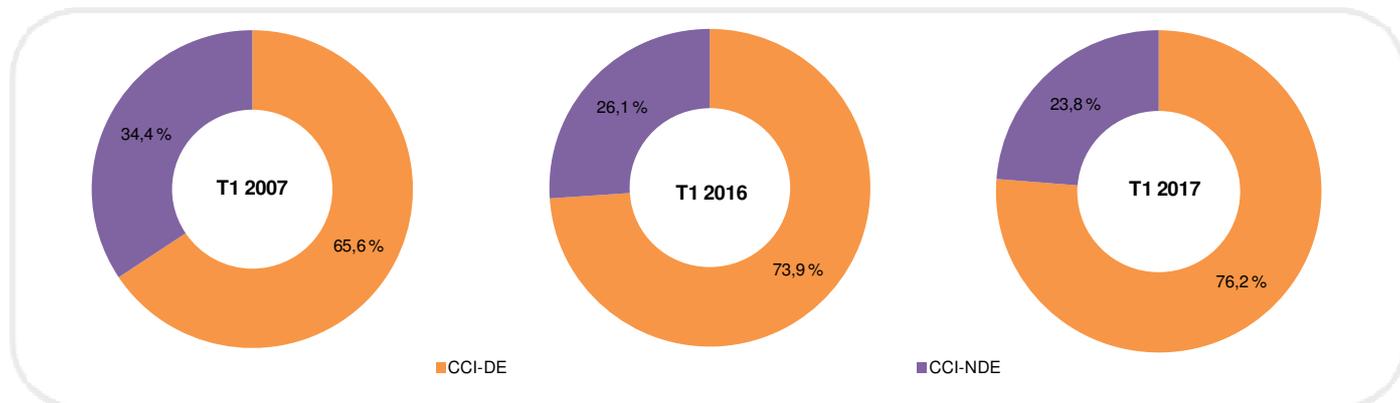
Graphique 23
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le tableau 21 présente une synthèse des groupes repris dans les sous-chapitres précédents, le but étant de montrer l'évolution de tous les chômeurs complets indemnisés (demandeurs et non-demandeurs d'emploi). En chiffres absolus, le total des deux groupes régresse et passe de 710 133 unités au T1 2007 à 517 845 unités au T1 2017 (- 27,1 %). Il s'agit du nombre le plus faible enregistré au cours de l'ensemble de la période considérée.

Au cours de l'année écoulée, le nombre total de CCI a diminué de - 7,2 %. La baisse du nombre de non-demandeurs d'emploi est toutefois plus marquée que la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (respectivement - 15,4 % et - 4,3 %). De ce fait, la part de non-demandeurs d'emploi dans le total des CCI continue de diminuer (23,8 % des CCI au T1 2017, contre 34,4 % au T1 2007).

Graphique 24
Proportion des CCI



Pour être complet, il faut aussi mentionner qu'outre les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une allocation de chômage ou d'insertion, il existe également des demandeurs d'emploi inoccupés qui ne sont pas indemnisés dans le cadre de l'assurance chômage.⁷ Le tableau 22 rassemble des données relatives à ces demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés (DE-INI) ; ces données sont collectées par les services régionaux de l'emploi et rassemblées par l'ONEM.

Tableau 22
Evolution sur 10 ans des DE-INI (demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés) par type d'inscription

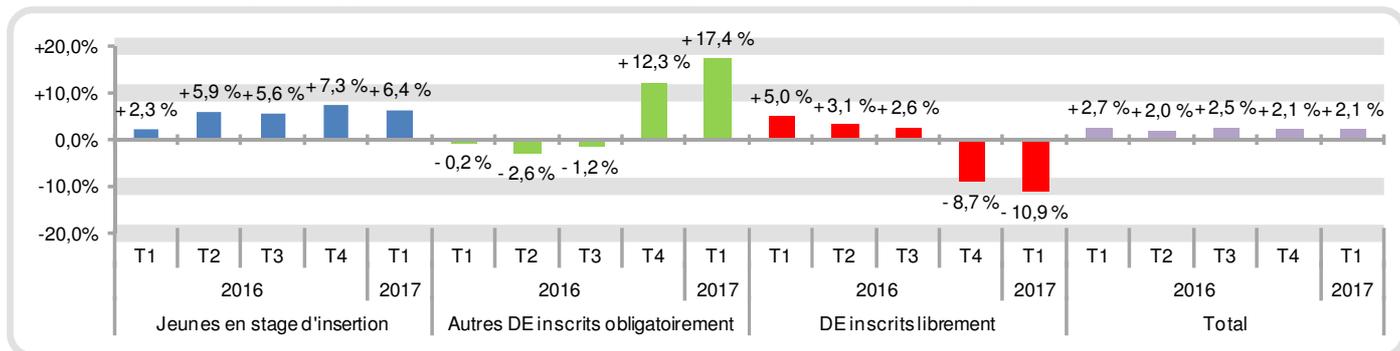
T1	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total		Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total
2007	38 729	32 318	35 503	106 550	1	2008	2008	2008	2008
2008	35 572	32 022	35 498	103 092	2	2009	2007	2007	2007
2009	37 773	32 754	39 895	110 423	3	2011	2009	2009	2009
2010	41 156	33 441	46 346	120 943	4	2007	2010	2010	2010
2011	38 260	37 014	49 610	124 884	5	2012	2011	2011	2011
2012	40 624	37 966	52 793	131 383	6	2010	2012	2012	2012
2013	42 238	38 721	56 979	137 938	7	2013	2013	2013	2013
2014	43 519	40 467	62 839	146 825	8	2014	2014	2014	2014
2015	43 664	49 001	68 469	161 134	9	2015	2016	2017	2015
2016	44 647	48 880	71 878	165 405	10	2016	2015	2015	2016
2017	47 490	57 376	64 061	168 927	11	2017	2017	2016	2017
Evol. 2007-2017	+ 22,6 %	+ 77,5 %	+ 80,4 %	+ 58,5 %					

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM.

⁷ Les demandeurs d'emploi occupés ne sont pas pris en considération ici.

Graphique 25

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM.

Le groupe des DE-INI se compose de jeunes en stage d'insertion professionnelle, de demandeurs d'emploi inscrits de manière obligatoire et de demandeurs d'emploi inscrits volontairement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS et les demandeurs d'emploi reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Au 1^{er} trimestre de 2017, le nombre total de DE-INI augmente de 2,1 % sur une base annuelle pour atteindre 168 927 personnes. Il s'agit du nombre le plus important sur l'ensemble de la période considérée. La principale augmentation a eu lieu entre 2014 et 2015. Une cause importante est la limitation du droit aux allocations d'insertion. Une partie des chômeurs pour qui le droit aux allocations d'insertion a pris fin, sont repris dans les demandeurs d'emploi inscrits de manière obligatoire, étant donné qu'ils perçoivent un revenu d'intégration du CPAS ; d'autres ont décidé de rester inscrits comme demandeurs d'emploi volontaires.

Evolution du nombre de paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi

4.1 Evolution générale selon le régime

Tableau 23
Evolution des mesures en faveur de l'emploi selon le régime

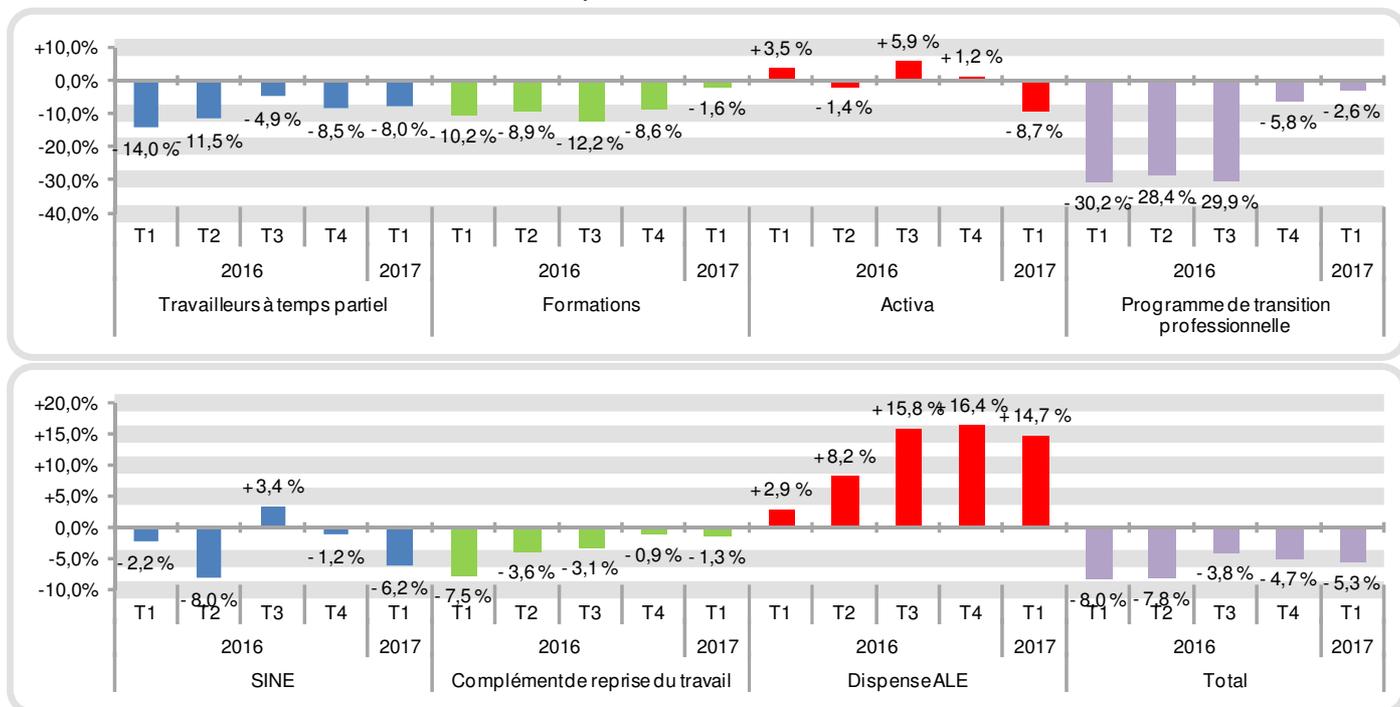
T1	Travailleurs à temps partiel	Formations	Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Dispense ALE	Autres	Total
2007	47 370	40 254	36 796	5 717	7 974	3 603	1 307	540	143 560
2008	49 663	41 623	42 285	6 120	10 369	6 188	1 389	574	158 212
2009	52 293	39 135	39 086	6 138	11 564	8 155	1 482	546	158 398
2010	54 078	42 640	33 320	5 770	12 247	11 036	1 471	1 803	162 365
2011	54 457	41 654	68 722	5 319	11 906	15 792	1 397	1 718	200 966
2012	52 518	40 814	76 684	5 027	11 320	19 016	1 349	1 721	208 449
2013	52 619	43 549	33 380	5 131	11 196	20 450	1 341	1 411	169 076
2014	54 332	47 510	34 328	5 022	11 163	17 666	1 434	1 298	172 753
2015	49 869	48 184	38 006	5 018	11 184	15 791	1 426	1 186	170 664
2016	42 865	43 288	39 354	3 505	10 939	14 612	1 466	921	156 949
2017	39 416	42 597	35 940	3 413	10 258	14 425	1 682	925	148 656
Evol. 2007-2017	- 16,8 %	+ 5,8 %	- 2,3 %	- 40,3 %	+ 28,6 %	+ 300,4 %	+ 28,7 %	+ 71,3 %	+ 3,5 %
	Travailleurs à temps partiel	Formations	Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Dispense ALE	Autres	Total
1	2011	2015	2012	2009	2010	2013	2017	2010	2012
2	2014	2014	2011	2008	2011	2012	2009	2012	2011
3	2010	2013	2008	2010	2009	2014	2010	2011	2014
4	2013	2016	2016	2007	2012	2011	2016	2013	2015
5	2012	2010	2009	2011	2013	2015	2014	2014	2013
6	2009	2017	2015	2013	2015	2016	2015	2015	2010
7	2015	2011	2007	2012	2014	2017	2011	2017	2009
8	2008	2008	2017	2014	2016	2010	2008	2016	2008
9	2007	2012	2014	2015	2008	2009	2012	2008	2016
10	2016	2007	2013	2016	2017	2008	2013	2009	2017
11	2017	2009	2010	2017	2007	2007	2007	2007	2007

La sixième réforme de l'État prévoit que l'octroi d'une décision relative aux mesures pour l'emploi et de formation soit transféré aux Régions. L'ONEM reste toutefois responsable de l'exécution des paiements, ainsi que de certains cadres réglementaires qui sont maintenus au niveau fédéral. Le système de travail à temps partiel avec maintien des droits et une allocation de garantie de revenus (AGR) reste également une compétence de l'ONEM.

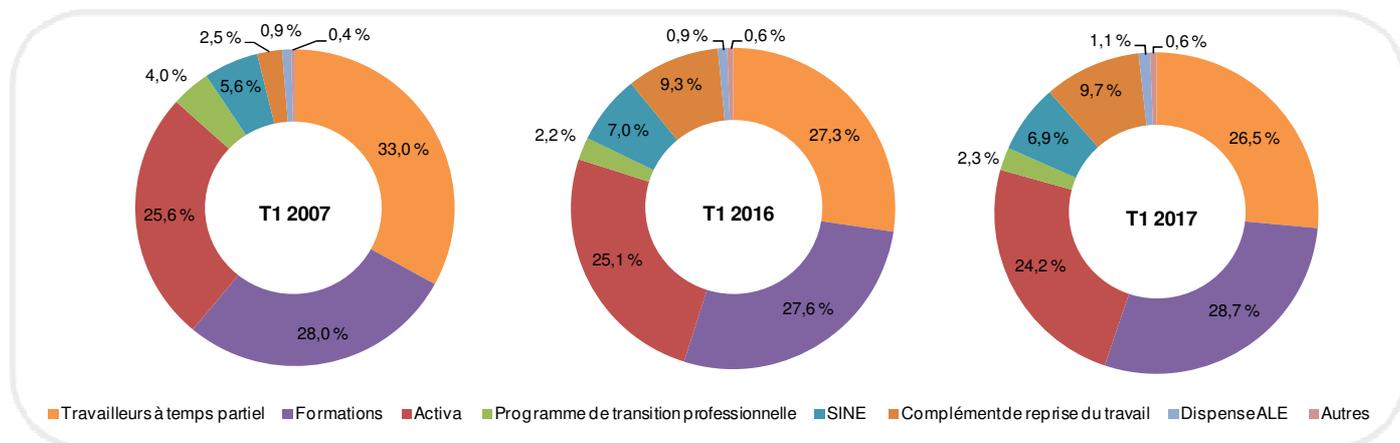
Le transfert juridique des compétences régionalisées a eu lieu en date du 1^{er} juillet 2014. En vertu du principe de continuité, l'ONEM est toutefois resté en charge de la gestion opérationnelle, et ce jusqu'au moment où les services régionaux ont été prêts à reprendre la gestion quotidienne. La date et le rythme des reprises diffèrent toutefois selon la matière transférée et selon la Région. Plusieurs matières ont été transférées en date du 1^{er} janvier 2016, comme les titres-services dans chacune des trois Régions ou le contrôle de la disponibilité active des chômeurs pour le marché du travail en Région flamande, en Région wallonne et dans la Communauté germanophone. La plupart des autres matières ont été transférées dans le courant de l'année 2016 ou le seront en 2017.

Par rapport au T1 2007, on note une légère hausse de 3,5 % du nombre de chômeurs bénéficiant de mesures pour l'emploi. Sur une base annuelle, nous constatons cependant une baisse de 5,3 %. Toutes les mesures pour l'emploi enregistrent une baisse sur une base annuelle, sauf les dispenses ALE. Le nombre de paiements pour des travailleurs à temps partiel bénéficiant d'une allocation de garantie de revenus et pour des personnes occupées par l'intermédiaire d'un programme de transition professionnelle a même atteint le niveau le plus bas enregistré durant toute la période considérée. Pour les premiers, il est fort probable qu'il s'agisse d'une conséquence de la modification, en 2015, du mode de calcul ainsi que des conditions d'octroi et, pour les seconds, cela s'explique par la suppression des programmes de transition professionnelle dans la Région flamande.

Graphique 26
Evolution des mesures en faveur de l'emploi



Graphique 27
Proportion des mesures en faveur de l'emploi



La répartition de la part de chacune des mesures reste assez constante au T1 2017 par rapport au T1 2016. Les trois principales mesures sont les mesures de formation (28,7 %), les travailleurs à temps partiel (26,5 %) et les mesures d'Activa (24,2 %)

4.2

Evolution à la lumière du transfert de compétences dans le cadre de la sixième réforme de l'État

Tableau 24

Evolution des mesures pour l'emploi selon qu'elles ont ou non été transférées aux Régions

T1	Total général	Travailleurs à temps partiel			Dispenses			Mesures transférées	
		Nombre	%	Dispenses pour études et formations	Dispense ALE	Autres	%	Nombre	%
2007	143 560	47 370	33,0%	37 143	1 307	519	27,1%	57 221	39,9%
2008	158 212	49 663	31,4%	38 064	1 389	555	25,3%	68 540	43,3%
2009	158 398	52 293	33,0%	35 923	1 482	535	24,0%	68 165	43,0%
2010	162 365	54 078	33,3%	39 870	1 471	506	25,8%	66 440	40,9%
2011	200 966	54 457	27,1%	38 487	1 397	446	20,1%	106 178	52,8%
2012	208 449	52 518	25,2%	38 048	1 349	376	19,1%	116 158	55,7%
2013	169 076	52 619	31,1%	40 395	1 341	380	24,9%	74 342	44,0%
2014	172 753	54 332	31,5%	43 947	1 434	377	26,5%	72 663	42,1%
2015	170 664	49 869	29,2%	43 875	1 426	329	26,7%	75 165	44,0%
2016	156 949	42 865	27,3%	38 807	1 466	253	25,8%	73 559	46,9%
2017	148 656	39 416	26,5%	38 318	1 682	243	27,1%	68 996	46,4%

Le tableau 24 répartit les différentes mesures pour l'emploi selon qu'elles ont ou non été transférées aux Régions.

La seule mesure qui reste complètement fédérale est l'allocation de garantie de revenus pour les travailleurs à temps partiel. Au T1 2017, cette mesure représente 26,5 % du total des mesures pour l'emploi.

En ce qui concerne l'octroi de dispenses, le transfert opérationnel de compétences est achevé. L'ONEM reste toutefois responsable de l'exécution des paiements d'allocations. Au T1 2017, toutes les dispenses réunies représentent 27,1 % du total des mesures pour l'emploi.

Les autres mesures pour l'emploi transférées représentent 46,4% du total. Certaines de ces mesures (Sine par exemple) restent encore mises en œuvre par l'ONEM en attendant leur transfert effectif. D'autres (Activa par exemple) sont déjà transférées effectivement du moins dans certaines régions. L'ONEM reste toutefois responsable de l'exécution des paiements d'allocations après transfert pour certaines mesures.

Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique

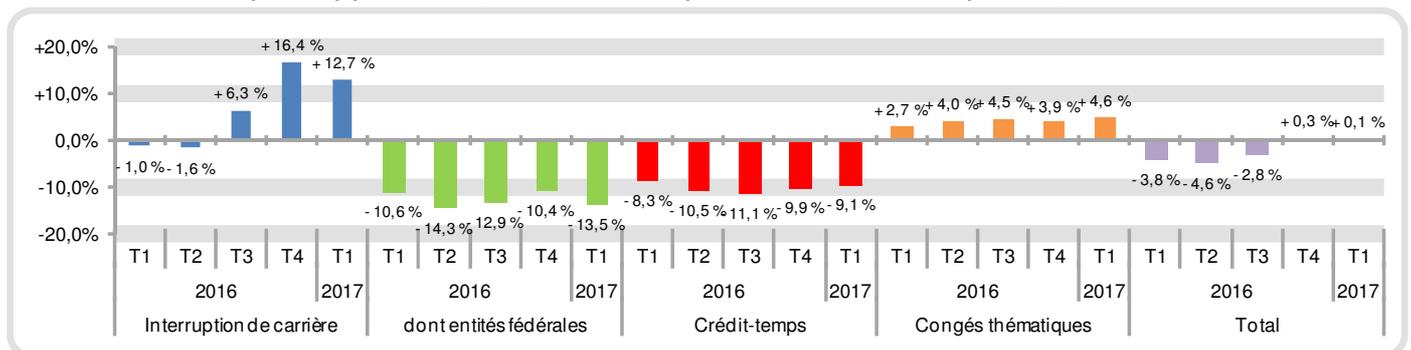
5.1 Evolution générale

5.1.1 Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique

Tableau 25
Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique

T1	Interruption de carrière	dont entités fédérales	Crédit-temps	Congés thématiques	Total	Interruption de carrière	dont entités fédérales	Crédit-temps	Congés thématiques	Total
2007	71 457	26 495	108 930	39 312	219 699	1	2017	2007	2015	2015
2008	72 566	25 615	117 647	43 681	233 894	2	2012	2008	2012	2017
2009	71 877	23 644	122 824	48 435	243 135	3	2008	2009	2011	2016
2010	72 053	22 467	132 058	59 547	263 658	4	2010	2010	2016	2012
2011	71 644	20 728	134 375	64 222	270 240	5	2009	2011	2014	2014
2012	74 223	19 557	139 339	63 437	276 998	6	2011	2012	2013	2011
2013	70 453	17 207	132 981	65 980	269 414	7	2007	2013	2010	2013
2014	68 952	15 967	133 088	71 442	273 482	8	2015	2015	2009	2010
2015	70 725	16 341	146 519	73 647	290 891	9	2013	2014	2017	2009
2016	70 025	14 605	134 285	75 651	279 961	#	2016	2016	2008	2008
2017	78 932	12 633	122 012	79 167	280 111	#	2014	2017	2007	2007
Evol. 2007-2017	+ 10,5 %	- 52,3 %	+ 12,0 %	+ 101,4 %	+ 27,5 %					

Graphique 28
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le T1 2007, le nombre total de paiements pour l'interruption de carrière, le crédit-temps et le congé thématique a augmenté de plus d'un quart (27,5 %). C'est principalement la forte croissance enregistrée au niveau des congés thématiques (+ 101,4 %) qui est à l'origine de cette évolution. Les paiements dans le cadre de l'interruption de carrière ordinaire et du crédit-temps ont, eux, enregistré au cours de cette même période une hausse de respectivement 10,5 % et 12,0 %.

Lors de l'interprétation de l'évolution de l'interruption de carrière, il convient de tenir compte des compétences qui ont été transférées dans le cadre de la sixième réforme de l'État.⁸

Le moment où les entités fédérées reprennent la compétence opérationnelle de l'ONEM diffère :

- En Région flamande, le *zorgkrediet* (crédit-soins) pour les fonctionnaires du service public flamand a été instauré pour les nouvelles demandes à partir du 2 septembre 2016. Les nouvelles demandes d'interruption de carrière entrées au plus tard le 1^{er} septembre 2016 étaient encore traitées conformément à l'ancienne réglementation fédérale. Toutes les interruptions en cours sont encore soumises à la réglementation fédérale jusqu'à la date de fin prévue.
- La matière de l'interruption de carrière pour les membres du personnel de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française et de la Communauté germanophone continue temporairement d'être de la compétence de l'ONEM.

Dès que la compétence aura été transférée de manière opérationnelle de l'ONEM aux entités fédérées, les données de paiement relatives aux nouveaux systèmes régionaux ne seront plus disponibles auprès de l'ONEM. Pour les données du T1 2017, cela signifie concrètement que les données de paiement reprises ici pour la Région flamande portent uniquement sur les dossiers en cours qui relèvent encore de la compétence fédérale.

Nous constatons néanmoins une récente augmentation du nombre d'allocataires en interruption de carrière. Il s'agit de la conséquence directe de l'instauration, le 2 septembre 2016, du *zorgkrediet* pour les fonctionnaires du secteur public flamand. Après l'annonce de la nouvelle réglementation flamande, de nombreux fonctionnaires flamands ont introduit une demande de manière à encore pouvoir bénéficier de la réglementation fédérale.

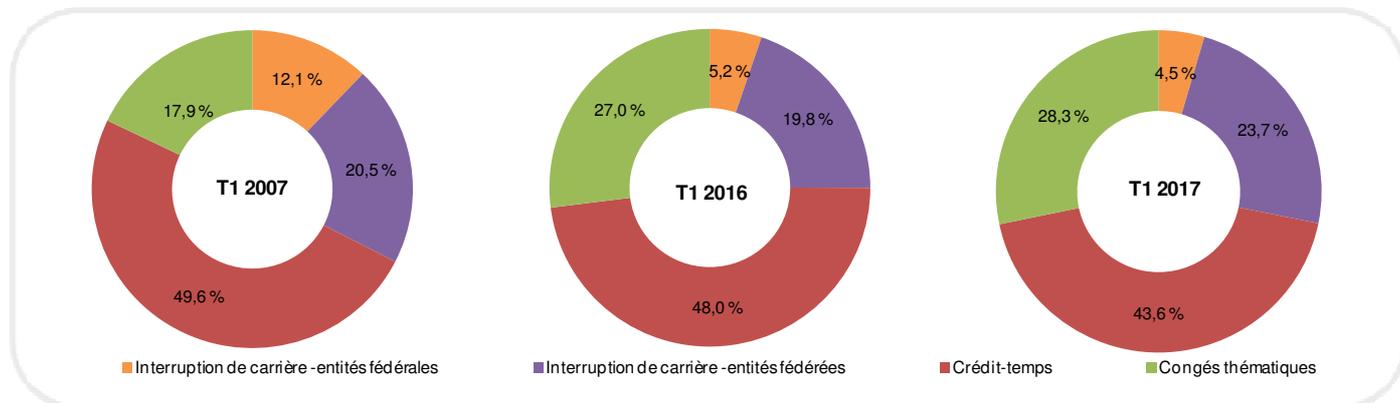
Au T1 2017, le nombre d'allocations d'interruption dans le cadre du crédit-temps enregistré, pour le cinquième trimestre d'affilée, une diminution sur une base annuelle succédant à une hausse du nombre d'allocations d'interruption au cours de l'année 2015. Cette augmentation a été causée par une hausse du nombre d'entrants à la fin de l'année 2014, et ce principalement dans le régime du crédit-temps, mais également dans celui de l'interruption de carrière ordinaire. L'on a, à cet égard, anticipé, d'une part, la suppression de l'allocation pour le crédit-temps sans motif et, d'autre part, le relèvement de l'âge – de 55 à 60 ans – à partir duquel auquel on peut prétendre à des allocations (majorées) lors d'une réduction des prestations dans le cadre du régime de fin de carrière. Dans la mesure où l'employeur avait été averti avant le 1^{er} janvier 2015, les personnes dont la demande avait été introduite auprès de l'ONEM avant le 1^{er} avril 2015 et dont la date de début du crédit-temps était antérieure au 1^{er} juillet 2015, pouvaient encore bénéficier des anciennes règles plus avantageuses. Fin 2015, l'effet de ce nombre accru d'entrants semblait s'être éteint.

En ce qui concerne les congés thématiques, le nombre d'allocataires augmente de 4,6 % sur une base annuelle.

⁸ Depuis 2015, les interruptions de carrière dans les entités fédérées ont été transférées dans leur totalité au niveau budgétaire. Sur la base du principe de continuité, l'ONEM conserve toutefois son rôle d'opérateur jusqu'à ce que le transfert réel aux Régions soit achevé. Pour la partie interruption de carrière au sein des entités fédérales, le financement se fera à partir de 2017 par l'intermédiaire d'une subvention de l'État du SPF ETCS.

Graphique 29

Proportion d'allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique



Même si le crédit-temps reste, de loin, le groupe le plus important (43,6 % des allocataires au T1 2017), il n'en reste pas moins que son importance relative a légèrement diminué (- 4,4 points de pourcentage sur une base annuelle ; - 6,0 points de pourcentage par rapport au T1 2007). La hausse pratiquement continue du nombre de paiements dans le cadre d'un congé thématique se traduit par une augmentation de l'importance relative de ces régimes (+ 10,4 points de pourcentage par rapport au T1 2007).

5.1.2

Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique (en ce compris les régimes sans allocations)

Tableau 26

Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique, en ce compris les régimes sans allocations

	T1 2007		T1 2016		T1 2017		Evol. T1 2007 - T1 2017	Evol. T1 2016 - T1 2017
<i>Avec allocations</i>								
Interruption de carrière -entités fédérales	26 495	15,2 %	14 605	6,5 %	12 633	5,9 %	- 52,3 %	- 13,5 %
Crédit-temps	108 930	62,3 %	134 285	59,8 %	122 012	57,1 %	+ 12,0 %	- 9,1 %
Congés thématiques	39 312	22,5 %	75 651	33,7 %	79 167	37,0 %	+ 101,4 %	+ 4,6 %
Total	174 737	100 %	224 542	100 %	213 813	100 %	+ 22,4 %	- 4,8 %
<i>Sans allocations</i>								
Interruption de carrière -entités fédérales	665	44,7 %	527	3,7 %	458	2,5 %	- 31,1 %	- 13,0 %
Crédit-temps	795	53,5 %	8 228	57,8 %	12 257	66,7 %	x 15	+ 49,0 %
Congés thématiques	27	1,8 %	5 475	38,5 %	5 653	30,8 %	x 209	+ 3,3 %
Total	1 487	100 %	14 229	100 %	18 368	100 %	x 12	+ 29,1 %
<i>Total avec et sans allocations</i>								
Interruption de carrière -entités fédérales	27 160	15,4 %	15 132	6,3 %	13 092	5,6 %	- 51,8 %	- 13,5 %
Crédit-temps	109 726	62,3 %	142 513	59,7 %	134 269	57,8 %	+ 22,4 %	- 5,8 %
Congés thématiques	39 339	22,3 %	81 126	34,0 %	84 820	36,5 %	+ 115,6 %	+ 4,6 %
Total	176 224	100 %	238 771	100 %	232 181	100 %	+ 31,8 %	- 2,8 %

N. B. : Lorsque la variation dépasse les 1 000 %, nous avons choisi de refléter l'évolution au moyen d'un facteur multiplicateur plutôt qu'à l'aide d'un pourcentage. Les statistiques de l'ONEM se basant normalement sur les paiements, il est impossible de représenter les interrompants qui ne bénéficient pas d'allocations sous la forme d'unités physiques. Pour ce qui est de ce groupe, il s'agit dès lors de différentes personnes.

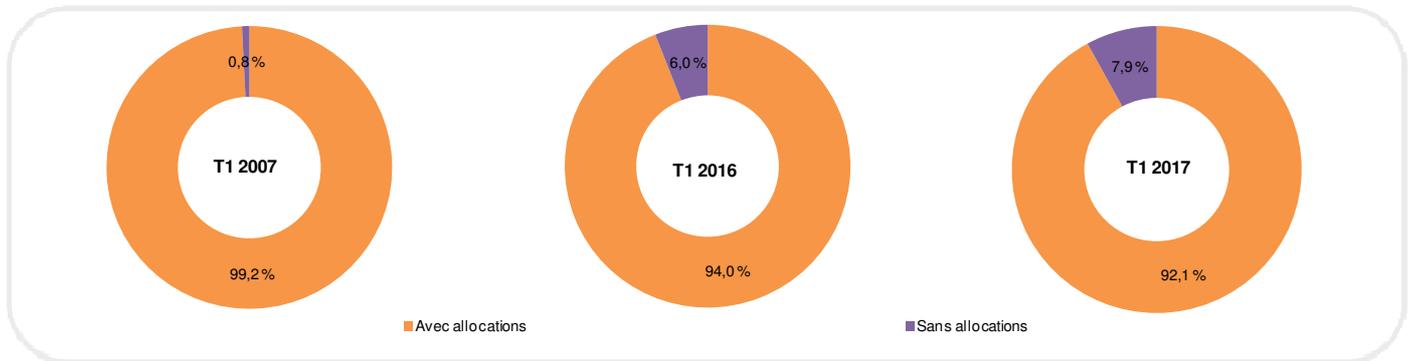
L'évolution ainsi que les rapports mutuels du nombre d'interrompants avec ou sans allocations sont influencés par un certain nombre de modifications réglementaires. Depuis le 1^{er} juin 2012 (secteur privé) ou du 1^{er} août 2012 (secteur public), la durée du congé parental a été relevée et portée de trois à quatre mois. Les enfants nés ou adoptés avant le 8 mars 2012 peuvent, certes, ouvrir le droit à ce quatrième mois, mais pas à l'allocation octroyée pour ce mois. En outre, depuis le 1^{er} janvier 2015, les personnes qui sollicitent un crédit-temps non motivé n'ont plus droit aux allocations d'interruption.

Compte tenu des rapports au sein du groupe d'allocataires, d'une part, et des modifications réglementaires précitées, d'autre part, la situation est conforme aux attentes :

- le nombre de travailleurs en congé thématique sans allocations qui, au T1 2007, ne s'élevait qu'à 27 personnes (1,8 % du nombre total d'interrompants sans allocations au niveau fédéral), a, au T1 2017, augmenté pour passer à 5 653 personnes (30,8 %).
- Au T1 2017, le crédit-temps sans allocations représente 66,7 % de l'ensemble des interruptions sans allocations au niveau fédéral. Sur une base annuelle, leur nombre a en effet augmenté de 49,0 % au T1 2017, et ce malgré la baisse de 9,1 % enregistrée chez leurs homologues qui bénéficient d'allocations.

Graphique 30

Répartition des allocataires et des non-allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique



Le nombre croissant d'interrompants en congé parental et en crédit-temps qui ne bénéficient pas d'allocations a entraîné une hausse du régime sans allocations dans le total de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques : de 0,8 % au T1 2007 à 6,0 % au T1 2016 et à 7,9 % au T1 2017. Nous constatons que sur toute cette période, le nombre total de personnes en interruption au niveau fédéral qui ne bénéficient pas d'allocations a été environ multiplié par 12.

5.2

Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique selon le type d'interruption

Tableau 27

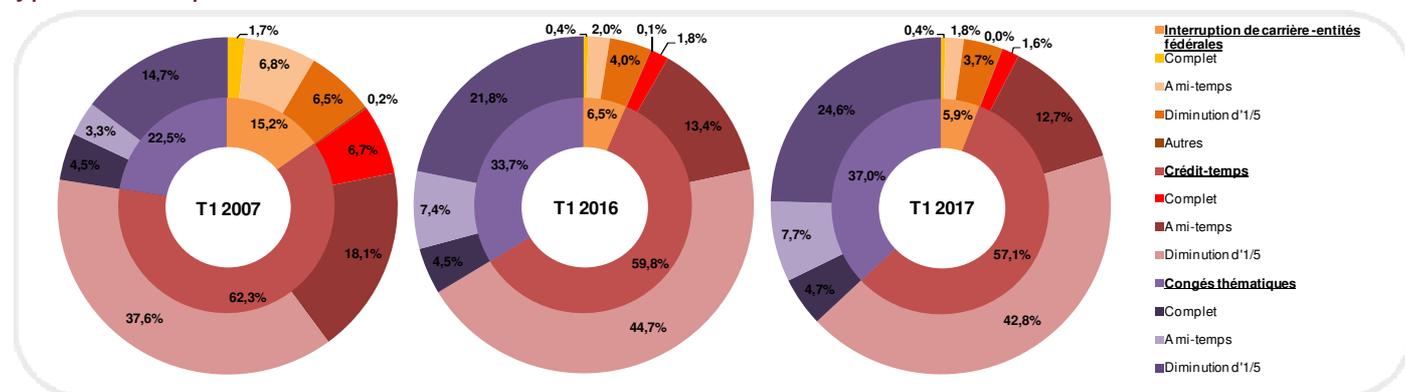
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique selon le type d'interruption

	T1 2007	T1 2016	T1 2017	Evol. T1 2007-T1 2017	Evol. T1 2016-T1 2017
Interruption de carrière -entites federales					
Complet	2 923	946	884	- 69,8 %	- 6,6 %
A mi-temps	11 872	4 603	3 754	- 68,4 %	- 18,4 %
Diminution d'1/5	11 340	8 943	7 915	- 30,2 %	- 11,5 %
Autres	359	113	80	- 77,6 %	- 28,7 %
Total	26 495	14 605	12 633	- 52,3 %	- 13,5 %
Crédit-temps					
Complet	11 690	3 959	3 492	- 70,1 %	- 11,8 %
A mi-temps	31 570	30 006	27 062	- 14,3 %	- 9,8 %
Diminution d'1/5	65 671	100 320	91 458	+ 39,3 %	- 8,8 %
Total	108 930	134 285	122 012	+ 12,0 %	- 9,1 %
Congés thématiques					
Complet	7 896	10 036	10 121	+ 28,2 %	+ 0,9 %
A mi-temps	5 736	16 654	16 528	+ 188,2 %	- 0,8 %
Diminution d'1/5	25 680	48 961	52 517	+ 104,5 %	+ 7,3 %
Total	39 312	75 651	79 167	+ 101,4 %	+ 4,6 %
Total général	174 737	224 542	213 813	+ 22,4 %	- 4,8 %

N. B. : Lorsque la variation dépasse les 1 000 %, nous avons choisi de refléter l'évolution au moyen d'un facteur multiplicateur plutôt qu'à l'aide d'un pourcentage.

Graphique 31

Répartition des allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique selon le type d'interruption



En ce qui concerne le crédit-temps, les baisses sur une base annuelle touchent tous les types d'interruption. La baisse la plus importante s'enregistre toutefois au niveau de l'interruption complète du temps de travail (- 11,8 %). L'on enregistre également des baisses sur une base annuelle au niveau de l'interruption de carrière pour des entités fédérées, et ce pour tous les types d'interruption. Au niveau des congés thématiques, le nombre d'interruptions de carrière complètes et d'interruptions à 1/5 augmente toutefois sur une base annuelle.

Qu'il s'agisse d'une interruption de carrière, d'un crédit-temps ou de congés thématiques, la forme de réduction la plus prisée est la réduction d'1/5^e temps. Au T1 2017, la réduction d'1/5^e temps représente 71,0 % du nombre total d'allocations d'interruption au niveau fédéral (3,7 % en interruption de carrière, 42,8 % en crédit-temps et 24,6 % en congé thématique).

5.3

Evolution des allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique selon le régime

Tableau 28

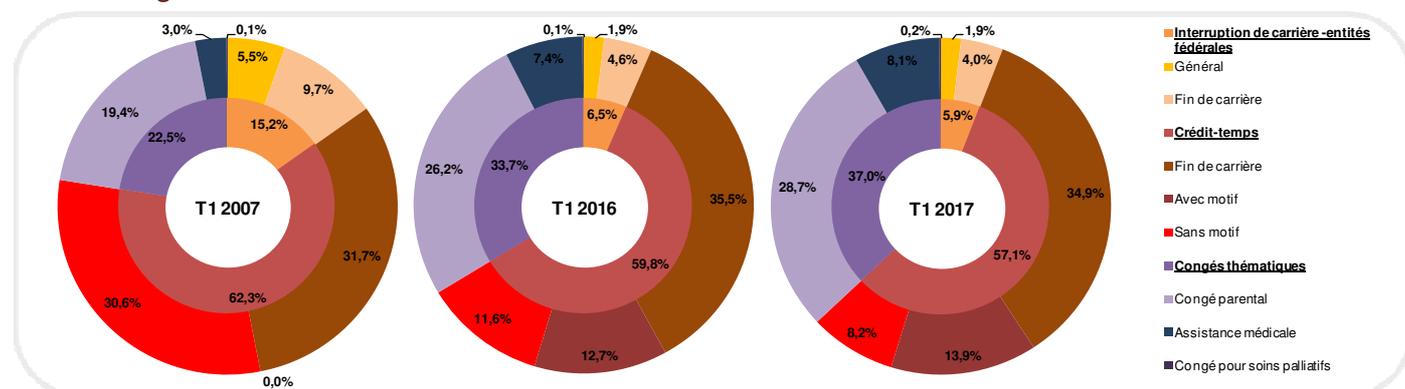
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique selon le régime

	T1 2007	T1 2016	T1 2017	Evol. T1 2007-T1 2017	Evol. T1 2016-T1 2017
Interruption de carrière -entités fédérales					
Général	9 579	4 328	4 069	- 57,5 %	- 6,0 %
Fin de carrière	16 916	10 277	8 565	- 49,4 %	- 16,7 %
Total	26 495	14 605	12 633	- 52,3 %	- 13,5 %
Crédit-temps					
Avec motif	0	28 425	29 760	-	+ 4,7 %
Fin de carrière	55 445	79 718	74 624	+ 34,6 %	- 6,4 %
Sans motif	53 485	26 143	17 628	- 67,0 %	- 32,6 %
Total	108 930	134 285	122 012	+ 12,0 %	- 9,1 %
Congés thématiques					
Congé parental	33 944	58 834	61 467	+ 81,1 %	+ 4,5 %
Assistance médicale	5 160	16 531	17 357	+ 236,4 %	+ 5,0 %
Congé pour soins palliatif:	208	286	343	+ 65,1 %	+ 19,9 %
Total	39 312	75 651	79 167	+ 101,4 %	+ 4,6 %
Total général	174 737	224 542	213 813	+ 22,4 %	- 4,8 %

N. B. : Lorsque la variation dépasse les 1 000 %, nous avons choisi de refléter l'évolution au moyen d'un facteur multiplicateur plutôt qu'à l'aide d'un pourcentage. L'interruption de carrière à temps plein est classée dans le régime général.

Graphique 32

Répartition des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique selon le régime



À partir du 1^{er} janvier 2015, la condition d'âge a été relevée de 55 à 60 ans pour le droit au crédit-temps dans le régime de fin de carrière, ce qui donne lieu à une baisse de - 6,4 % du nombre de paiements dans ce régime au T1 2017. Cela n'empêche pas le régime de fin de carrière de constituer encore et toujours, avec 38,9 %, la proportion la plus importante des allocations d'interruption au niveau fédéral au T1 2017 (crédit-temps : 34,9 % ; interruption de carrière : 4,0 %).

En outre, les restrictions successives du droit au crédit-temps non motivé donnent également lieu à une régression de ce régime de l'ordre de - 32,6 % sur une base annuelle. Lorsque l'on compare les rapports entre les différents régimes, on constate que la part de crédit-temps non motivé a sensiblement diminué entre le T1 2007 et le T1 2017 (passant de 30,6 % à 8,2 %). Cette diminution résulte en grande partie du crédit-temps motivé qui représente, ce trimestre, 13,9 % de toutes les allocations d'interruption au niveau fédéral et qui enregistre une hausse de 4,7 % sur une base annuelle.

Pour finir, la hausse des congés thématiques s'observe dans chacun des trois régimes : + 4,5 % sur une base annuelle pour le congé parental, + 5,0 % pour l'assistance médicale et + 19,9 % pour le congé pour soins palliatifs. Le congé parental représente ainsi la part la plus importante : soit 28,7 % de l'ensemble des allocations d'interruption au niveau fédéral au T1 2017.

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du statut unique

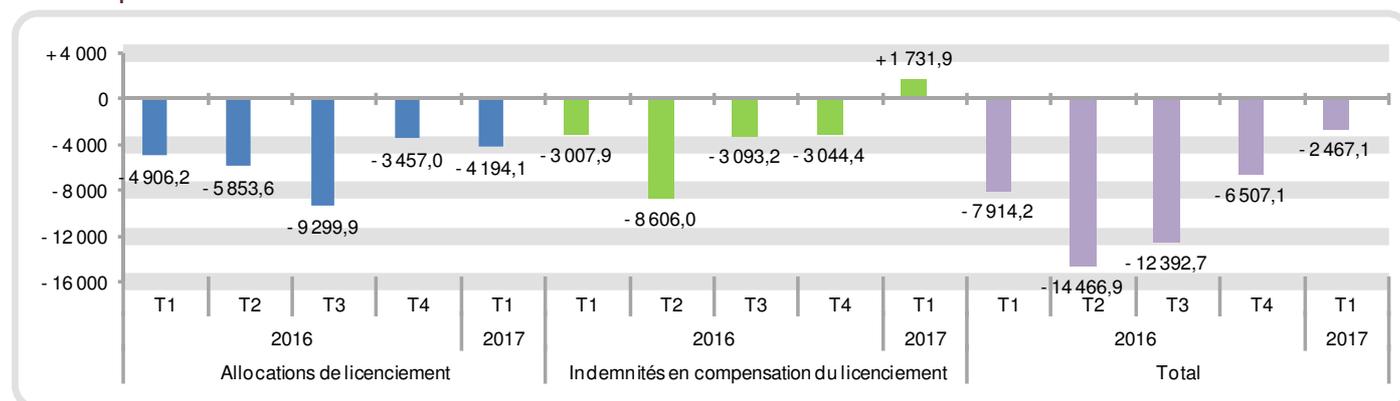
Tableau 29

Evolution du nombre mensuel moyen de paiements et des dépenses totales pour les primes de crise, les allocations de licenciement et les indemnités en compensation du licenciement

T1	Unités physiques				Dépenses (en milliers EUR)				Classement des dépenses totales		
	Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement payées en plusieurs fois	Indemnités en compensation du licenciement payées en 1 fois	Total	Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement		Total	
2010	209	-	-	-	209	683,1	-	-	683,1	1	2010
2011	3 763	-	-	-	3 763	12 486,9	-	-	12 486,9	2	2011
2012	2 923	744	-	-	3 667	9 720,5	3 398,9	-	13 119,5	3	2012
2013	91	4 161	-	-	4 252	259,2	19 578,8	-	19 838,0	4	2013
2014	18	4 716	-	27	4 762	61,2	23 184,5	1 413,8	24 659,6	5	2014
2015	2	2 789	2 333	266	5 390	5,6	13 928,8	26 661,9	40 596,2	6	2015
2016	2	1 640	2 771	241	4 654	5,6	9 022,5	23 654,0	32 682,1	7	2016
2017	0	851	2 429	397	3 677	0,7	4 828,4	25 385,9	30 215,0	8	2015
Evol. 2011-2017					-2,3 %				+ 142,0 %		

Graphique 33

Variation des dépenses totales (en milliers d'EUR) par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le 1^{er} janvier 2012, la prime de crise, une mesure anticrise temporaire qui était d'application en 2010 et 2011, a été convertie en un nouveau régime à durée indéterminée, à savoir l'allocation de licenciement. Le principe de base de la prime de crise n'a pas été changé : l'allocation de licenciement est une prime unique payée aux travailleurs licenciés. Les modalités, quant à elles, ont néanmoins subi quelques modifications ayant un impact sur les dépenses à charge de l'ONEM. Contrairement aux primes de crise, les allocations de licenciement sont entièrement à charge de l'ONEM. En outre, l'allocation de licenciement varie en fonction de l'ancienneté ; de ce fait, le montant versé est parfois supérieur à celui octroyé en cas de prime de crise.

En vue de poursuivre l'harmonisation des régimes de préavis des ouvriers et des employés, depuis le 1^{er} janvier 2014, une indemnité en compensation du licenciement est octroyée, sous certaines conditions, aux ouvriers dont la durée du délai de préavis se base au moins en partie sur l'ancienneté qu'ils ont acquise en tant qu'ouvrier avant 2014. Cette indemnité remplace progressivement l'allocation de licenciement. Les ouvriers licenciés, dont l'ancienneté est insuffisante pour prétendre à une indemnité en compensation du licenciement, peuvent par contre encore obtenir une allocation de licenciement s'ils satisfont aux conditions.

En 2011, le nombre de primes de crise a atteint un record: au T1 2011, on a comptabilisé en moyenne 3 763 paiements par mois. Depuis lors, ce nombre a considérablement diminué et, entre-temps, la mesure a pratiquement cessé d'exister. Au T1 2014, le nombre d'allocations de licenciement franchissait encore le cap des 4 700 paiements par mois, mais depuis l'instauration de l'indemnité en compensation du licenciement, ce nombre enregistre également une tendance à la baisse. Au T1 2017, on comptabilisait encore 851 paiements en moyenne par mois pour des allocations de licenciement, contre 2 826 pour des indemnités en compensation du licenciement.

Étant donné qu'une grande partie des indemnités en compensation du licenciement est versée en plusieurs fois, alors que les primes de crise et les allocations de licenciement sont, quant à elles, des primes uniques, les dépenses totales illustrent le mieux l'évolution globale des mesures prises dans le cadre du développement du statut unique. Au total, les dépenses pour les 3 régimes s'élèvent à 30,2 millions d'EUR au 1^{er} trimestre de 2017, ce qui représente une augmentation de 142 % par rapport au T1 2011, trimestre durant lequel il n'y avait que des primes de crise. Par contre, par rapport au T1 2016, les dépenses totales ont diminué de 2,5 millions d'EUR (- 7,5 %) au T1 2017, bien que les dépenses pour les indemnités en compensation du licenciement aient augmenté de 1,7 million d'EUR (+ 7,3 %). En T1 2017, les dépenses trimestrielles pour indemnités en compensation du licenciement ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Tableau 30
Aperçu général des principaux groupes d'allocataires

	T1 2007	T1 2016	T1 2017	Evol. T1 2007 - T1 2017	Evol. T1 2016 - T1 2017
Chômeurs indemnisés (complément d'entreprise inclus)	710 133	558 193	517 845	- 27,1 %	- 7,2 %
Demandeurs d'emploi	466 138	412 661	394 734	- 15,3 %	- 4,3 %
Non-demandeurs d'emploi	243 995	145 531	123 111	- 49,5 %	- 15,4 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	297 250	322 399	283 278	- 4,7 %	- 12,1 %
Chômage temporaire	153 753	166 130	135 310	- 12,0 %	- 18,6 %
Travailleurs à temps partiel	47 370	42 865	39 416	- 16,8 %	- 8,0 %
Mesures de formation	40 254	43 288	42 597	+ 5,8 %	- 1,6 %
Mesures d'activation	55 872	70 117	65 955	+ 18,0 %	- 5,9 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	219 699	279 961	280 111	+ 27,5 %	+ 0,1 %
Crédit-temps	108 930	134 285	122 012	+ 12,0 %	- 9,1 %
Interruption de carrière ordinaire	71 457	70 025	78 932	+ 10,5 %	+ 12,7 %
Congés thématiques	39 312	75 651	79 167	+ 101,4 %	+ 4,6 %
Autres	11 866	11 465	9 842	- 17,1 %	- 14,2 %
Statut Unique	0	4 654	3 677	-	- 21,0 %
Reste	11 866	6 812	6 165	- 48,0 %	- 9,5 %
Total global	1 238 947	1 172 019	1 091 076	- 11,9 %	- 6,9 %

Le tableau 30 offre un aperçu général des principaux groupes d'allocataires de l'ONEM abordés dans les précédents chapitres. L'ensemble des allocataires sélectionnés ont enregistré une baisse de 6,9 % sur une base annuelle au T1 2017.

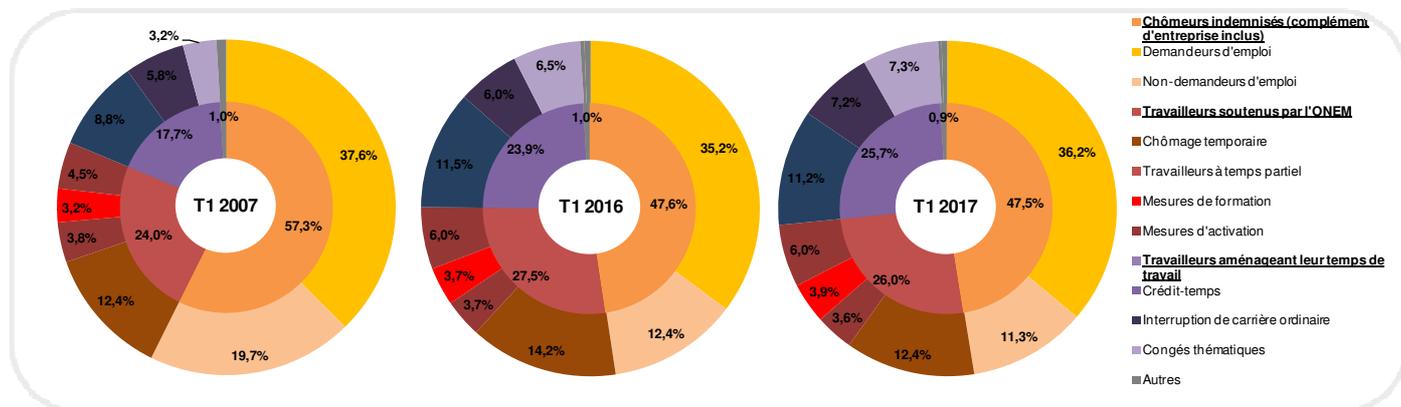
Cette diminution généralisée ne se retrouve cependant pas dans le groupe des travailleurs qui aménagent leur temps de travail (+ 0,1 %). Malgré une diminution de 9,1 % du nombre de paiements pour le crédit-temps, on note une hausse de 12,7 % pour l'interruption de carrière ordinaire.

Le nombre de chômeurs indemnisés diminue encore de 7,2 % sur une base annuelle. La diminution relative la plus importante est observée chez les non-demandeurs d'emploi : leur nombre a diminué de 15,4 %.

La diminution du nombre de travailleurs soutenus par l'ONEM (- 12,1 %) se retrouve dans chacun des sous-groupes, et est la plus prononcée pour le chômage temporaire (- 18,6 %).

En effectuant une comparaison avec le trimestre correspondant de l'année 2007, antérieure à la crise, nous constatons surtout d'importants glissements dans le nombre de chômeurs indemnisés (- 27,1 %) et dans le nombre de travailleurs qui aménagent leur temps de travail (+ 27,5 %). Ces glissements se situent surtout chez les non-demandeurs d'emploi, dont le nombre a diminué de 49,5 % depuis 2007, et au niveau des paiements pour les congés thématiques, pour lesquels nous notons une hausse de 101,4 %.

Graphique 34
Évolution des rapports mutuels entre les principaux groupes d'allocataires



Les évolutions esquissées ci-dessus ont évidemment une influence sur la répartition entre les différents allocataires de l'ONEM. Les chômeurs indemnisés constituent encore et toujours le groupe le plus important, même si leur part au T1 2017 a baissé pour passer à 47,5 %, soit une diminution de 9,8 points de pour cent par rapport au trimestre correspondant de 2007. Cette baisse est plus visible dans le segment des non-demandeurs d'emploi (- 8,4 points de pour cent) que dans celui des demandeurs d'emploi (- 1,4 point de pour cent).

La hausse de 8,0 points de pour cent par rapport à 2007 de la part du groupe des travailleurs aménageant leur temps de travail se retrouve dans les 3 groupes de ce segment d'allocataires soit, + 2,4 points de pour cent pour le crédit-temps, de + 1,4 point de pour cent pour l'interruption de carrière ordinaire et de + 4,1 points de pour cent pour les congés thématiques.

La part des travailleurs soutenus par l'ONEM a augmenté légèrement (+ 2,0 points de pour cent depuis 2007) et est principalement imputable aux mesures d'activation (+ 1,5 point de pour cent).

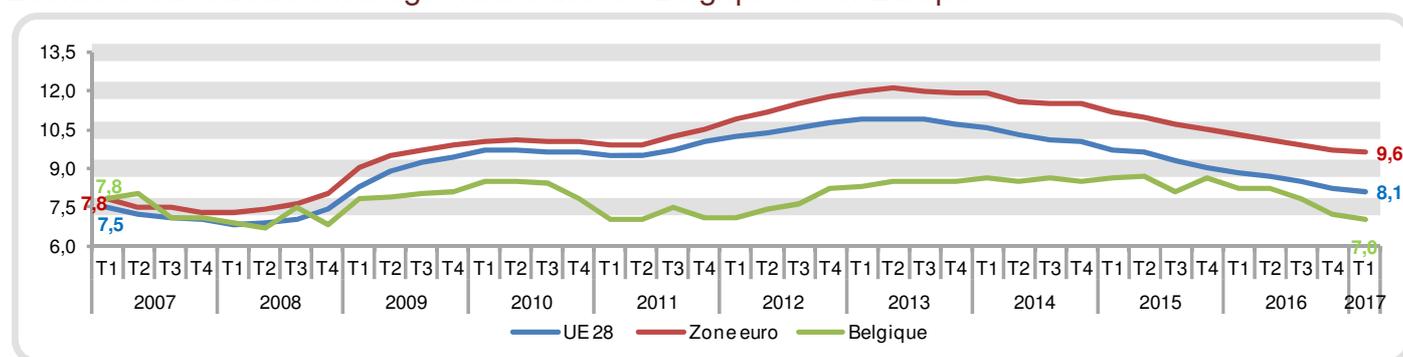
Comparaison internationale

8.1

Taux de chômage

Graphique 35

Evolution du taux de chômage harmonisé en Belgique et en Europe



Source : Eurostat - Taux de chômage harmonisés par rapport à la population active - Séries EFT ajustées - Données désaisonnalisées (une_rt_q)

Eurostat, le service statistique de la Commission européenne, publie une statistique internationale harmonisée du taux de chômage qui se base sur une enquête trimestrielle auprès d'un échantillon de la population.

L'évolution du taux de chômage belge n'a pas suivi la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009, a davantage diminué en 2010 et 2011 et n'est reparti à la hausse que plus tard en 2012.

La tendance à la baisse enregistrée au niveau européen à partir de la seconde moitié de l'année 2013 ne s'est toutefois pas produite en Belgique. Le taux de chômage en Belgique a, par contre, augmenté pour atteindre un pic à 8,7 % lors du T2 2015. Cette évolution a sans doute été en partie influencée par l'élargissement de l'obligation de d'inscrire comme demandeur d'emploi (relèvement des conditions d'âge depuis 2013).

À partir du T3 2015, la tendance à la hausse semble avoir pris fin. Au T1 2017, on constate pour le troisième trimestre consécutif une diminution du taux de chômage belge.

Lorsqu'on compare le taux de chômage belge actuel à celui d'avant la crise (7,8 % lors du T1 2007), on constate une diminution de 0,8 point de pour cent. Cependant, au niveau européen, des augmentations sont observées au cours de la même période : + 0,6 point de pour cent pour l'UE et + 1,8 point de pour cent pour la Zone euro.

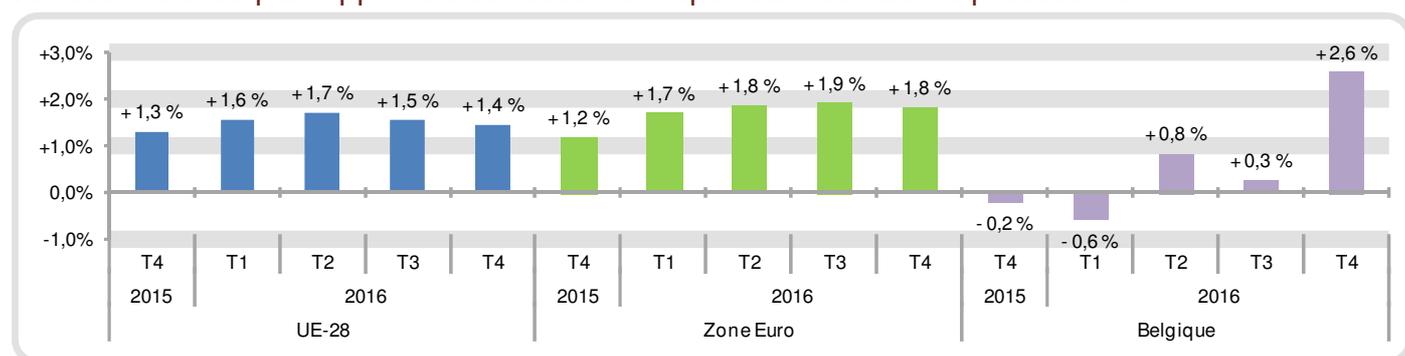
8.2 Evolution de l'emploi

Tableau 31
Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

T4	UE 28	Zone euro	Belgique		UE 28	Zone euro	Belgique
2007	221 926,5	146 451,0	4 443,3	1	2016	2016	2016
2008	222 839,4	146 677,8	4 455,1	2	2008	2008	2014
2009	218 337,6	143 595,8	4 454,2	3	2015	2007	2015
2010	216 503,4	142 533,0	4 554,1	4	2007	2015	2010
2011	216 213,4	142 283,8	4 550,6	5	2014	2009	2011
2012	215 841,5	141 188,0	4 532,6	6	2009	2014	2012
2013	216 173,6	140 908,4	4 526,3	7	2010	2010	2013
2014	219 521,0	142 784,7	4 575,3	8	2011	2011	2008
2015	222 355,5	144 471,3	4 566,9	9	2013	2012	2009
2016	225 574,0	147 088,7	4 684,2	10	2012	2013	2007
Evol. 2007-2016	+ 1,6 %	+ 0,4 %	+ 5,4 %				

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et plus - EFT (lfsq_egaps)

Graphique 36
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lors du T4 2016, l'emploi total s'élevait en Belgique à 4,68 millions, soit le niveau le plus élevé sur l'ensemble de la période examinée. L'emploi a ainsi enregistré une hausse de 5,4 % par rapport au T4 2007. Même pendant la crise, l'emploi en Belgique est toujours resté supérieur ou équivalent au niveau enregistré en 2007.

Cela n'est le cas ni pour l'Union européenne ni pour la zone euro où l'emploi a, à partir de la crise économique de 2009, chuté sous le niveau de 2007. Grâce à la croissance continue depuis 2014, l'emploi au sein de l'Union européenne et dans la zone euro rejoint à nouveau un niveau qui est plus élevé que le niveau d'avant la crise de 2007 (respectivement + 1,6 % et + 0,4 %).

Sur une base annuelle, la Belgique enregistre au T4 2016 une croissance relativement élevée de 2,6 %.

9.1 Evolution de la conjoncture

9.1.1 PIB et baromètre de la conjoncture

Tableau 32
Evolution du PIB et du baromètre de la conjoncture à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		PIB			Baromètre de la conjoncture
		En millions d'euros chaînés (année de référence 2013)	Variations sur base trimestrielle	Variations sur base annuelle	
2007	T1	94 971	+ 1,3 %	+ 3,5 %	+ 4,9
	T2	95 330	+ 0,4 %	+ 3,6 %	+ 7,0
	T3	96 035	+ 0,7 %	+ 3,5 %	+ 5,6
	T4	96 513	+ 0,5 %	+ 2,9 %	+ 1,6
	Année	382 849	-	+ 3,4 %	+ 4,8
2008	T1	97 077	+ 0,6 %	+ 2,2 %	+ 1,9
	T2	97 224	+ 0,2 %	+ 2,0 %	- 0,9
	T3	96 712	- 0,5 %	+ 0,7 %	- 4,7
	T4	94 691	- 2,1 %	- 1,9 %	- 21,5
	Année	385 704	-	+ 0,7 %	- 6,3
2009	T1	93 558	- 1,2 %	- 3,6 %	- 30,3
	T2	93 497	- 0,1 %	- 3,8 %	- 26,9
	T3	94 524	+ 1,1 %	- 2,3 %	- 19,6
	T4	95 321	+ 0,8 %	+ 0,7 %	- 10,3
	Année	376 900	-	- 2,3 %	- 21,8
2010	T1	95 730	+ 0,4 %	+ 2,3 %	- 5,9
	T2	96 697	+ 1,0 %	+ 3,4 %	- 5,0
	T3	97 091	+ 0,4 %	+ 2,7 %	- 5,0
	T4	97 540	+ 0,5 %	+ 2,3 %	+ 0,4
	Année	387 058	-	+ 2,7 %	- 3,9
2011	T1	98 216	+ 0,7 %	+ 2,6 %	+ 5,5
	T2	98 461	+ 0,2 %	+ 1,8 %	+ 0,4
	T3	98 631	+ 0,2 %	+ 1,6 %	- 6,6
	T4	98 704	+ 0,1 %	+ 1,2 %	- 11,1
	Année	394 012	-	+ 1,8 %	- 2,9
2012	T1	98 886	+ 0,2 %	+ 0,7 %	- 8,9
	T2	98 679	- 0,2 %	+ 0,2 %	- 11,7
	T3	98 552	- 0,1 %	- 0,1 %	- 11,6
	T4	98 435	- 0,1 %	- 0,3 %	- 12,9
	Année	394 552	-	+ 0,1 %	- 11,3
2013	T1	98 095	- 0,3 %	- 0,8 %	- 13,1
	T2	98 339	+ 0,2 %	- 0,3 %	- 13,3
	T3	98 725	+ 0,4 %	+ 0,2 %	- 9,1
	T4	99 147	+ 0,4 %	+ 0,7 %	- 6,1
	Année	394 306	-	- 0,1 %	- 10,4
2014	T1	99 681	+ 0,5 %	+ 1,6 %	- 4,7
	T2	100 050	+ 0,4 %	+ 1,7 %	- 5,9
	T3	100 398	+ 0,3 %	+ 1,7 %	- 7,3
	T4	100 668	+ 0,3 %	+ 1,5 %	- 6,6
	Année	400 797	-	+ 1,6 %	- 6,1
2015	T1	101 045	+ 0,4 %	+ 1,4 %	- 7,8
	T2	101 641	+ 0,6 %	+ 1,6 %	- 5,0
	T3	101 745	+ 0,1 %	+ 1,3 %	- 5,3
	T4	102 283	+ 0,5 %	+ 1,6 %	- 3,1
	Année	406 714	-	+ 1,5 %	- 5,3
2016	T1	102 371	+ 0,1 %	+ 1,3 %	- 4,6
	T2	102 876	+ 0,5 %	+ 1,2 %	- 1,5
	T3	102 958	+ 0,1 %	+ 1,2 %	- 1,4
	T4	103 359	+ 0,4 %	+ 1,1 %	- 1,3
	Année	411 564	-	+ 1,2 %	- 2,2
2017	T1	103 889	+ 0,5 %	+ 1,5 %	- 0,7

Source : BNB Statistiques online (stat.nbb.be) - PIB de l'économie totale en millions d'euros chaînés (année de référence 2013) - corrigé des variations saisonnières et des effets calendaires + Enquête mensuelle de conjoncture : courbe synthétique corrigée des influences saisonnières + communiqué de presse - ICN - Flash estimate et comptes trimestriels (trimestre le plus récent)

9.1.2 Offres d'emploi

Tableau 33
Evolution du nombre d'offres d'emploi par Région à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	53 058	18 174	3 392	74 624	2007	T1	100	100	100	100
	T2	50 674	20 240	3 109	74 023		T2	100	100	100	100
	T3	50 344	18 050	3 313	71 707		T3	100	100	100	100
	T4	47 664	17 183	3 315	68 162		T4	100	100	100	100
	Année	201 740	73 647	13 129	288 516		Année	100	100	100	100
2008	T1	53 232	20 045	3 866	77 143	2008	T1	100	110	114	103
	T2	50 882	18 409	3 859	73 150		T2	100	91	124	99
	T3	48 474	19 385	3 992	71 851		T3	96	107	120	100
	T4	40 507	14 610	3 705	58 822		T4	85	85	112	86
	Année	193 095	72 449	15 422	280 966		Année	96	98	117	97
2009	T1	40 648	18 879	3 854	63 381	2009	T1	77	104	114	85
	T2	35 780	15 232	3 364	54 376		T2	71	75	108	73
	T3	35 983	16 397	4 448	56 828		T3	71	91	134	79
	T4	35 589	13 142	3 795	52 526		T4	75	76	114	77
	Année	148 000	63 650	15 461	227 111		Année	73	86	118	79
2010	T1	42 230	18 060	4 348	64 638	2010	T1	80	99	128	87
	T2	43 307	17 487	3 937	64 731		T2	85	86	127	87
	T3	45 832	17 417	4 872	68 121		T3	91	96	147	95
	T4	43 431	15 646	4 209	63 286		T4	91	91	127	93
	Année	174 800	68 610	17 366	260 776		Année	87	93	132	90
2011	T1	53 425	19 867	4 860	78 152	2011	T1	101	109	143	105
	T2	52 485	19 560	5 213	77 258		T2	104	97	168	104
	T3	50 498	18 572	5 805	74 875		T3	100	103	175	104
	T4	44 923	15 563	5 255	65 741		T4	94	91	159	96
	Année	201 331	73 562	21 133	296 026		Année	100	100	161	103
2012	T1	48 860	18 644	5 305	72 809	2012	T1	92	103	156	98
	T2	46 219	15 095	4 673	65 987		T2	91	75	150	89
	T3	41 409	17 066	4 271	62 746		T3	82	95	129	88
	T4	40 322	13 455	3 962	57 739		T4	85	78	120	85
	Année	176 810	64 260	18 211	259 281		Année	88	87	139	90
2013	T1	41 058	14 660	4 706	60 424	2013	T1	77	81	139	81
	T2	39 111	12 813	4 334	56 258		T2	77	63	139	76
	T3	36 431	12 961	4 989	54 381		T3	72	72	151	76
	T4	37 139	11 962	4 184	53 285		T4	78	70	126	78
	Année	153 739	52 396	18 213	224 348		Année	76	71	139	78
2014	T1	42 420	14 065	4 567	61 052	2014	T1	80	77	135	82
	T2	39 473	12 993	4 560	57 026		T2	78	64	147	77
	T3	40 609	12 637	5 049	58 295		T3	81	70	152	81
	T4	36 586	12 063	4 275	52 924		T4	77	70	129	78
	Année	159 088	51 758	18 451	229 297		Année	79	70	141	79
2015	T1	45 066	13 567	4 976	63 609	2015	T1	85	75	147	85
	T2	43 519	12 739	4 810	61 068		T2	86	63	155	82
	T3	45 580	12 554	5 408	63 542		T3	91	70	163	89
	T4	45 143	12 381	4 969	62 493		T4	95	72	150	92
	Année	179 308	51 241	20 163	250 712		Année	89	70	154	87
2016	T1	55 489	14 995	5 125	75 609	2016	T1	105	83	151	101
	T2	58 510	15 248	6 007	79 765		T2	115	75	193	108
	T3	56 745	13 744	5 320	75 809		T3	113	76	161	106
	T4	55 927	13 457	5 188	74 572		T4	117	78	157	109
	Année	226 671	57 444	21 640	305 755		Année	112	78	165	106
2017	T1	65 868	18 003	5 915	89 786	2017	T1	124	99	174	120

Sources : VDAB, FOREM, Actiris, ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Les offres d'emploi communiquées au VDAB par le biais de bureaux de recrutement ou de sélection ne sont plus reprises, de sorte que la série historique n'est pas la même que celle des publications précédentes.

9.1.3 Travail intérimaire

Tableau 34

Evolution du nombre moyen d'heures journalières prestées dans le cadre du travail intérimaire à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	202 984	354 577	557 561	2007	T1	100	100	100
	T2	220 413	394 204	614 617		T2	100	100	100
	T3	285 137	458 909	744 046		T3	100	100	100
	T4	238 201	392 917	631 118		T4	100	100	100
	Année	236 684	400 152	636 835		Année	100	100	100
2008	T1	225 510	351 362	576 871	2008	T1	111	99	103
	T2	233 581	377 399	610 979		T2	106	96	99
	T3	299 759	421 181	720 940		T3	105	92	97
	T4	235 252	327 235	562 487		T4	99	83	89
	Année	248 525	369 294	617 820		Année	105	92	97
2009	T1	202 263	234 668	436 931	2009	T1	100	66	78
	T2	199 619	248 157	447 776		T2	91	63	73
	T3	249 429	309 397	558 827		T3	87	67	75
	T4	206 788	285 401	492 188		T4	87	73	78
	Année	214 525	269 406	483 930		Année	91	67	76
2010	T1	191 144	250 924	442 068	2010	T1	94	71	79
	T2	204 201	307 594	511 795		T2	93	78	83
	T3	265 605	381 451	647 055		T3	93	83	87
	T4	227 552	350 317	577 869		T4	96	89	92
	Année	222 126	322 571	544 697		Année	94	81	86
2011	T1	210 367	314 400	524 768	2011	T1	104	89	94
	T2	223 536	354 183	577 719		T2	101	90	94
	T3	281 121	401 862	682 983		T3	99	88	92
	T4	233 216	344 425	577 641		T4	98	88	92
	Année	237 060	353 717	590 778		Année	100	88	93
2012	T1	206 790	284 259	491 049	2012	T1	102	80	88
	T2	218 552	318 349	536 901		T2	99	81	87
	T3	268 932	357 573	626 505		T3	94	78	84
	T4	225 169	301 687	526 856		T4	95	77	83
	Année	229 861	315 467	545 328		Année	97	79	86
2013	T1	205 755	252 942	458 698	2013	T1	101	71	82
	T2	213 215	289 888	503 103		T2	97	74	82
	T3	261 509	341 997	603 507		T3	92	75	81
	T4	223 317	313 570	536 888		T4	94	80	85
	Année	225 949	299 599	525 549		Année	95	75	83
2014	T1	203 394	275 504	478 898	2014	T1	100	78	86
	T2	226 986	320 888	547 874		T2	103	81	89
	T3	285 229	373 928	659 157		T3	100	81	89
	T4	238 259	327 073	565 332		T4	100	83	90
	Année	238 467	324 348	562 816		Année	101	81	88
2015	T1	225 808	304 478	530 286	2015	T1	111	86	95
	T2	252 636	349 847	602 483		T2	115	89	98
	T3	305 375	395 561	700 936		T3	107	86	94
	T4	265 134	357 074	622 208		T4	111	91	99
	Année	262 238	351 740	613 978		Année	111	88	96
2016	T1	245 457	318 478	563 935	2016	T1	121	90	101
	T2	265 294	360 244	625 539		T2	120	91	102
	T3	323 223	416 844	740 067		T3	113	91	99
	T4	276 042	381 993	658 035		T4	116	97	104
	Année	277 504	369 390	646 894		Année	117	92	102
2017	T1	246 822	334 224	581 046	2017	T1	122	94	104

Source : Fedegon

NB : la moyenne journalière par trimestre se base sur les moyennes journalières par mois.

9.1.4 Créations d'entreprises

Tableau 35

Evolution du nombre de constitutions d'entreprises dans le secteur marchand⁹ à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	7 029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3 600	1 408	1 178	6 186		T2	92	98	93	94
	T3	3 437	1 215	1 045	5 697		T3	96	96	97	96
	T4	4 168	1 479	1 302	6 949		T4	87	92	90	89
	Année	15 340	5 663	4 856	25 861		Année	92	96	95	93
2015	T1	4 251	1 554	1 242	7 047	2015	T1	95	98	93	96
	T2	3 884	1 372	1 178	6 434		T2	99	95	93	97
	T3	3 989	1 400	1 188	6 577		T3	112	110	111	111
	T4	4 859	1 681	1 362	7 902		T4	102	104	95	101
	Année	16 983	6 007	4 970	27 960		Année	102	102	97	101
2016	T1	5 151	1 743	1 446	8 346	2016	T1	115	110	109	113
	T2	4 435	1 702	1 347	7 484		T2	114	118	106	113
	T3	4 162	1 417	1 165	6 744		T3	117	112	109	114
	T4	5 264	1 784	1 482	8 530		T4	110	110	103	109
	Année	19 012	6 646	5 440	31 104		Année	114	113	106	112

Source : SPF Economie

⁹ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique : il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

9.1.5 Faillites avec ou sans perte d'emplois

Tableau 36

Evolution du nombre des faillites d'entreprises avec ou sans personnel à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total
2007	T1	997	546	373	1 924	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	578	416	1 958		T2	100	100	100	100
	T3	728	398	308	1 436		T3	100	100	100	100
	T4	1 001	634	424	2 075		T4	100	100	100	100
	Année	3 678	2 156	1 521	7 393		Année	100	100	100	100
2008	T1	943	587	416	1 952	2008	T1	95	108	112	101
	T2	1 061	658	471	2 206		T2	111	114	113	113
	T3	856	450	445	1 757		T3	118	113	144	122
	T4	1 140	669	494	2 310		T4	114	106	117	111
	Année	4 000	2 364	1 826	8 225		Année	109	110	120	111
2009	T1	1 306	737	417	2 466	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1 194	687	471	2 359		T2	125	119	113	120
	T3	875	565	432	1 876		T3	120	142	140	131
	T4	1 250	677	498	2 429		T4	125	107	117	117
	Année	4 625	2 666	1 818	9 130		Année	126	124	120	123
2010	T1	1 329	714	504	2 554	2010	T1	133	131	135	133
	T2	1 304	717	472	2 498		T2	137	124	113	128
	T3	1 022	586	434	2 048		T3	140	147	141	143
	T4	1 180	696	534	2 417		T4	118	110	126	116
	Année	4 835	2 713	1 944	9 517		Année	131	126	128	129
2011	T1	1 318	770	496	2 592	2011	T1	132	141	133	135
	T2	1 202	778	562	2 550		T2	126	135	135	130
	T3	1 014	651	467	2 137		T3	139	164	152	149
	T4	1 276	739	778	2 799		T4	127	117	183	135
	Année	4 810	2 938	2 303	10 078		Année	131	136	151	136
2012	T1	1 319	763	473	2 560	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1 398	782	521	2 705		T2	147	135	125	138
	T3	1 100	597	538	2 238		T3	151	150	175	156
	T4	1 498	793	702	3 001		T4	150	125	166	145
	Année	5 315	2 935	2 234	10 504		Année	145	136	147	142
2013	T1	1 444	926	626	3 002	2013	T1	145	170	168	156
	T2	1 407	744	700	2 856		T2	148	129	168	146
	T3	1 248	742	651	2 651		T3	171	186	211	185
	T4	1 570	927	651	3 151		T4	157	146	154	152
	Année	5 669	3 339	2 628	11 660		Année	154	155	173	158
2014	T1	1 446	996	536	2 984	2014	T1	145	182	144	155
	T2	1 326	834	525	2 690		T2	139	144	126	137
	T3	1 079	664	503	2 255		T3	148	167	163	157
	T4	1 420	791	639	2 860		T4	142	125	151	138
	Année	5 271	3 285	2 203	10 789		Année	143	152	145	146
2015	T1	1 383	927	597	2 912	2015	T1	139	170	160	151
	T2	1 340	799	680	2 827		T2	141	138	163	144
	T3	928	559	433	1 925		T3	127	140	141	134
	T4	1 285	703	456	2 449		T4	128	111	108	118
	Année	4 936	2 988	2 166	10 113		Année	134	139	142	137
2016	T1	1 316	694	408	2 429	2016	T1	132	127	109	126
	T2	1 335	712	539	2 591		T2	140	123	130	132
	T3	1 028	531	462	2 024		T3	141	133	150	141
	T4	1 262	636	605	2 505		T4	126	100	143	121
	Année	4 941	2 573	2 014	9 549		Année	134	119	132	129
2017	T1	1 379	728	527	2 637	2017	T1	138	133	141	137

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : les faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. Il s'agit de temps en temps aussi d'une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés. Le total comprend aussi un nombre restreint de faillites d'entreprises dont le siège social est situé à l'étranger.

9.1.6 Faillites avec perte d'emplois

Tableau 37
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	367	242	131	740	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	254	158	787		T2	100	100	100	100
	T3	262	194	119	575		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1358	972	540	2 870		Année	100	100	100	100
2008	T1	352	250	147	749	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	118
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1493	1032	611	3 136		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	320	152	967	2009	T1	135	132	116	131
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	130	139	129	133
	T4	462	297	182	941		T4	131	105	138	123
	Année	1777	1179	644	3 600		Année	131	121	119	125
2010	T1	478	318	164	960	2010	T1	130	131	125	130
	T2	459	305	173	937		T2	122	120	109	119
	T3	387	263	173	823		T3	148	136	145	143
	T4	424	310	162	896		T4	120	110	123	117
	Année	1748	1196	672	3 616		Année	129	123	124	126
2011	T1	478	335	141	954	2011	T1	130	138	108	129
	T2	453	364	143	960		T2	121	143	91	122
	T3	357	299	151	807		T3	136	154	127	140
	T4	437	340	241	1 018		T4	123	121	183	133
	Année	1725	1338	676	3 739		Année	127	138	125	130
2012	T1	507	361	173	1 041	2012	T1	138	149	132	141
	T2	499	345	191	1 035		T2	133	136	121	132
	T3	402	275	157	834		T3	153	142	132	145
	T4	505	349	177	1 031		T4	143	124	134	134
	Année	1 913	1 330	698	3 941		Année	141	137	129	137
2013	T1	524	437	190	1 151	2013	T1	143	181	145	156
	T2	488	321	204	1 013		T2	130	126	129	129
	T3	427	328	208	963		T3	163	169	175	167
	T4	582	400	195	1 177		T4	164	142	148	153
	Année	2 021	1 486	797	4 304		Année	149	153	148	150
2014	T1	475	431	194	1 100	2014	T1	129	178	148	149
	T2	428	354	195	977		T2	114	139	123	124
	T3	389	302	161	852		T3	148	156	135	148
	T4	496	300	218	1 014		T4	140	106	165	132
	Année	1 788	1 387	768	3 943		Année	132	143	142	137
2015	T1	473	405	191	1 069	2015	T1	129	167	146	144
	T2	458	334	208	1 000		T2	122	131	132	127
	T3	334	263	165	762		T3	127	136	139	133
	T4	425	299	186	910		T4	120	106	141	118
	Année	1 690	1 301	750	3 741		Année	124	134	139	130
2016	T1	424	304	160	888	2016	T1	116	126	122	120
	T2	434	286	199	919		T2	118	118	152	124
	T3	322	185	164	671		T3	88	76	125	91
	T4	356	231	181	768		T4	97	95	138	104
	Année	1 536	1 006	704	3 246		Année	113	103	130	113
2017	T1	389	280	170	839	2017	T1	106	116	130	113

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés.

9.1.7

Emplois perdus à la suite de faillites

Tableau 38

Evolution du nombre d'emplois perdus à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 636	1 979	1 286	5 901	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 349	1 251	5 973		T2	100	100	100	100
	T3	1 776	1 613	768	4 157		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 700	695	5 017		T4	100	100	100	100
	Année	9 407	7 641	4 000	21 048		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 974	1 746	1 143	5 863	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 286	1 794	1 069	5 149		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 671	852	4 772		T3	127	104	111	115
	T4	3 225	2 153	912	6 290		T4	123	127	131	125
	Année	10 734	7 364	3 976	22 074		Année	114	96	99	105
2009	T1	3 704	1 914	919	6 537	2009	T1	141	97	71	111
	T2	3 323	2 249	1 074	6 646		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 757	870	4 593		T3	111	109	113	110
	T4	2 377	1 911	1 659	5 947		T4	91	112	239	119
	Année	11 370	7 831	4 522	23 723		Année	121	102	113	113
2010	T1	3 058	2 835	1 035	6 928	2010	T1	116	143	80	117
	T2	2 738	2 157	866	5 761		T2	115	92	69	96
	T3	2 243	1 731	1 011	4 985		T3	126	107	132	120
	T4	2 803	2 104	898	5 805		T4	107	124	129	116
	Année	10 842	8 827	3 810	23 479		Année	115	116	95	112
2011	T1	3 378	2 441	1 336	7 155	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3 067	2 259	960	6 286		T2	129	96	77	105
	T3	2 638	1 576	1 432	5 646		T3	149	98	186	136
	T4	2 693	2 171	1 483	6 347		T4	103	128	213	127
	Année	11 776	8 447	5 211	25 434		Année	125	111	130	121
2012	T1	2 994	3 123	1 222	7 339	2012	T1	114	158	95	124
	T2	3 632	2 036	1 282	6 950		T2	153	87	102	116
	T3	2 435	1 821	879	5 135		T3	137	113	114	124
	T4	4 324	1 898	1 850	8 072		T4	165	112	266	161
	Année	13 385	8 878	5 233	27 496		Année	142	116	131	131
2013	T1	4 098	2 685	1 226	8 009	2013	T1	155	136	95	136
	T2	3 362	2 230	1 231	6 823		T2	142	95	98	114
	T3	3 259	2 118	1 173	6 550		T3	184	131	153	158
	T4	4 629	2 634	1 382	8 645		T4	177	155	199	172
	Année	15 348	9 667	5 012	30 027		Année	163	127	125	143
2014	T1	3 610	3 102	1 428	8 140	2014	T1	137	157	111	138
	T2	3 228	2 059	1 511	6 798		T2	136	88	121	114
	T3	2 520	2 050	1 443	6 013		T3	142	127	188	145
	T4	4 092	1 705	1 759	7 556		T4	156	100	253	151
	Année	13 450	8 916	6 141	28 507		Année	143	117	154	135
2015	T1	3 204	2 689	1 191	7 084	2015	T1	122	136	93	120
	T2	3 180	1 908	1 252	6 340		T2	134	81	100	106
	T3	2 614	1 653	932	5 199		T3	147	102	121	125
	T4	2 925	2 690	1 148	6 763		T4	112	158	165	135
	Année	11 923	8 940	4 523	25 386		Année	127	117	113	121
2016	T1	3 535	1 498	714	5 747	2016	T1	134	76	56	97
	T2	4 262	1 678	1 104	7 044		T2	162	85	86	119
	T3	2 212	827	1 240	4 279		T3	84	42	96	73
	T4	2 482	1 606	1 542	5 630		T4	94	81	120	95
	Année	12 491	5 609	4 600	22 700		Année	133	73	115	108
2017	T1	2 545	1 625	832	5 002	2017	T1	97	82	65	85

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

9.1.8

Licenciements collectifs

Tableau 39

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif à partir du 1^{er} trimestre de 2009

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T1	1 848	20	146	2 014	2009	T1	100	100	100	100
	T2	2 705	230	133	3 068		T2	100	100	100	100
	T3	2 030	887	209	3 126		T3	100	100	100	100
	T4	2 843	585	217	3 645		T4	100	100	100	100
	Année	9 426	1 722	705	11 853		Année	100	100	100	100
2010	T1	3 776	291	4 805	8 872	2010	T1	204	1455	3291	441
	T2	573	421	120	1 114		T2	21	183	90	36
	T3	425	105	175	705		T3	21	12	84	23
	T4	870	316	269	1 455		T4	31	54	124	40
	Année	5 644	1 133	5 369	12 146		Année	60	66	762	102
2011	T1	1 065	310	524	1 899	2011	T1	58	1550	359	94
	T2	592	644	160	1 396		T2	22	280	120	46
	T3	474	340	463	1 277		T3	23	38	222	41
	T4	1 010	1 214	128	2 352		T4	36	208	59	65
	Année	3 141	2 508	1 275	6 924		Année	33	146	181	58
2012	T1	1 553	1 420	216	3 189	2012	T1	84	7100	148	158
	T2	1 919	310	96	2 325		T2	71	135	72	76
	T3	542	80	291	913		T3	27	9	139	29
	T4	7 887	469	243	8 599		T4	277	80	112	236
	Année	11 901	2 279	846	15 026		Année	126	132	120	127
2013	T1	1 129	4 698	344	6 171	2013	T1	61	23490	236	306
	T2	962	518	438	1 918		T2	36	225	329	63
	T3	868	126	146	1 140		T3	43	14	70	36
	T4	768	125	162	1 055		T4	27	21	75	29
	Année	3 727	5 467	1 090	10 284		Année	40	317	155	87
2014	T1	1 416	944	30	2 390	2014	T1	77	4720	21	119
	T2	1 358	197	2 343	3 898		T2	50	86	1762	127
	T3	219	831	138	1 188		T3	11	94	66	38
	T4	1 046	327	311	1 684		T4	37	56	143	46
	Année	4 039	2 299	2 822	9 160		Année	43	134	400	77
2015	T1	1 049	450	328	1 827	2015	T1	57	2250	225	91
	T2	439	295	149	883		T2	16	128	112	29
	T3	600	105	87	792		T3	30	12	42	25
	T4	871	104	192	1 167		T4	31	18	88	32
	Année	2 959	954	756	4 669		Année	31	55	107	39
2016	T1	924	120	370	1 414	2016	T1	50	600	253	70
	T2	1 901	644	218	2 763		T2	70	280	164	90
	T3	753	2 410	831	3 994		T3	37	272	398	128
	T4	653	477	1 707	2 837		T4	23	82	787	78
	Année	4 231	3 651	3 126	11 008		Année	45	212	443	93
2017	T1	1 012	303	68	1 383	2017	T1	55	1515	47	69

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Licenciements collectifs - Longue série

9.2

Evolution des chômeurs temporaires

9.2.1

Chômeurs temporaires par Région en unités physiques

Tableau 40

Evolution du nombre de chômeurs temporaires par Région en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 736		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117
	T2	83 412	43 437	6 897	133 746		T2	120	116	138	119
	T3	70 792	36 317	5 737	112 846		T3	116	105	148	113
	T4	71 425	37 448	4 922	113 796		T4	99	98	116	99
	Année	84 281	44 408	6 429	135 118		Année	112	111	133	113
2015	T1	111 479	57 766	7 602	176 847	2015	T1	115	115	122	115
	T2	72 525	41 541	6 037	120 103		T2	104	111	121	107
	T3	56 440	30 351	4 758	91 549		T3	92	88	123	92
	T4	68 193	37 291	5 377	110 862		T4	95	97	126	97
	Année	77 159	41 737	5 943	124 840		Année	103	104	123	104
2016	T1	104 434	53 766	7 930	166 130	2016	T1	107	107	128	108
	T2	80 773	43 159	8 193	132 125		T2	116	115	164	118
	T3	52 234	28 697	5 687	86 618		T3	86	83	147	87
	T4	55 514	31 580	4 930	92 025		T4	77	82	116	80
	Année	73 239	39 300	6 685	119 224		Année	98	98	138	99
2017	T1	81 635	47 135	6 539	135 310	2017	T1	84	94	105	88

9.2.2

Chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires

Tableau 41

Evolution du nombre de chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 200	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 700		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108
	T2	16 174	10 941	1 666	28 781		T2	108	101	100	105
	T3	13 149	8 890	1 464	23 503		T3	106	93	101	101
	T4	14 212	9 379	1 224	24 815		T4	96	87	83	92
	Année	17 173	11 865	1 639	30 677		Année	105	100	98	102
2015	T1	24 399	18 330	1 936	44 665	2015	T1	103	112	93	106
	T2	13 406	9 860	1 366	24 632		T2	90	91	82	90
	T3	10 333	6 967	1 173	18 472		T3	84	73	81	79
	T4	12 536	8 743	1 203	22 482		T4	85	82	82	83
	Année	15 169	10 975	1 419	27 563		Année	92	92	85	92
2016	T1	23 172	16 388	1 905	41 466	2016	T1	98	100	91	99
	T2	14 093	9 718	1 757	25 568		T2	94	90	105	93
	T3	9 530	6 622	1 332	17 484		T3	77	69	92	75
	T4	9 825	7 273	1 079	18 177		T4	67	68	74	67
	Année	14 155	10 000	1 518	25 674		Année	86	84	91	86
2017	T1	17 514	14 145	1 579	33 238	2017	T1	74	87	76	79

9.2.3

Chômeurs temporaires par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)¹⁰

Tableau 42

Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le type à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	dont suspension employés	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres
2007	T1	1 753 577	1 224 865	146 921	111 369	0	100	100	100	100
	T2	1 501 717	428 006	153 170	65 111	0	100	100	100	100
	T3	1 043 714	356 426	147 357	274 364	0	100	100	100	100
	T4	1 254 681	616 829	133 363	97 510	0	100	100	100	100
	Année	1 388 422	656 531	145 203	137 089	0	100	100	100	100
2008	T1	1 821 540	1 083 745	145 360	108 221	0	104	88	99	97
	T2	1 595 327	427 328	142 523	56 377	0	106	100	93	87
	T3	1 239 821	252 301	141 461	262 485	0	119	71	96	96
	T4	2 014 858	529 769	142 590	112 069	0	161	86	107	115
	Année	1 667 887	573 286	142 983	134 788	0	120	87	98	98
2009	T1	4 487 464	2 048 626	154 829	197 231	0	256	167	105	177
	T2	4 279 409	393 276	148 065	122 897	0	285	92	97	189
	T3	2 712 746	93 825	151 957	254 798	34 499	260	26	103	93
	T4	2 887 393	482 175	149 844	225 773	129 453	230	78	112	232
	Année	3 591 753	754 476	151 174	200 175	40 988	259	115	104	146
2010	T1	3 524 336	2 715 517	161 885	268 456	150 496	201	222	110	241
	T2	2 696 394	307 853	176 318	180 781	117 689	180	72	115	278
	T3	1 727 415	195 572	168 343	275 283	43 761	166	55	114	100
	T4	1 848 074	769 589	159 560	115 647	21 410	147	125	120	119
	Année	2 449 055	997 133	166 526	210 042	83 339	176	152	115	153
2011	T1	2 252 603	1 714 381	166 240	145 477	25 224	128	140	113	131
	T2	2 014 962	155 666	163 359	80 431	28 633	134	36	107	124
	T3	1 400 720	204 949	164 571	305 115	22 100	134	58	112	111
	T4	1 752 459	304 182	158 068	127 386	20 785	140	49	119	131
	Année	1 855 186	594 794	163 059	164 602	24 185	134	91	112	120
2012	T1	2 530 785	1 857 472	155 004	153 069	26 935	144	152	106	137
	T2	2 138 604	377 770	165 749	91 420	36 566	142	88	108	140
	T3	1 615 257	210 661	162 142	247 717	33 776	155	59	110	90
	T4	2 105 449	526 139	149 994	155 078	54 396	168	85	112	159
	Année	2 097 524	743 010	158 222	161 821	37 918	151	113	109	118
2013	T1	2 702 686	2 642 671	160 165	217 519	66 135	154	216	109	195
	T2	2 103 690	748 355	165 044	151 278	78 885	140	175	108	232
	T3	1 442 674	111 223	157 764	256 111	62 560	138	31	107	93
	T4	1 624 668	485 590	156 475	134 240	57 333	129	79	117	138
	Année	1 968 430	996 960	159 862	189 787	66 228	142	152	110	138
2014	T1	2 384 973	784 093	160 549	155 599	61 659	136	64	109	140
	T2	1 799 354	177 338	153 726	99 046	54 314	120	41	100	152
	T3	1 279 233	175 891	155 432	212 335	36 731	123	49	105	77
	T4	1 428 678	258 808	137 679	108 004	34 171	114	42	103	111
	Année	1 723 060	349 032	151 846	143 746	46 719	124	53	105	105
2015	T1	1 942 819	1 201 294	150 529	140 876	45 653	111	98	102	126
	T2	1 444 290	230 102	147 814	78 050	38 375	96	54	97	120
	T3	993 665	127 487	133 661	186 337	30 087	95	36	91	68
	T4	1 161 052	335 583	149 857	96 125	30 682	93	54	112	99
	Année	1 385 457	473 617	145 465	125 347	36 199	100	72	100	91
2016	T1	1 753 989	1 165 249	144 191	128 089	38 945	100	95	98	115
	T2	1 267 537	441 670	182 914	98 431	36 474	84	103	119	151
	T3	857 653	178 543	152 246	176 934	27 038	82	50	103	64
	T4	947 271	263 205	145 209	71 698	31 018	75	43	109	74
	Année	1 206 613	512 167	156 140	118 788	33 368	87	78	108	87
2017	T1	1 332 711	972 111	146 447	105 770	32 920	76	79	100	95

¹⁰ Concernant le nombre de jours indemnisés, on reprend en principe les données après vérification. Celles-ci ne sont toutefois disponibles qu'avec un retard d'environ 6 mois. Dès lors, ce sont les données avant vérification qui sont utilisées pour la période la plus récente.

9.2.4

Chômeurs temporaires par branche d'activités (en unités budgétaires)

Tableau 43

Evolution du nombre de chômeurs temporaires par branche d'activités en unités budgétaires à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances	Autres	Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances
2007	T1	15 465	11 487	8 416	1 131	5 589	100	100	100	100
	T2	8 300	8 895	6 143	908	3 205	100	100	100	100
	T3	7 551	6 271	5 704	864	2 988	100	100	100	100
	T4	9 701	7 202	5 902	827	3 302	100	100	100	100
	Année	10 254	8 464	6 541	933	3 771	100	100	100	100
2008	T1	14 111	10 692	9 134	1 150	5 605	91	93	109	102
	T2	8 463	9 174	6 615	895	3 392	102	103	108	99
	T3	6 819	7 701	5 938	911	2 997	90	123	104	105
	T4	9 564	13 449	7 459	1 000	4 454	99	187	126	121
	Année	9 739	10 254	7 287	989	4 112	95	121	111	106
2009	T1	23 321	33 785	17 373	1 917	12 919	151	294	206	170
	T2	10 050	30 018	13 533	1 490	8 737	121	337	220	164
	T3	6 290	18 336	9 432	1 135	5 836	83	292	165	131
	T4	10 497	19 676	10 273	1 212	6 435	108	273	174	146
	Année	12 539	25 454	12 653	1 438	8 482	122	301	193	154
2010	T1	28 992	26 660	17 335	1 845	12 744	187	232	206	163
	T2	9 026	16 869	10 348	1 193	5 593	109	190	168	131
	T3	6 984	10 069	8 008	1 011	4 175	92	161	140	117
	T4	11 708	10 885	8 562	1 022	5 000	121	151	145	123
	Année	14 178	16 121	11 063	1 268	6 878	138	190	169	136
2011	T1	21 462	13 914	11 727	2 173	6 442	139	121	139	192
	T2	9 247	10 479	6 992	1 856	2 496	111	118	114	204
	T3	9 012	7 295	6 452	1 588	2 238	119	116	113	184
	T4	10 161	9 106	6 478	1 784	2 679	105	126	110	216
	Année	12 471	10 199	7 912	1 850	3 464	122	120	121	198
2012	T1	26 605	14 788	11 806	2 600	5 578	172	129	140	230
	T2	11 067	11 570	8 015	1 940	3 271	133	130	130	214
	T3	8 859	8 736	6 951	1 728	2 633	117	139	122	200
	T4	12 391	13 730	6 510	1 914	3 154	128	191	110	231
	Année	14 730	12 206	8 321	2 045	3 659	144	144	127	219
2013	T1	34 760	18 930	12 710	3 033	5 446	225	165	151	268
	T2	14 646	12 981	8 223	2 041	3 129	176	146	134	225
	T3	7 165	8 434	6 289	1 561	1 884	95	134	110	181
	T4	11 224	9 497	5 915	1 693	2 091	116	132	100	205
	Année	16 949	12 460	8 284	2 082	3 138	165	147	127	223
2014	T1	16 678	13 118	10 014	2 338	3 461	108	114	119	207
	T2	8 926	9 722	6 393	1 733	2 007	108	109	104	191
	T3	7 834	6 802	5 882	1 430	1 556	104	108	103	166
	T4	8 563	7 877	5 145	1 467	1 764	88	109	87	177
	Année	10 500	9 380	6 859	1 742	2 197	102	111	105	187
2015	T1	19 215	10 247	9 729	2 117	3 357	124	89	116	187
	T2	8 073	7 522	5 968	1 416	1 654	97	85	97	156
	T3	5 786	5 255	5 118	1 117	1 196	77	84	90	129
	T4	8 119	6 591	5 131	1 286	1 354	84	92	87	155
	Année	10 298	7 404	6 486	1 484	1 890	100	87	99	159
2016	T1	17 435	9 916	9 373	1 855	2 887	113	86	111	164
	T2	8 928	7 206	6 297	1 385	1 752	108	81	103	153
	T3	5 494	4 701	5 033	1 071	1 185	73	75	88	124
	T4	6 087	5 227	4 486	1 081	1 297	63	73	76	131
	Année	9 486	6 762	6 297	1 348	1 780	93	80	96	145
2017	T1	14 033	7 237	7 898	1 548	2 521	91	63	94	137

9.3

Evolution des chômeurs complets indemnifiés

9.3.1

CCI-DE selon le régime

Tableau 44

Evolution du nombre de CCI-DE selon le régime en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total
2007	T1	327 072	118 441	20 625		466 138	100	100	100	-	100
	T2	312 216	113 582	19 938	11	445 747	100	100	100	-	100
	T3	313 113	121 213	20 255	41	454 621	100	100	100	-	100
	T4	298 140	112 570	18 607	105	429 422	100	100	100	-	100
	Année	312 635	116 452	19 856	52	448 982	100	100	100	-	100
2008	T1	306 893	111 082	19 068	886	437 929	94	94	92	100	94
	T2	289 331	105 517	18 182	1 048	414 077	93	93	91	100	93
	T3	294 693	111 390	18 477	1 414	425 974	94	92	91	100	94
	T4	290 854	105 621	17 536	1 438	415 450	98	94	94	100	97
	Année	295 443	108 403	18 316	1 196	423 357	95	93	92	100	94
2009	T1	320 058	108 156	18 693	1 897	448 804	98	91	91	214	96
	T2	321 459	107 314	18 687	1 892	449 352	103	94	94	181	101
	T3	331 516	115 339	19 395	1 995	468 245	106	95	96	141	103
	T4	323 677	108 961	18 693	2 122	453 453	109	97	100	148	106
	Année	324 178	109 942	18 867	1 976	454 963	104	94	95	165	101
2010	T1	342 704	110 936	19 940	2 513	476 093	105	94	97	284	102
	T2	327 330	107 651	19 213	2 717	456 911	105	95	96	259	103
	T3	326 737	113 823	19 734	2 960	463 254	104	94	97	209	102
	T4	317 062	107 460	18 997	3 060	446 579	106	95	102	213	104
	Année	328 458	109 967	19 471	2 812	460 709	105	94	98	235	103
2011	T1	328 408	107 171	20 086	3 740	459 404	100	90	97	422	99
	T2	311 657	101 005	19 328	3 925	435 915	100	89	97	375	98
	T3	315 777	109 375	19 913	4 199	449 264	101	90	98	297	99
	T4	308 800	105 101	18 936	4 226	437 062	104	93	102	294	102
	Année	316 160	105 663	19 566	4 023	445 411	101	91	99	336	99
2012	T1	323 634	104 081	20 129	4 259	452 102	99	88	98	481	97
	T2	312 900	96 673	19 943	4 229	433 746	100	85	100	404	97
	T3	318 993	101 111	20 608	4 236	444 947	102	83	102	300	98
	T4	309 818	101 790	19 010	4 208	434 826	104	90	102	293	101
	Année	316 336	100 914	19 923	4 233	441 406	101	87	100	354	98
2013	T1	332 450	103 844	20 465	4 303	461 061	102	88	99	486	99
	T2	327 996	97 705	20 705	4 381	450 787	105	86	104	418	101
	T3	335 212	99 380	21 453	4 513	460 558	107	82	106	319	101
	T4	333 048	100 302	20 827	4 557	458 733	112	89	112	317	107
	Année	332 176	100 308	20 862	4 439	457 785	106	86	105	371	102
2014	T1	356 161	99 593	22 769	4 684	483 208	109	84	110	529	104
	T2	337 102	88 603	21 820	4 765	452 289	108	78	109	455	101
	T3	342 354	89 487	22 585	4 890	459 316	109	74	112	346	101
	T4	327 864	85 900	21 021	4 970	439 755	110	76	113	346	102
	Année	340 870	90 896	22 049	4 827	458 642	109	78	111	403	102
2015	T1	349 025	67 886	22 838	5 196	444 945	107	57	111	587	95
	T2	330 266	57 501	22 086	5 363	415 216	106	51	111	512	93
	T3	327 263	54 568	22 222	6 068	410 121	105	45	110	429	90
	T4	318 153	53 998	21 175	6 120	399 446	107	48	114	426	93
	Année	331 177	58 488	22 080	5 686	417 432	106	50	111	475	93
2016	T1	330 141	54 133	22 200	6 188	412 661	101	46	108	699	89
	T2	314 709	49 890	21 710	6 415	392 724	101	44	109	612	88
	T3	316 259	48 984	22 107	6 460	393 810	101	40	109	457	87
	T4	305 945	48 368	20 891	6 450	381 655	103	43	112	449	89
	Année	316 764	50 344	21 727	6 378	395 213	101	43	109	533	88
2017	T1	318 672	47 415	22 050	6 597	394 734	97	40	107	745	85

9.3.2 CCI-DE selon la Région

Tableau 45

Evolution du nombre de CCI-DE selon la Région en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	172 381	217 557	76 200	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	159 319	211 655	74 773	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	160 698	217 023	76 901	454 621		T3	100	100	100	100
	T4	149 357	207 060	73 005	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	160 439	213 324	75 220	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	154 948	208 801	74 179	437 929	2008	T1	90	96	97	94
	T2	142 199	199 771	72 107	414 077		T2	89	94	96	93
	T3	148 124	204 485	73 365	425 974		T3	92	94	95	94
	T4	144 776	198 615	72 059	415 450		T4	97	96	99	97
	Année	147 512	202 918	72 928	423 357		Année	92	95	97	94
2009	T1	165 882	207 696	75 226	448 804	2009	T1	96	95	99	96
	T2	167 354	206 049	75 950	449 352		T2	105	97	102	101
	T3	175 749	213 434	79 062	468 245		T3	109	98	103	103
	T4	170 437	205 855	77 161	453 453		T4	114	99	106	106
	Année	169 855	208 258	76 850	454 963		Année	106	98	102	101
2010	T1	182 556	211 855	81 682	476 093	2010	T1	106	97	107	102
	T2	172 108	204 836	79 968	456 911		T2	108	97	107	103
	T3	172 387	209 278	81 590	463 254		T3	107	96	106	102
	T4	165 117	201 698	79 763	446 579		T4	111	97	109	104
	Année	173 042	206 916	80 751	460 709		Année	108	97	107	103
2011	T1	172 272	205 282	81 851	459 404	2011	T1	100	94	107	99
	T2	159 299	196 613	80 002	435 915		T2	100	93	107	98
	T3	163 819	203 722	81 724	449 264		T3	102	94	106	99
	T4	158 997	198 547	79 518	437 062		T4	106	96	109	102
	Année	163 597	201 041	80 774	445 411		Année	102	94	107	99
2012	T1	167 928	202 106	82 069	452 102	2012	T1	97	93	108	97
	T2	159 705	193 589	80 452	433 746		T2	100	91	108	97
	T3	163 015	199 887	82 045	444 947		T3	101	92	107	98
	T4	159 331	196 373	79 123	434 826		T4	107	95	108	101
	Année	162 495	197 989	80 922	441 406		Année	101	93	108	98
2013	T1	174 658	205 101	81 301	461 061	2013	T1	101	94	107	99
	T2	170 140	199 235	81 413	450 787		T2	107	94	109	101
	T3	174 538	203 735	82 285	460 558		T3	109	94	107	101
	T4	175 006	202 523	81 204	458 733		T4	117	98	111	107
	Année	173 586	202 648	81 551	457 785		Année	108	95	108	102
2014	T1	191 262	208 380	83 566	483 208	2014	T1	111	96	110	104
	T2	176 518	195 822	79 950	452 289		T2	111	93	107	101
	T3	178 641	199 556	81 119	459 316		T3	111	92	105	101
	T4	171 543	191 740	76 472	439 755		T4	115	93	105	102
	Année	179 491	198 874	80 277	458 642		Année	112	93	107	102
2015	T1	182 743	186 341	75 861	444 945	2015	T1	106	86	100	95
	T2	169 836	173 289	72 091	415 216		T2	107	82	96	93
	T3	168 638	170 447	71 035	410 121		T3	105	79	92	90
	T4	165 585	166 159	67 702	399 446		T4	111	80	93	93
	Année	171 700	174 059	71 672	417 432		Année	107	82	95	93
2016	T1	171 795	171 956	68 911	412 661	2016	T1	100	79	90	89
	T2	160 887	164 564	67 273	392 724		T2	101	78	90	88
	T3	161 256	165 237	67 317	393 810		T3	100	76	88	87
	T4	157 293	160 833	63 529	381 655		T4	105	78	87	89
	Année	162 808	165 648	66 757	395 213		Année	101	78	89	88
2017	T1	164 856	162 765	67 113	394 734	2017	T1	96	75	88	85

9.3.3 CCI-DE selon le sexe

Tableau 46
Evolution du nombre de CCI-DE selon le sexe en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	225 640	240 498	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	214 680	231 066	445 747		T2	100	100	100
	T3	217 178	237 444	454 621		T3	100	100	100
	T4	208 045	221 377	429 422		T4	100	100	100
	Année	216 386	232 596	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	214 914	223 015	437 929	2008	T1	95	93	94
	T2	201 704	212 374	414 077		T2	94	92	93
	T3	206 275	219 699	425 974		T3	95	93	94
	T4	206 063	209 387	415 450		T4	99	95	97
	Année	207 239	216 119	423 357		Année	96	93	94
2009	T1	229 931	218 873	448 804	2009	T1	102	91	96
	T2	232 250	217 102	449 352		T2	108	94	101
	T3	241 674	226 571	468 245		T3	111	95	103
	T4	236 769	216 684	453 453		T4	114	98	106
	Année	235 156	219 807	454 963		Année	109	95	101
2010	T1	251 046	225 047	476 093	2010	T1	111	94	102
	T2	238 964	217 947	456 911		T2	111	94	103
	T3	239 421	223 833	463 254		T3	110	94	102
	T4	231 898	214 680	446 579		T4	111	97	104
	Année	240 332	220 377	460 709		Année	111	95	103
2011	T1	239 755	219 649	459 404	2011	T1	106	91	99
	T2	225 768	210 147	435 915		T2	105	91	98
	T3	231 256	218 008	449 264		T3	106	92	99
	T4	226 404	210 658	437 062		T4	109	95	102
	Année	230 796	214 616	445 411		Année	107	92	99
2012	T1	237 296	214 806	452 102	2012	T1	105	89	97
	T2	227 289	206 457	433 746		T2	106	89	97
	T3	231 702	213 245	444 947		T3	107	90	98
	T4	229 990	204 837	434 826		T4	111	93	101
	Année	231 569	209 836	441 406		Année	107	90	98
2013	T1	248 783	212 277	461 061	2013	T1	110	88	99
	T2	242 533	208 254	450 787		T2	113	90	101
	T3	245 779	214 778	460 558		T3	113	90	101
	T4	246 432	212 300	458 733		T4	118	96	107
	Année	245 882	211 903	457 785		Année	114	91	102
2014	T1	263 618	219 590	483 208	2014	T1	117	91	104
	T2	246 192	206 098	452 289		T2	115	89	101
	T3	247 785	211 531	459 316		T3	114	89	101
	T4	238 342	201 413	439 755		T4	115	91	102
	Année	248 984	209 658	458 642		Année	115	90	102
2015	T1	246 207	198 738	444 945	2015	T1	109	83	95
	T2	229 195	186 021	415 216		T2	107	81	93
	T3	225 189	184 931	410 121		T3	104	78	90
	T4	219 859	179 587	399 446		T4	106	81	93
	Année	230 113	187 319	417 432		Année	106	81	93
2016	T1	230 063	182 598	412 661	2016	T1	102	76	89
	T2	217 232	175 492	392 724		T2	101	76	88
	T3	216 039	177 771	393 810		T3	99	75	87
	T4	209 474	172 181	381 655		T4	101	78	89
	Année	218 202	177 010	395 213		Année	101	76	88
2017	T1	218 554	176 181	394 734	2017	T1	97	73	85

9.3.4 CCI-DE selon la classe d'âge

Tableau 47

Evolution du nombre de CCI-DE selon la classe d'âge en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total			< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total
2007	T1	65 548	301 684	95 362	3 544	466 138	2007	T1	100	100	100	100	100
	T2	61 332	284 715	96 001	3 699	445 747		T2	100	100	100	100	100
	T3	66 695	286 518	97 408	4 001	454 622		T3	100	100	100	100	100
	T4	60 403	268 214	97 004	3 801	429 422		T4	100	100	100	100	100
	Année	63 494	285 283	96 444	3 761	448 982		Année	100	100	100	100	100
2008	T1	60 249	274 011	100 043	3 626	437 929	2008	T1	92	91	105	102	94
	T2	56 209	256 212	98 366	3 290	414 077		T2	92	90	102	89	93
	T3	61 542	261 814	99 615	3 003	425 974		T3	92	91	102	75	94
	T4	58 568	253 902	100 032	2 948	415 450		T4	97	95	103	78	97
	Année	59 142	261 485	99 514	3 217	423 358		Année	93	92	103	86	94
2009	T1	64 101	276 531	105 161	3 010	448 804	2009	T1	98	92	110	85	96
	T2	64 622	275 557	106 126	3 047	449 353		T2	105	97	111	82	101
	T3	70 895	285 288	108 802	3 259	468 245		T3	106	100	112	81	103
	T4	65 973	275 030	108 995	3 455	453 453		T4	109	103	112	91	106
	Année	66 398	278 102	107 271	3 193	454 964		Année	105	97	111	85	101
2010	T1	67 732	290 858	113 851	3 651	476 093	2010	T1	103	96	119	103	102
	T2	63 420	277 018	112 764	3 709	456 911		T2	103	97	117	100	103
	T3	67 145	278 971	113 249	3 890	463 254		T3	101	97	116	97	102
	T4	61 554	268 498	112 411	4 116	446 579		T4	102	100	116	108	104
	Année	64 963	278 836	113 069	3 841	460 709		Année	102	98	117	102	103
2011	T1	61 169	278 715	115 205	4 316	459 404	2011	T1	93	92	121	122	99
	T2	55 946	262 044	113 415	4 509	435 915		T2	91	92	118	122	98
	T3	62 254	268 162	114 046	4 803	449 265		T3	93	94	117	120	99
	T4	58 852	260 182	112 955	5 073	437 062		T4	97	97	116	133	102
	Année	59 555	267 276	113 905	4 675	445 412		Année	94	94	118	124	99
2012	T1	59 008	273 184	114 682	5 229	452 103	2012	T1	90	91	120	148	97
	T2	52 746	262 778	112 769	5 453	433 746		T2	86	92	117	147	97
	T3	56 417	270 031	112 419	6 081	444 947		T3	85	94	115	152	98
	T4	58 357	260 840	109 180	6 450	434 827		T4	97	97	113	170	101
	Année	56 632	266 708	112 262	5 803	441 406		Année	89	93	116	154	98
2013	T1	62 358	281 166	110 919	6 618	461 061	2013	T1	95	93	116	187	99
	T2	57 193	273 905	112 629	7 061	450 788		T2	93	96	117	191	101
	T3	58 457	279 166	115 388	7 546	460 558		T3	88	97	118	189	101
	T4	60 332	273 364	117 166	7 870	458 733		T4	100	102	121	207	107
	Année	59 585	276 900	114 026	7 274	457 785		Année	94	97	118	193	102
2014	T1	62 134	290 735	122 666	7 672	483 208	2014	T1	95	96	129	216	104
	T2	52 721	270 379	121 675	7 515	452 289		T2	86	95	127	203	101
	T3	52 293	275 531	123 391	8 101	459 316		T3	78	96	127	202	101
	T4	50 627	258 696	122 008	8 423	439 755		T4	84	96	126	222	102
	Année	54 444	273 836	122 435	7 928	458 642		Année	86	96	127	211	102
2015	T1	50 693	259 045	124 626	10 581	444 945	2015	T1	77	86	131	299	95
	T2	43 020	241 074	120 680	10 442	415 216		T2	70	85	126	282	93
	T3	41 579	237 538	118 912	12 092	410 121		T3	62	83	122	302	90
	T4	41 851	229 587	116 392	11 615	399 446		T4	69	86	120	306	93
	Année	44 286	241 811	120 152	11 183	417 432		Année	70	85	125	297	93
2016	T1	42 865	240 586	117 075	12 136	412 661	2016	T1	65	80	123	342	89
	T2	37 726	227 917	112 421	14 660	392 724		T2	62	80	117	396	88
	T3	36 694	229 011	110 400	17 705	393 810		T3	55	80	113	443	87
	T4	36 825	218 812	106 126	19 892	381 655		T4	61	82	109	523	89
	Année	38 527	229 081	111 505	16 098	395 213		Année	61	80	116	428	88
2017	T1	37 093	229 129	106 597	21 916	394 734	2017	T1	57	76	112	618	85

9.3.5 CCI-DE selon la durée du chômage

Tableau 48

Evolution du nombre de CCI-DE selon la durée du chômage en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total			< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2007	T1	147 851	74 983	243 304	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	134 250	72 018	239 479	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	142 885	72 619	239 118	454 621		T3	100	100	100	100
	T4	136 776	66 577	226 068	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	140 440	71 549	236 992	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	147 214	67 592	223 123	437 929	2008	T1	100	90	92	94
	T2	133 576	65 076	215 426	414 077		T2	99	90	90	93
	T3	143 161	67 641	215 173	425 974		T3	100	93	90	94
	T4	144 638	65 013	205 798	415 450		T4	106	98	91	97
	Année	142 147	66 330	214 880	423 357		Année	101	93	91	94
2009	T1	170 452	70 843	207 509	448 804	2009	T1	115	94	85	96
	T2	170 691	72 628	206 034	449 352		T2	127	101	86	101
	T3	178 955	79 765	209 524	468 245		T3	125	110	88	103
	T4	169 562	80 309	203 582	453 453		T4	124	121	90	106
	Année	172 415	75 886	206 662	454 963		Année	123	106	87	101
2010	T1	176 008	90 766	209 319	476 093	2010	T1	119	121	86	102
	T2	158 555	90 613	207 743	456 911		T2	118	126	87	103
	T3	159 582	91 987	211 684	463 254		T3	112	127	89	102
	T4	154 967	83 693	207 918	446 579		T4	113	126	92	104
	Année	162 278	89 265	209 166	460 709		Année	116	125	88	103
2011	T1	163 822	83 038	212 544	459 404	2011	T1	111	111	87	99
	T2	149 206	77 571	209 138	435 915		T2	111	108	87	98
	T3	157 382	78 879	213 003	449 264		T3	110	109	89	99
	T4	156 397	74 183	206 482	437 062		T4	114	111	91	102
	Année	156 702	78 418	210 292	445 411		Année	112	110	89	99
2012	T1	168 427	76 710	206 965	452 102	2012	T1	114	102	85	97
	T2	153 511	76 052	204 183	433 746		T2	114	106	85	97
	T3	157 719	80 589	206 639	444 947		T3	110	111	86	98
	T4	159 055	77 224	198 547	434 826		T4	116	116	88	101
	Année	159 678	77 644	204 083	441 406		Année	114	109	86	98
2013	T1	178 956	82 009	200 096	461 061	2013	T1	121	109	82	99
	T2	170 385	79 225	201 178	450 787		T2	127	110	84	101
	T3	170 560	84 121	205 877	460 558		T3	119	116	86	101
	T4	173 307	82 967	202 459	458 733		T4	127	125	90	107
	Année	173 302	82 080	202 402	457 785		Année	123	115	85	102
2014	T1	188 684	88 585	205 939	483 208	2014	T1	128	118	85	104
	T2	166 514	84 626	201 150	452 289		T2	124	118	84	101
	T3	166 289	87 422	205 604	459 316		T3	116	120	86	101
	T4	156 949	81 759	201 047	439 755		T4	115	123	89	102
	Année	169 609	85 598	203 435	458 642		Année	121	120	86	102
2015	T1	165 442	83 389	196 114	444 945	2015	T1	112	111	81	95
	T2	148 404	76 391	190 421	415 216		T2	111	106	80	93
	T3	143 225	76 054	190 841	410 121		T3	100	105	80	90
	T4	142 466	71 159	185 821	399 446		T4	104	107	82	93
	Année	149 884	76 748	190 799	417 432		Année	107	107	81	93
2016	T1	152 973	72 909	186 780	412 661	2016	T1	103	97	77	89
	T2	140 355	70 514	181 855	392 724		T2	105	98	76	88
	T3	137 110	72 255	184 445	393 810		T3	96	99	77	87
	T4	135 384	67 256	179 015	381 655		T4	99	101	79	89
	Année	141 455	70 734	183 024	395 213		Année	101	99	77	88
2017	T1	144 034	70 431	180 269	394 734	2017	T1	97	94	74	85

9.3.6 CCI-DE selon la catégorie familiale

Tableau 49

Evolution du nombre de CCI-DE selon la catégorie familiale en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Chefs de ménage			Isolés			Cohabitants			Total		
2007	T1	161 929	110 226	193 829	466 138	2007	T1	100	100	100	100		
	T2	156 841	105 518	183 253	445 747		T2	100	100	100	100		
	T3	157 406	106 575	190 527	454 622		T3	100	100	100	100		
	T4	149 040	102 918	177 323	429 422		T4	100	100	100	100		
	Année	156 304	106 309	186 233	448 982		Année	100	100	100	100		
2008	T1	149 838	105 449	182 483	437 929	2008	T1	93	96	94	94		
	T2	143 360	100 096	170 511	414 077		T2	91	95	93	93		
	T3	145 397	100 797	179 645	425 974		T3	92	95	94	94		
	T4	140 942	100 131	174 212	415 450		T4	95	97	98	97		
	Année	144 884	101 618	176 713	423 357		Année	93	96	95	94		
2009	T1	147 093	108 152	193 433	448 804	2009	T1	91	98	100	96		
	T2	147 072	108 437	193 677	449 353		T2	94	103	106	101		
	T3	150 441	111 827	205 854	468 245		T3	96	105	108	103		
	T4	145 065	110 426	197 797	453 453		T4	97	107	112	106		
	Année	147 418	109 710	197 690	454 964		Année	94	103	106	101		
2010	T1	149 542	117 051	209 333	476 093	2010	T1	92	106	108	102		
	T2	145 942	112 617	198 217	456 911		T2	93	107	108	103		
	T3	147 438	112 682	203 100	463 254		T3	94	106	107	102		
	T4	142 224	110 736	193 612	446 579		T4	95	108	109	104		
	Année	146 286	113 272	201 065	460 709		Année	94	107	108	103		
2011	T1	144 698	114 215	200 486	459 404	2011	T1	89	104	103	99		
	T2	140 040	108 634	187 235	435 915		T2	89	103	102	98		
	T3	142 581	109 706	196 974	449 265		T3	91	103	103	99		
	T4	137 347	107 899	191 813	437 062		T4	92	105	108	102		
	Année	141 167	110 113	194 127	445 412		Année	90	104	104	99		
2012	T1	139 292	112 467	200 339	452 103	2012	T1	86	102	103	97		
	T2	135 594	108 697	189 455	433 746		T2	86	103	103	97		
	T3	137 822	109 589	197 537	444 947		T3	88	103	104	98		
	T4	132 245	106 317	195 567	434 827		T4	89	103	110	101		
	Année	136 238	109 267	195 724	441 406		Année	87	103	105	98		
2013	T1	136 049	112 680	211 633	461 061	2013	T1	84	102	109	99		
	T2	134 632	110 937	205 108	450 788		T2	86	105	112	101		
	T3	136 573	111 950	212 007	460 558		T3	87	105	111	101		
	T4	133 312	111 270	214 134	458 733		T4	89	108	121	107		
	Année	135 141	111 709	210 720	457 785		Année	86	105	113	102		
2014	T1	136 611	117 114	229 472	483 208	2014	T1	84	106	118	104		
	T2	131 401	110 555	210 330	452 289		T2	84	105	115	101		
	T3	132 737	110 896	215 682	459 316		T3	84	104	113	101		
	T4	126 034	106 577	207 143	439 755		T4	85	104	117	102		
	Année	131 696	111 285	215 657	458 642		Année	84	105	116	102		
2015	T1	123 843	109 385	211 712	444 945	2015	T1	76	99	109	95		
	T2	118 833	102 673	193 700	415 216		T2	76	97	106	93		
	T3	118 074	100 043	191 994	410 121		T3	75	94	101	90		
	T4	113 882	98 110	187 440	399 446		T4	76	95	106	93		
	Année	118 658	102 553	196 212	417 432		Année	76	96	105	93		
2016	T1	116 625	101 668	194 345	412 661	2016	T1	72	92	100	89		
	T2	113 634	98 064	181 004	392 724		T2	72	93	99	88		
	T3	114 362	97 451	181 932	393 810		T3	73	91	95	87		
	T4	109 950	95 132	176 573	381 655		T4	74	92	100	89		
	Année	113 643	98 079	183 464	395 213		Année	73	92	99	88		
2017	T1	111 777	98 996	183 961	394 734	2017	T1	69	90	95	85		

9.3.7 CCI-NDE selon le régime

Tableau 50

Evolution du nombre de CCI-NDE selon le régime en unités physiques à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour raisons sociales ou familiales ou en raison d'une situation d'aidant proche	RCC avec dispense d'IDE	Total	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour raisons sociales ou familiales ou en raison d'une situation d'aidant proche	RCC avec dispense d'IDE	Total
2007	T1	9 239	110 997	10 251	113 508	243 995	100	100	100	100	100
	T2	9 187	108 729	10 834	113 450	242 200	100	100	100	100	100
	T3	10 037	105 984	11 095	113 712	240 828	100	100	100	100	100
	T4	9 121	106 044	10 888	113 646	239 700	100	100	100	100	100
	Année	9 396	107 939	10 767	113 579	241 680	100	100	100	100	100
2008	T1	9 011	103 241	11 107	114 384	237 742	98	93	108	101	97
	T2	8 913	101 582	11 195	113 949	235 639	97	93	103	100	97
	T3	9 927	100 054	11 198	114 319	235 498	99	94	101	101	98
	T4	8 712	98 498	10 889	113 952	232 050	96	93	100	100	97
	Année	9 141	100 844	11 097	114 151	235 232	97	93	103	101	97
2009	T1	8 773	96 410	11 148	114 804	231 135	95	87	109	101	95
	T2	8 706	95 074	10 824	114 929	229 533	95	87	100	101	95
	T3	9 886	94 094	10 721	115 853	230 553	98	89	97	102	96
	T4	8 907	93 626	10 268	116 622	229 423	98	88	94	103	96
	Année	9 068	94 801	10 740	115 552	230 161	97	88	100	102	95
2010	T1	8 833	91 491	10 283	117 944	228 550	96	82	100	104	94
	T2	8 683	89 455	10 004	117 699	225 841	95	82	92	104	93
	T3	9 645	88 105	9 823	117 399	224 973	96	83	89	103	93
	T4	8 518	87 721	9 333	116 995	222 566	93	83	86	103	93
	Année	8 920	89 193	9 861	117 509	225 483	95	83	92	103	93
2011	T1	8 510	85 400	9 432	117 597	220 938	92	77	92	104	91
	T2	8 299	83 392	9 096	115 804	216 591	90	77	84	102	89
	T3	9 241	82 143	8 919	114 293	214 596	92	78	80	101	89
	T4	8 144	81 374	8 514	113 089	211 121	89	77	78	100	88
	Année	8 548	83 077	8 990	115 196	215 812	91	77	84	101	89
2012	T1	8 073	78 906	8 538	112 690	208 207	87	71	83	99	85
	T2	7 982	77 073	8 470	111 249	204 774	87	71	78	98	85
	T3	8 946	75 917	8 304	110 183	203 350	89	72	75	97	84
	T4	7 962	76 360	7 770	109 114	201 206	87	72	71	96	84
	Année	8 241	77 064	8 270	110 809	204 384	88	71	77	98	85
2013	T1	8 086	76 370	7 881	109 260	201 598	88	69	77	96	83
	T2	7 696	72 253	7 747	107 392	195 088	84	66	72	95	81
	T3	8 443	68 757	7 608	105 990	190 798	84	65	69	93	79
	T4	7 330	65 968	7 326	104 991	185 615	80	62	67	92	77
	Année	7 889	70 837	7 641	106 908	193 275	84	66	71	94	80
2014	T1	7 185	62 760	7 340	105 301	182 586	78	57	72	93	75
	T2	6 932	59 696	7 076	103 015	176 718	75	55	65	91	73
	T3	7 784	56 766	6 896	101 103	172 549	78	54	62	89	72
	T4	6 588	54 316	6 320	99 800	167 024	72	51	58	88	70
	Année	7 122	58 385	6 908	102 305	174 719	76	54	64	90	72
2015	T1	6 337	50 534	3 582	99 532	159 986	69	46	35	88	66
	T2	5 997	49 814	2 131	97 054	154 997	65	46	20	86	64
	T3	6 701	47 968	1 498	94 899	151 067	67	45	14	83	63
	T4	5 644	48 080	891	93 217	147 831	62	45	8	82	62
	Année	6 170	49 099	2 026	96 176	153 470	66	45	19	85	64
2016	T1	5 546	47 505	692	91 789	145 531	60	43	7	81	60
	T2	5 301	44 231	740	89 443	139 714	58	41	7	79	58
	T3	6 182	41 002	719	86 953	134 856	62	39	6	76	56
	T4	5 068	38 464	715	84 324	128 571	56	36	7	74	54
	Année	5 524	42 800	716	88 127	137 168	59	40	7	78	57
2017	T1	4 935	35 809	752	81 614	123 111	53	32	7	72	50

9.3.8 DEI-NI selon le régime

Tableau 51
Evolution du nombre de DEI-NI selon la forme d'inscription à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga- toirement	DE Inscrits librement	Total			Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga- toirement	DE Inscrits librement	Total
2007	T1	38 729	32 318	35 503	106 550	2007	T1	100	100	100	100
	T2	26 807	31 016	33 421	91 244		T2	100	100	100	100
	T3	49 852	29 496	35 550	114 898		T3	100	100	100	100
	T4	41 013	30 937	35 386	107 335		T4	100	100	100	100
	Année	39 100	30 942	34 965	105 007		Année	100	100	100	100
2008	T1	35 572	32 022	35 498	103 092	2008	T1	92	99	100	97
	T2	25 666	32 697	34 049	92 411		T2	96	105	102	101
	T3	46 687	30 964	35 410	113 062		T3	94	105	100	98
	T4	39 768	32 270	37 731	109 770		T4	97	104	107	102
	Année	36 924	31 988	35 672	104 584		Année	94	103	102	100
2009	T1	37 773	32 754	39 895	110 423	2009	T1	98	101	112	104
	T2	28 901	31 219	41 049	101 170		T2	108	101	123	111
	T3	51 341	30 947	44 145	126 432		T3	103	105	124	110
	T4	45 050	31 406	45 021	121 477		T4	110	102	127	113
	Année	40 766	31 582	42 528	114 875		Année	104	102	122	109
2010	T1	41 156	33 441	46 346	120 943	2010	T1	106	103	131	114
	T2	29 648	34 397	45 945	109 989		T2	111	111	137	121
	T3	51 948	35 454	50 115	137 516		T3	104	120	141	120
	T4	43 824	36 027	48 203	128 054		T4	107	116	136	119
	Année	41 644	34 830	47 652	124 126		Année	107	113	136	118
2011	T1	38 260	37 014	49 610	124 884	2011	T1	99	115	140	117
	T2	27 920	36 212	48 323	112 454		T2	104	117	145	123
	T3	48 688	36 926	49 257	134 871		T3	98	125	139	117
	T4	42 002	37 015	50 305	129 322		T4	102	120	142	120
	Année	39 217	36 792	49 374	125 383		Année	100	119	141	119
2012	T1	40 624	37 966	52 793	131 383	2012	T1	105	117	149	123
	T2	36 474	36 810	50 275	123 560		T2	136	119	150	135
	T3	56 844	37 648	53 560	148 052		T3	114	128	151	129
	T4	47 777	37 728	55 277	140 782		T4	116	122	156	131
	Année	45 430	37 538	52 976	135 944		Année	116	121	152	129
2013	T1	42 238	38 721	56 979	137 938	2013	T1	109	120	160	129
	T2	37 394	38 035	55 675	131 103		T2	139	123	167	144
	T3	58 541	39 140	57 739	155 420		T3	117	133	162	135
	T4	48 991	39 345	59 049	147 385		T4	119	127	167	137
	Année	46 791	38 810	57 360	142 962		Année	120	125	164	136
2014	T1	43 519	40 467	62 839	146 825	2014	T1	112	125	177	138
	T2	36 725	40 930	59 638	137 292		T2	137	132	178	150
	T3	59 326	42 147	59 956	161 429		T3	119	143	169	140
	T4	50 302	43 683	61 697	155 682		T4	123	141	174	145
	Année	47 468	41 807	61 033	150 307		Année	121	135	175	143
2015	T1	43 664	49 001	68 469	161 134	2015	T1	113	152	193	151
	T2	36 474	48 493	66 973	151 940		T2	136	156	200	167
	T3	55 789	48 832	67 593	172 214		T3	112	166	190	150
	T4	49 117	49 549	70 949	169 615		T4	120	160	201	158
	Année	46 261	48 969	68 496	163 726		Année	118	158	196	156
2016	T1	44 647	48 880	71 878	165 405	2016	T1	115	151	202	155
	T2	38 616	47 256	69 052	154 924		T2	144	152	207	170
	T3	58 925	48 225	69 346	176 496		T3	118	163	195	154
	T4	52 695	55 647	64 768	173 110		T4	128	180	183	161
	Année	48 721	50 002	68 761	167 484		Année	125	162	197	159
2017	T1	47 490	57 376	64 061	168 927	2017	T1	123	178	180	159

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

9.4

Evolution des mesures pour l'emploi

9.4.1

Paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi

Tableau 52

Evolution du nombre de paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Travailleurs à temps partiel	Formations	Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Dispense ALE	Autres	Complément de reprise du travail	Total
2007	T1	47 370	40 254	36 796	5 717	7 974	1 307	540	3 603	143 560
	T2	49 777	40 069	39 245	6 197	8 833	1 307	562	4 367	150 356
	T3	46 673	31 990	39 918	4 974	9 075	1 347	551	4 931	139 459
	T4	46 243	42 664	39 925	6 104	8 970	1 350	501	5 521	151 278
	Année	47 516	38 744	38 971	5 748	8 713	1 328	538	4 605	146 163
2008	T1	49 663	41 623	42 285	6 120	10 369	1 389	574	6 188	158 212
	T2	48 648	38 988	40 989	6 033	10 200	1 410	534	7 164	153 965
	T3	45 893	31 974	39 265	4 860	10 124	1 457	492	7 441	141 506
	T4	47 801	40 657	38 168	6 011	10 154	1 469	485	7 975	152 718
	Année	48 001	38 311	40 177	5 756	10 212	1 431	521	7 192	151 600
2009	T1	52 293	39 135	39 086	6 138	11 564	1 482	546	8 155	158 398
	T2	51 753	37 608	35 224	5 978	10 938	1 443	715	8 625	152 284
	T3	48 411	34 394	32 489	4 798	10 787	1 470	1 043	9 067	142 459
	T4	50 631	44 198	31 946	5 859	11 083	1 466	1 353	10 271	156 807
	Année	50 772	38 834	34 686	5 693	11 093	1 465	914	9 029	152 487
2010	T1	54 078	42 640	33 320	5 770	12 247	1 471	1 803	11 036	162 365
	T2	54 474	41 512	42 146	5 567	11 761	1 401	1 890	12 533	171 283
	T3	49 372	35 695	49 695	4 140	11 168	1 416	1 750	13 521	166 756
	T4	52 497	44 552	58 963	5 374	11 329	1 412	1 698	15 150	190 975
	Année	52 605	41 100	46 031	5 213	11 626	1 425	1 785	13 060	172 845
2011	T1	54 457	41 654	68 722	5 319	11 906	1 397	1 718	15 792	200 966
	T2	53 122	40 444	72 887	5 219	11 250	1 334	1 652	16 969	202 877
	T3	49 898	36 191	75 256	3 912	11 234	1 373	1 546	17 831	197 239
	T4	52 580	43 259	80 859	5 150	11 209	1 339	1 625	18 994	215 015
	Année	52 514	40 387	74 431	4 900	11 400	1 361	1 635	17 396	204 024
2012	T1	52 518	40 814	76 684	5 027	11 320	1 349	1 721	19 016	208 449
	T2	54 089	41 198	63 654	5 230	11 077	1 333	1 672	20 448	198 702
	T3	50 173	36 655	50 978	4 023	11 043	1 384	1 601	20 446	176 304
	T4	50 081	44 294	39 450	5 104	10 373	1 334	1 386	20 554	172 575
	Année	51 715	40 740	57 692	4 846	10 953	1 350	1 595	20 116	189 007
2013	T1	52 619	43 549	33 380	5 131	11 196	1 341	1 411	20 450	169 076
	T2	53 964	43 252	32 719	5 236	11 200	1 324	1 381	19 838	168 914
	T3	49 341	38 073	31 759	3 981	10 740	1 399	1 199	18 744	155 236
	T4	51 135	47 781	33 664	5 089	10 367	1 414	1 158	18 497	169 104
	Année	51 765	43 163	32 880	4 859	10 876	1 369	1 287	19 382	165 582
2014	T1	54 332	47 510	34 328	5 022	11 163	1 434	1 298	17 666	172 753
	T2	52 757	46 084	34 890	4 965	10 632	1 434	1 200	17 387	169 349
	T3	48 858	41 392	35 879	3 758	10 683	1 496	1 212	16 882	160 161
	T4	48 550	48 979	35 614	4 886	9 776	1 468	1 179	16 495	166 947
	Année	51 124	45 991	35 178	4 658	10 564	1 458	1 222	17 108	167 303
2015	T1	49 869	48 184	38 006	5 018	11 184	1 426	1 186	15 791	170 664
	T2	46 976	46 411	37 843	4 915	10 775	1 375	1 148	15 413	164 856
	T3	39 554	40 072	36 776	3 263	9 973	1 421	906	15 070	147 035
	T4	42 463	47 119	38 401	3 670	10 245	1 449	917	15 035	159 300
	Année	44 716	45 447	37 756	4 217	10 544	1 418	1 039	15 327	160 464
2016	T1	42 865	43 288	39 354	3 505	10 939	1 466	921	14 612	156 949
	T2	41 578	42 277	37 324	3 521	9 911	1 488	964	14 860	151 923
	T3	37 630	35 174	38 940	2 288	10 308	1 646	879	14 608	141 472
	T4	38 858	43 086	38 852	3 457	10 118	1 686	886	14 897	151 840
	Année	40 233	40 956	38 617	3 193	10 319	1 571	913	14 744	150 546
2017	T1	39 416	42 597	35 940	3 413	10 258	1 682	925	14 425	148 656

9.4.2

Evolution à la lumière du transfert de compétences dans le cadre de la Sixième Réforme de l'Etat

Tableau 53

Evolution du nombre de paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi à partir du 1^{er} trimestre de 2007 selon qu'elles ont ou non été transférées aux Régions

		Travailleurs à temps partiel		Dispenses				Mesures transférées		
		Total général	Nombre	%	Dispenses pour études et formations	Dispense ALE	Autres	%	Nombre	%
2007	T1	143 560	47 370	33,0 %	37 143	1 307	519	27,1 %	57 221	39,9 %
	T2	150 356	49 777	33,1 %	37 523	1 307	538	26,2 %	61 211	40,7 %
	T3	139 459	46 673	33,5 %	29 645	1 347	530	22,6 %	61 263	43,9 %
	T4	151 278	46 243	30,6 %	36 890	1 350	479	25,6 %	66 317	43,8 %
	Année	146 163	47 516	32,5 %	35 300	1 328	516	25,4 %	61 503	42,1 %
2008	T1	158 212	49 663	31,4 %	38 064	1 389	555	25,3 %	68 540	43,3 %
	T2	153 965	48 648	31,6 %	36 434	1 410	505	24,9 %	66 969	43,5 %
	T3	141 506	45 893	32,4 %	27 553	1 457	469	20,8 %	66 134	46,7 %
	T4	152 718	47 801	31,3 %	34 499	1 469	461	23,9 %	68 489	44,8 %
	Année	151 600	48 001	31,7 %	34 137	1 431	498	23,8 %	67 533	44,5 %
2009	T1	158 398	52 293	33,0 %	35 923	1 482	535	24,0 %	68 165	43,0 %
	T2	152 284	51 753	34,0 %	35 320	1 443	547	24,5 %	63 221	41,5 %
	T3	142 459	48 411	34,0 %	29 509	1 470	476	22,1 %	62 592	43,9 %
	T4	156 807	50 631	32,3 %	38 793	1 466	452	26,0 %	65 465	41,7 %
	Année	152 487	50 772	33,3 %	34 886	1 465	503	24,2 %	64 861	42,5 %
2010	T1	162 365	54 078	33,3 %	39 870	1 471	506	25,8 %	66 440	40,9 %
	T2	171 283	54 474	31,8 %	39 164	1 401	450	23,9 %	75 795	44,3 %
	T3	166 756	49 372	29,6 %	30 208	1 416	418	19,2 %	85 342	51,2 %
	T4	190 975	52 497	27,5 %	38 614	1 412	382	21,2 %	98 070	51,4 %
	Année	172 845	52 606	30,4 %	36 964	1 425	439	22,5 %	81 412	47,1 %
2011	T1	200 966	54 457	27,1 %	38 487	1 397	446	20,1 %	106 178	52,8 %
	T2	202 877	53 122	26,2 %	37 822	1 334	368	19,5 %	110 231	54,3 %
	T3	197 239	49 898	25,3 %	30 327	1 373	363	16,3 %	115 279	58,4 %
	T4	215 015	52 580	24,5 %	38 033	1 339	383	18,5 %	122 681	57,1 %
	Année	204 024	52 514	25,7 %	36 167	1 361	390	18,6 %	113 592	55,7 %
2012	T1	208 449	52 518	25,2 %	38 048	1 349	376	19,1 %	116 158	55,7 %
	T2	198 702	54 089	27,2 %	38 659	1 333	383	20,3 %	104 238	52,5 %
	T3	176 304	50 173	28,5 %	30 886	1 384	366	18,5 %	93 495	53,0 %
	T4	172 575	50 081	29,0 %	39 457	1 334	315	23,8 %	81 388	47,2 %
	Année	189 007	51 715	27,4 %	36 762	1 350	360	20,4 %	98 820	52,3 %
2013	T1	169 076	52 619	31,1 %	40 395	1 341	380	24,9 %	74 342	44,0 %
	T2	168 914	53 964	31,9 %	40 506	1 324	369	25,0 %	72 751	43,1 %
	T3	155 236	49 341	31,8 %	32 422	1 399	319	22,0 %	71 755	46,2 %
	T4	169 104	51 135	30,2 %	42 199	1 414	294	26,0 %	74 061	43,8 %
	Année	165 583	51 765	31,3 %	38 881	1 369	340	24,5 %	73 227	44,2 %
2014	T1	172 753	54 332	31,5 %	43 947	1 434	377	26,5 %	72 663	42,1 %
	T2	169 349	52 757	31,2 %	42 480	1 434	315	26,1 %	72 363	42,7 %
	T3	160 161	48 858	30,5 %	34 643	1 496	331	22,8 %	74 833	46,7 %
	T4	166 947	48 550	29,1 %	42 895	1 468	280	26,7 %	73 754	44,2 %
	Année	167 303	51 124	30,6 %	40 991	1 458	326	25,6 %	73 403	43,9 %
2015	T1	170 664	49 869	29,2 %	43 875	1 426	329	26,7 %	75 165	44,0 %
	T2	164 856	46 976	28,5 %	41 942	1 375	319	26,5 %	74 243	45,0 %
	T3	147 035	39 554	26,9 %	32 681	1 421	256	23,4 %	73 123	49,7 %
	T4	159 300	42 463	26,7 %	40 570	1 449	263	26,5 %	74 555	46,8 %
	Année	160 464	44 716	27,9 %	39 767	1 418	292	25,8 %	74 272	46,3 %
2016	T1	156 949	42 865	27,3 %	38 807	1 466	253	25,8 %	73 559	46,9 %
	T2	151 923	41 578	27,4 %	37 680	1 488	270	26,0 %	70 908	46,7 %
	T3	141 472	37 630	26,6 %	30 516	1 646	222	22,9 %	71 459	50,5 %
	T4	151 840	38 858	25,6 %	38 339	1 686	213	26,5 %	72 744	47,9 %
	Année	150 546	40 233	26,7 %	36 335	1 572	239	25,3 %	72 167	47,9 %
2017	T1	148 656	39 416	26,5 %	38 318	1 682	243	27,1 %	68 996	46,4 %

9.5

Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques

Tableau 54

Evolution du nombre d'allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Interruption de carrière	dont entités fédérales	Crédit-temps	Congés thématiques	Total			Interruption de carrière	dont entités fédérales	Crédit-temps	Congés thématiques	Total
2007	T1	71 457	26 495	108 930	39 312	219 699	2007	T1	100	100	100	100	100
	T2	71 849	26 545	110 997	39 868	222 714		T2	100	100	100	100	100
	T3	71 564	26 463	112 509	40 530	224 604		T3	100	100	100	100	100
	T4	72 256	25 420	114 234	39 769	226 259		T4	100	100	100	100	100
	Année	71 781	26 231	111 668	39 870	223 319		Année	100	100	100	100	100
2008	T1	72 566	25 615	117 647	43 681	233 894	2008	T1	102	97	108	111	106
	T2	73 045	25 691	118 985	44 635	236 666		T2	102	97	107	112	106
	T3	71 674	25 015	119 172	44 936	235 782		T3	100	95	106	111	105
	T4	72 256	23 969	119 624	44 491	236 372		T4	100	94	105	112	104
	Année	72 386	25 073	118 857	44 436	235 678		Année	101	96	106	111	106
2009	T1	71 877	23 644	122 824	48 435	243 135	2009	T1	101	89	113	123	111
	T2	72 601	23 788	127 226	51 630	251 457		T2	101	90	115	130	113
	T3	71 870	23 888	129 829	54 951	256 650		T3	100	90	115	136	114
	T4	72 647	23 042	131 104	54 721	258 473		T4	101	91	115	138	114
	Année	72 249	23 591	127 746	52 434	252 429		Année	101	90	114	132	113
2010	T1	72 053	22 467	132 058	59 547	263 658	2010	T1	101	85	121	151	120
	T2	72 578	22 482	132 678	61 476	266 733		T2	101	85	120	154	120
	T3	71 587	22 493	131 694	62 670	265 950		T3	100	85	117	155	118
	T4	72 616	21 672	132 844	60 498	265 959		T4	100	85	116	152	118
	Année	72 208	22 279	132 319	61 048	265 575		Année	101	85	118	153	119
2011	T1	71 644	20 728	134 375	64 222	270 240	2011	T1	100	78	123	163	123
	T2	72 253	20 625	135 540	63 875	271 668		T2	101	78	122	160	122
	T3	71 770	20 499	136 022	63 465	271 257		T3	100	77	121	157	121
	T4	74 263	19 725	137 208	60 523	271 994		T4	103	78	120	152	120
	Année	72 482	20 395	135 786	63 021	271 290		Année	101	78	122	158	121
2012	T1	74 223	19 557	139 339	63 437	276 998	2012	T1	104	74	128	161	126
	T2	74 240	19 144	137 761	62 126	274 127		T2	103	72	124	156	123
	T3	71 810	18 562	135 077	62 771	269 658		T3	100	70	120	155	120
	T4	72 395	17 775	133 389	61 503	267 287		T4	100	70	117	155	118
	Année	73 167	18 760	136 391	62 459	272 018		Année	102	72	122	157	122
2013	T1	70 453	17 207	132 981	65 980	269 414	2013	T1	99	65	122	168	123
	T2	70 233	17 034	133 149	66 780	270 162		T2	98	64	120	168	121
	T3	68 879	16 801	132 356	68 454	269 689		T3	96	63	118	169	120
	T4	69 737	16 234	132 425	66 682	268 844		T4	97	64	116	168	119
	Année	69 826	16 819	132 728	66 974	269 527		Année	97	64	119	168	121
2014	T1	68 952	15 967	133 088	71 442	273 482	2014	T1	96	60	122	182	124
	T2	68 717	15 720	133 564	73 231	275 512		T2	96	59	120	184	124
	T3	67 511	15 424	133 295	75 653	276 459		T3	94	58	118	187	123
	T4	69 490	14 920	138 378	71 881	279 749		T4	96	59	121	181	124
	Année	68 668	15 508	134 581	73 052	276 301		Année	96	59	121	183	124
2015	T1	70 725	16 341	146 519	73 647	290 891	2015	T1	99	62	135	187	132
	T2	70 899	16 520	145 863	74 234	290 996		T2	99	62	131	186	131
	T3	69 878	16 201	142 505	76 615	288 998		T3	98	61	127	189	129
	T4	70 873	15 292	138 662	72 008	281 543		T4	98	60	121	181	124
	Année	70 594	16 089	143 387	74 126	288 107		Année	98	61	128	186	129
2016	T1	70 025	14 605	134 285	75 651	279 961	2016	T1	98	55	123	192	127
	T2	69 769	14 165	130 573	77 191	277 532		T2	97	53	118	194	125
	T3	74 297	14 110	126 647	80 052	280 996		T3	104	53	113	198	125
	T4	82 524	13 708	124 929	74 845	282 298		T4	114	54	109	188	125
	Année	74 154	14 147	129 109	76 935	280 197		Année	103	54	116	193	125
2017	T1	78 932	12 633	122 012	79 167	280 111	2017	T1	110	48	112	201	127

9.6

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut unique

Tableau 55

Evolution du nombre mensuel moyen de paiements de primes de crise, allocations de licenciement et des indemnités en compensation du licenciement à partir du 1^{er} trimestre de 2010

Unités physiques					Dépenses (en milliers EUR)				
	Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement payées en plusieurs fois	Indemnités en compensation du licenciement payées en 1 fois		Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement	Total
2010	T1	209	-	-	2010	T1	683,1	-	683,1
	T2	2 793	-	-		T2	9 381,9	-	9 381,9
	T3	2 658	-	-		T3	9 206,2	-	9 206,2
	T4	3 436	-	-		T4	11 713,5	-	11 713,5
	Année	2 274	-	-		Année	30 984,8	-	30 984,8
2011	T1	3 763	-	-	2011	T1	12 486,9	-	12 486,9
	T2	3 683	-	-		T2	12 476,0	-	12 476,0
	T3	2 962	-	-		T3	9 927,2	-	9 927,2
	T4	3 689	-	-		T4	12 615,8	-	12 615,8
	Année	3 524	-	-		Année	47 505,9	-	47 505,9
2012	T1	2 923	744	-	2012	T1	9 720,5	3 398,9	13 119,5
	T2	728	2 857	-		T2	2 267,9	12 774,4	15 042,3
	T3	265	2 712	-		T3	747,7	12 385,3	13 133,0
	T4	134	3 102	-		T4	381,9	14 456,2	14 838,1
	Année	1 012	2 354	-		Année	13 118,1	43 014,8	56 132,9
2013	T1	91	4 161	-	2013	T1	259,2	19 578,8	19 838,0
	T2	53	4 400	-		T2	157,4	21 030,5	21 187,9
	T3	28	3 823	-		T3	87,0	18 500,8	18 587,7
	T4	21	4 098	-		T4	58,1	19 923,5	19 981,6
	Année	48	4 120	-		Année	561,6	79 033,6	79 595,2
2014	T1	18	4 716	-	2014	T1	61,2	23 184,5	24 659,6
	T2	11	3 197	2		T2	35,3	15 418,2	26 867,9
	T3	8	2 397	458		T3	26,6	11 305,4	24 820,4
	T4	4	2 236	1 071		T4	10,4	10 720,4	24 809,8
	Année	10	3 136	383		Année	133,4	60 628,6	101 157,6
2015	T1	2	2 789	2 333	2015	T1	5,6	13 928,8	26 661,9
	T2	3	2 465	3 079		T2	11,8	13 380,4	30 260,1
	T3	1	2 163	3 201		T3	1,8	14 244,0	25 376,4
	T4	2	1 560	3 013		T4	6,7	8 244,8	23 460,9
	Année	2	2 244	2 906		Année	25,8	49 798,0	105 759,4
2016	T1	2	1 640	2 771	2016	T1	5,6	9 022,5	23 654,0
	T2	1	1 370	2 427		T2	4,4	7 526,9	21 654,1
	T3	1	906	2 290		T3	2,2	4 944,1	22 283,2
	T4	0	868	2 115		T4	1,1	4 787,7	20 416,5
	Année	1	1 196	2 401		Année	13,3	26 281,2	88 007,8
2017	T1	0	851	2 429	2017	T1	0,7	4 828,4	25 385,9

9.7

Comparaison internationale de l'emploi

Tableau 56

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		UE 28	Zone euro	Belgique			UE 28	Zone euro	Belgique
2007	T1	216 800,3	143 049,6	4 347,8	2007	T1	100	100	100
	T2	220 092,4	145 203,8	4 344,7		T2	100	100	100
	T3	222 633,2	146 711,4	4 385,3		T3	100	100	100
	T4	221 926,5	146 451,0	4 443,3		T4	100	100	100
	Année	220 363,1	145 354,0	4 380,3		Année	100	100	100
2008	T1	220 871,6	145 654,2	4 449,5	2008	T1	102	102	102
	T2	223 049,1	146 846,9	4 414,3		T2	101	101	102
	T3	224 741,8	147 855,5	4 464,6		T3	101	101	102
	T4	222 839,4	146 677,8	4 455,1		T4	100	100	100
	Année	222 875,5	146 758,6	4 445,9		Année	101	101	101
2009	T1	218 641,9	143 754,8	4 418,0	2009	T1	101	100	102
	T2	219 344,0	144 106,6	4 395,7		T2	100	99	101
	T3	219 485,2	143 821,4	4 414,9		T3	99	98	101
	T4	218 337,6	143 595,8	4 454,2		T4	98	98	100
	Année	218 952,2	143 819,7	4 420,7		Année	99	99	101
2010	T1	213 972,6	141 178,6	4 470,0	2010	T1	99	99	103
	T2	216 374,5	142 277,1	4 442,8		T2	98	98	102
	T3	217 634,8	142 801,3	4 488,0		T3	98	97	102
	T4	216 503,4	142 533,0	4 554,1		T4	98	97	102
	Année	216 121,3	142 197,5	4 488,7		Année	98	98	102
2011	T1	214 508,5	141 182,3	4 453,6	2011	T1	99	99	102
	T2	216 782,9	142 787,8	4 543,7		T2	98	98	105
	T3	217 369,5	142 929,3	4 489,2		T3	98	97	102
	T4	216 213,4	142 283,8	4 550,6		T4	97	97	102
	Année	216 218,6	142 295,8	4 509,3		Année	98	98	103
2012	T1	213 845,2	140 606,2	4 502,0	2012	T1	99	98	104
	T2	216 167,5	141 779,4	4 524,8		T2	98	98	104
	T3	217 390,6	142 253,0	4 536,2		T3	98	97	103
	T4	215 841,5	141 188,0	4 532,6		T4	97	96	102
	Année	215 811,2	141 456,7	4 523,9		Année	98	97	103
2013	T1	212 953,6	139 392,5	4 487,4	2013	T1	98	97	103
	T2	215 571,0	140 880,0	4 548,8		T2	98	97	105
	T3	216 961,2	141 471,6	4 558,7		T3	97	96	104
	T4	216 173,6	140 908,4	4 526,3		T4	97	96	102
	Année	215 414,9	140 663,1	4 530,3		Année	98	97	103
2014	T1	215 385,6	140 369,7	4 505,9	2014	T1	99	98	104
	T2	218 196,3	142 109,7	4 543,7		T2	99	98	105
	T3	220 234,2	143 049,0	4 549,3		T3	99	98	104
	T4	219 521,0	142 784,7	4 575,3		T4	99	97	103
	Année	218 334,3	142 078,3	4 543,6		Année	99	98	104
2015	T1	217 987,9	141 831,2	4 558,4	2015	T1	101	99	105
	T2	220 448,1	143 395,8	4 517,9		T2	100	99	104
	T3	222 573,1	144 536,3	4 563,3		T3	100	99	104
	T4	222 355,5	144 471,3	4 566,9		T4	100	99	103
	Année	220 841,2	143 558,7	4 551,6		Année	100	99	104
2016	T1	221 378,4	144 213,1	4 532,4	2016	T1	102	101	104
	T2	224 211,5	146 035,5	4 555,1		T2	102	101	105
	T3	225 990,6	147 287,5	4 575,1		T3	102	100	104
	T4	225 574,0	147 088,7	4 684,2		T4	102	100	105
	Année	224 288,6	146 156,2	4 586,7		Année	102	101	105

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et plus - EFT (lfsq_egaps)

